



MASTER METIERS DE L'ENSEIGNEMENT, DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION

Ecole supérieure du professorat et de l'éducation

Académie d'Aix – Marseille

Année universitaire 2014-2015

MEMOIRE PROFESSIONNEL-UE45

Sciences Economiques et Sociales

Dans quelles mesures les représentations sociales des élèves influencent-elles leurs apprentissages ?

Présenté par Laura d'Alessandro

Directrice de mémoire : Estelle Hemdane

Soutenu le 22 /05/2015.

DEDICACE ET REMERCIEMENT

Je souhaite adresser mes remerciements à ma directrice de mémoire, Madame Estelle Hemdane pour ses précieux conseils et sa disponibilité.

Je remercie également Madame Christine Dollo de m'avoir aidée à élaborer et à analyser le questionnaire présenté dans ce mémoire.

Sommaire

INTRODUCTION	4
P.I. LE CADRE THEORIQUE	6
P.I.1. QUELS SONT LES FONDEMENTS THEORIQUES DE L'ANALYSE DES REPRESENTATIONS SOCIALES ?	6
A DEFINITIONS	6
B COMMENT SE FORMENT LES REPRESENTATIONS ?	7
C NOYAU CENTRAL ET ELEMENTS PERIPHERIQUES	8
D QUELLES SONT LES FONCTIONS DE CES REPRESENTATIONS ?	9
P.I.2. POURQUOI PRENDRE EN CONSIDERATION LES REPRESENTATIONS SOCIALES DES ELEVES EN SES ?	10
A LA MONNAIE DANS LES THEORIES ECONOMIQUES	10
B UTILISATION DU CONCEPT DE REPRESENTATION SOCIALE DANS L'ENSEIGNEMENT	12
C LA COMPREHENSION DES ERREURS DES ELEVES	13
D LES REPRESENTATIONS SOCIALES PEUVENT ETRE DES OBSTACLES D'APPRENTISSAGE	13
P. II. ELABORATION DE DISPOSITIFS PERMETTANT DE FRANCHIR LES OBSTACLES D'APPRENTISSAGE	15
P. II. 1. DE QUELLES REPRESENTATIONS PARLE-T-ON ?	15
A LE QUESTIONNAIRE : UNE METHODE POUR RECUEILLIR LES REPRESENTATIONS SOCIALES	15
B TRAITEMENT ET RESULTATS OBTENUS A L'ISSUE DU QUESTIONNAIRE	15
C LES CHAPITRES DU PROGRAMME DE SCIENCE ECONOMIQUE DE PREMIERE CONCERNES	26
P.II.2. QUELS SONT LES DISPOSITIFS QUI PERMETTENT DE FRANCHIR CES OBSTACLES D'APPRENTISSAGE ? ..	29
A ACTIVITE DE SENSIBILISATION : UN MOYEN DE FRANCHIR LES OBSTACLES	29
B LES SEQUENCES DE COURS PROPOSEES AUX ELEVES POUR PALIER SES OBSTACLES	30
P.III. APPRECIATION DES DISPOSITIFS MIS EN ŒUVRE	100
P.III.1. LE MODE D'EVALUATION DES DISPOSITIFS	100
A L'ENJEU PEDAGOGIQUE DE L'EVALUATION	100
B L'EVALUATION PROPOSEE AUX ELEVES DE PREMIERE	101
P.III.2. RESULTATS ET REMEDIATION DES DISPOSITIFS	104
A L'ANALYSE DES RESULTATS	104
B PROPOSITIONS DE DISPOSITIFS COMPLEMENTAIRES	116
CONCLUSION	123
BIBLIOGRAPHIE	124
ANNEXES	128

INTRODUCTION

D'après **Jean-Claude Abric**, dans « *Les pratiques sociales et les représentations* » (1987) ; « *la représentation sociale est le produit et le processus d'une activité mentale par laquelle un individu ou un groupe, reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique* ». **André Giordan** et **Gérard De Vecchi** soulignent le fait que les élèves construisent au cours de leur histoire sociale toute une structure conceptuelle organisée. En s'intéressant aux conceptions préalables des élèves, on remet alors en cause une approche où l'apprenant doit tout oublier de ses connaissances et de ses pratiques « *non scientifiques* ». De fait, il faut prendre en compte les représentations sociales car les élèves ne sont pas des pages blanches qu'il faudrait remplir de connaissances. En effet, tout dispositif d'apprentissage qui ne prend pas en compte ces représentations peut manquer son objectif. Dans un premier cas, les savoirs scolaires risquent d'acquérir un caractère de savoir décoratif. L'élève sait qu'elle est la bonne réponse à fournir pour satisfaire le maître, mais ses représentations ne sont pas modifiées pour autant. Dans d'autres cas, les informations communiquées sont intégrées au système de représentation, mais en modifiant leurs sens pour les rendre compatibles avec les connaissances préexistantes.

Après avoir pris en considération l'importance des représentations sociales et avoir constaté que plusieurs points du programme de première SES pouvaient constituer des obstacles d'apprentissage ; nous pouvons nous demander : dans quelle mesure les représentations des élèves influencent-elles leurs apprentissages ? Par conséquent, quelle place doit-on accorder à ces représentations dans l'enseignement ? Quels sont les dispositifs permettant de franchir ces obstacles d'apprentissage ?

Dans le cadre de notre étude, nous nous intéresserons aux représentations sociales des élèves sur le thème de la monnaie. Ces difficultés d'apprentissage, seront mises en évidence dans une classe de première ES (34 élèves) ; du Lycée Thiers, à Marseille. Elles concernent le thème quatre du programme de science économique qui s'intitule : « La monnaie et le financement » et plus précisément ; le chapitre 1 : « A quoi sert la monnaie ? » ; le chapitre 2 : « Comment l'activité économique est-elle financée ? » et le chapitre 3 : « Qui crée la monnaie ? »

Dans une première partie, nous nous intéresserons aux fondements théoriques des représentations sociales et à l'intérêt de les prendre en compte, dans l'enseignement des sciences économiques et sociales. Puis, dans une seconde partie, nous observerons comment les représentations des élèves peuvent être recueillies et traitées afin de construire des dispositifs permettant de franchir les obstacles d'apprentissage. Enfin, dans une troisième partie, nous observerons les résultats obtenus suite à la mise en œuvre des dispositifs destinés à franchir les obstacles d'apprentissage.

P.I. LE CADRE THEORIQUE

P.I.1. QUELS SONT LES FONDEMENTS THEORIQUES DE L'ANALYSE DES REPRESENTATIONS SOCIALES ?

A Définitions

Emile Durkheim fut le premier à évoquer la notion de représentations qu'il appelait « *collectives* » à travers l'étude des religions et des mythes. Pour Durkheim « *les premiers systèmes de représentations que l'homme s'est fait du monde et de lui-même sont d'origine religieuse*¹ ». Il distingue les représentations collectives des représentations individuelles : « *La société est une réalité sui generis ; elle a ses caractères propres qu'on ne retrouve pas, ou qu'on ne retrouve pas sous la même forme, dans le reste de l'univers. Les représentations qui l'expriment ont donc un tout autre contenu que les représentations purement individuelles et l'on peut être assuré par avance que les premières ajoutent quelque chose aux secondes.*² ». Dans la conclusion de son ouvrage, il élabore les bases d'une réflexion sur le concept de représentation collective. La représentation collective est en effet l'un des moyens par lequel s'affirme la primauté du social sur l'individu, même si elle ne se réduit pas non plus à l'agrégation des représentations des individus qui composent la société.

Pour **Denise Jodelet** « *le concept de représentations sociales désigne une forme de connaissance spécifique, le savoir de sens commun, dont les contenus manifestent l'opération de processus génératifs et fonctionnels socialement marqués. Plus largement, il désigne une forme de pensée sociale. Les représentations sociales sont des modalités de pensée pratique orientées vers la communication, la compréhension et la maîtrise de l'environnement social, matériel et idéal. En tant que telles, elles présentent des caractères spécifiques au plan de l'organisation des contenus, des opérations mentales et de la logique. Le marquage social des contenus ou des processus de représentation est de référer aux conditions et aux contextes*

¹ Emile Durkheim, (1912), « *Les formes élémentaires de la vie religieuse: le système totémique en Australie*». En ligne sur : <http://classiques.uqac.ca>

² Emile Durkheim, (1912), « *Les formes élémentaires de la vie religieuse: le système totémique en Australie*». En ligne sur : <http://classiques.uqac.ca>

*dans lesquels émergent les représentations, aux communications par lesquelles elles circulent, aux fonctions qu'elles servent dans l'interaction avec le monde et les autres*³».

De nombreuses définitions du concept de « *représentation sociale* » ont été données. Néanmoins, on peut relever quelques traits caractéristiques communs :

- Ces représentations sont d'abord constituées d'idées, de croyances, de jugements, de visions du monde, d'opinions ou encore d'attitudes.
- Ces idées, croyances ou opinions, aboutissent à la constitution d'une véritable connaissance, généralement qualifiée de spontanée, de connaissance de sens commun. Pour la majorité des auteurs, ces connaissances naïves ne doivent pour autant pas être invalidées comme fausses ou erronées. Elles sont le plus souvent distinctes de la connaissance scientifique, mais on ne doit pas en négliger l'importance.
- Cette connaissance est socialement élaborée et partagée. **Denise Jodelet** précise ainsi que le social intervient de plusieurs manières : contexte concret dans lequel se situent les personnes et les groupes, communication entre les individus, codes, valeurs et idéologies liés aux positions ou appartenances sociales spécifiques.

B Comment se forment les représentations ?

Serge Moscovici a mis en évidence le fait qu'une représentation se forme à l'aide de deux processus, qui sont l'objectivation et l'ancrage. En psychologie sociale, l'objectivation procède d'une simplification : les individus vont tenter de transformer une notion abstraite ou complexe en une réalité plus simple et perceptible sous forme imagée. On distingue généralement trois phases :

1) Sélection et décontextualisation : les sujets vont dans un premier temps faire un tri dans les diverses informations qui circulent sur l'objet de la représentation, ils vont privilégier certaines informations au détriment d'autres, tout en les dissociant de leur contexte social initial, beaucoup trop complexe pour eux.

³ Denise Jodelet, (1997), *Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie*, in *Psychologie sociale*, sous la direction de S. Moscovici, Paris, PUF, Le psychologue.

2) Formation d'un noyau figuratif : celui-ci comporte simplement quelques notions agencées d'une certaine façon.

3) Naturalisation : dans cette dernière phase, le schéma figuratif, totalement détaché de la théorie initiale, devient élément de la réalité. Ce noyau figuratif acquiert alors un statut d'évidence qui le rend « *non discutable* » : il se naturalise.

Après l'objectivation, l'ancrage est un second processus associé à la formation de représentation sociale. Il concerne l'enracinement de la représentation et de son objet : l'individu va intégrer la représentation nouvelle dans son système de connaissances déjà constitué.

C Noyau central et éléments périphériques

Jean-Claude Abric a cherché à enrichir le cadre théorique proposé par **Serge Moscovici** : il reprend ainsi l'idée de noyau figuratif. Pour lui, l'organisation d'une représentation présente une modalité spécifique : non seulement les éléments de la représentation sont hiérarchisés mais par ailleurs toute représentation est organisée autour d'un noyau central (ou noyau structurant), constitué d'un ou quelques éléments qui donnent à la représentation sa signification. Ce noyau est, dans la représentation, l'élément qui va le plus résister au changement. Mais en conséquence, toute modification du noyau central entraîne une transformation complète de la représentation. La notion du noyau permet également de penser l'articulation entre individus et groupes sociaux.

Autour de ce noyau central s'organisent les éléments périphériques, qui constituent l'essentiel du contenu de la représentation, sa partie la plus accessible, mais aussi selon **Jean-Claude Abric**, la plus vivante et la plus concrète. Ces éléments constituent l'interface entre le noyau central et la situation concrète dans laquelle s'élabore ou fonctionne la représentation, et répondent à trois fonctions essentielles :

1) Fonction de concrétisation : ce sont eux qui permettent « l'habillage » en des termes concrets de la représentation.

2) Fonction de régulation : les éléments périphériques sont beaucoup plus souples que ceux du noyau central et ils jouent ainsi un rôle essentiel dans l'adaptation de la représentation sociale

aux évolutions du contexte. C'est dans la périphérie de la représentation que les individus intègrent telle ou telle information nouvelle, telle ou telle transformation de l'environnement.

3) Fonction de défense : le système périphérique fonctionne comme le système de défense de la représentation, et par les adaptations au contexte, préserve le noyau d'une transformation qui entraînerait un bouleversement complet de la représentation.

D Quelles sont les fonctions de ces représentations ?

Pour **Serge Moscovici**, « *Les représentations sociales sont indispensables dans les relations humaines car elles permettent la communication et la compréhension de l'autre*⁴ ». Elles permettent également les actions en commun, lorsqu'elles sont partagées par un groupe social. Les représentations sont également importantes à l'échelon individuel, puisqu'elles sont une condition pour que l'individu placé devant une information puisse se former sa propre représentation de la réalité. On attribue généralement plusieurs fonctions aux représentations sociales. Elles permettent en effet aux individus de comprendre la réalité sociale dont ils sont entourés, elles donnent du sens à leurs actions, et, dans le même temps, orientent ces actions. Elles aident également les individus à définir leur identité et à marquer leur appartenance à un groupe social et donc à réguler les relations entre ces différents groupes sociaux. **Jean-Claude Abric** a élaboré une typologie distinguant quatre grandes fonctions des représentations sociales :

- 1) Des fonctions de savoir : les représentations permettent de comprendre et d'expliquer la réalité. Grâce à leurs représentations sociales, les individus peuvent intégrer de nouvelles connaissances dans un cadre compréhensible pour eux.
- 2) Des fonctions identitaires : elles permettent aux individus d'affirmer leur identité au sein d'un groupe social.
- 3) Des fonctions d'orientation : en guidant les comportements par les pratiques.
- 4) Des fonctions justificatrices : car elles permettent de justifier les prises de position et les comportements.

⁴ Serge Moscovici, (1961/1976), *La Psychanalyse, son image et son public*, PUF.

P.I.2. POURQUOI PRENDRE EN CONSIDERATION LES REPRESENTATIONS SOCIALES DES ELEVES EN SES ?

A La monnaie dans les théories économiques

Partie intégrante du vocabulaire quotidien des élèves et de leurs parents, le concept de monnaie présente une fausse image de simplicité. Il invite à un rapprochement entre langage courant et langage savant. Ce premier constat représente un obstacle à l'acquisition du savoir par les élèves. Cette difficulté est accentuée par une deuxième, qui est la définition de la monnaie. La monnaie est une réalité familière, mais la définition de ce concept se révèle très difficile, car il n'est pas possible de donner une définition qui soit indépendante d'un choix théorique. Ainsi plusieurs débats peuvent être relatés :

La monnaie est-elle un simple instrument d'échange ou un rapport social ? Pour certains économistes, la monnaie est ce que la monnaie fait. La définition de la monnaie est donc construite à partir de ses fonctions : 1) intermédiaire des échanges ; 2) mesure des valeurs ; 3) réserve des valeurs. Néanmoins, cette approche fonctionnaliste semble insuffisante pour d'autres économistes qui souhaitent mettre l'accent sur la nature de la monnaie. Pour **Georg Friedrich Knapp**, « *la monnaie est liée au pouvoir de l'Etat et du droit. C'est parce que l'Etat impose le paiement de l'impôt en monnaie que celle-ci est acceptée au sein de l'ensemble de la communauté de paiement*⁵. ». Dans ce cas, on parle d'une conception nominaliste de la monnaie. D'autres travaux, à la suite de ceux de **Knapp**, révèlent que la monnaie doit être comprise en relation avec la société, avec la cohésion du groupe social au sein duquel elle circule. A la suite de **Georg Simmel**, on peut montrer que la monnaie est une composante du lien social et, avec **Michel Aglietta**, que « *la monnaie est le mode de socialisation des sujets sous la forme de l'auto-organisation* » ; (Aglietta, 1988, p. 93). Ainsi, à l'approche de la monnaie comme objet remplissant des fonctions s'oppose la conception de la monnaie comme rapport social.

La monnaie est-elle endogène ou exogène ? Est-elle neutre ou active ? Dire que la monnaie est exogène, c'est considérer qu'elle trouve son origine en dehors de l'activité

⁵ **Alain Beitone** (février 2015), « La monnaie dans les théories économiques ». La documentation française.

économique. Elle résulte, en régime de monnaie métallique, des découvertes d'or et en régime de monnaie fiduciaire et scripturale des décisions de la Banque centrale. « *La formule « helicopter Ben » (et le dessin humoristique associé) pour désigner Ben Bernanke, alors président du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale des Etats-Unis, illustre bien la conception de la monnaie exogène*⁶. » Cette approche correspond aux thèses de la **Currency School** qui ont pour conséquence la réforme monétaire de 1844 en Grande-Bretagne. Cette dernière limite la création monétaire de monnaie en subordonnant toute émission supplémentaire de billets à une couverture en or à 100%. Dans cette approche quantitativiste de la monnaie, il faut soit imposer une contrainte métallique stricte grâce à l'étalon-or (**Jacques Rueff**), soit imposer une règle intangible à la Banque centrale en matière de création monétaire (c'est la fameuse « règle des k% » de **Milton Friedman**). La monnaie, dans cette perspective, ne change rien à l'économie. Il n'y aurait pas de différence de nature entre une économie de troc et une économie monétaire. En effet, la quantité de monnaie affecte les prix nominaux, mais pas les prix relatifs et, par conséquent, ne change rien au choix des agents. Une autre tradition théorique considère que la distinction d'une sphère réelle et d'une sphère monétaire au sein de l'économie n'est pas pertinente. Pour la **Banking School**, les billets ne peuvent pas être considérés comme exogènes, puisque leur création s'opère à l'occasion d'une opération de crédit : le « réel » et le « monétaire » ne peuvent pas être séparés. Les auteurs de ce courant, comme **Thomas Tooke**, considèrent que l'inflation a des causes réelles plutôt que monétaires et mettent en avant la « loi du reflux » en vertu de laquelle toute monnaie créée finit par revenir dans les banques au moment du remboursement. Ce qui importe n'est donc pas la quantité mais la qualité de la monnaie. Dans de telles conditions, il serait dangereux de limiter le pouvoir de création monétaire des banques car cela constituerait un obstacle à l'expansion de la production. De plus, la monnaie peut exercer des effets importants sur l'économie réelle par l'intermédiaire du taux d'intérêt. En effet, lorsque le taux d'intérêt naturel est supérieur au taux d'intérêt monétaire, un processus cumulatif se déclenche ; les entrepreneurs ont des profits plus élevés que ce qu'ils prévoyaient ce qui les pousse à investir davantage : la demande s'accroît et les prix augmentent.

Ainsi, nous pouvons constater que la définition de la monnaie est loin de faire consensus auprès des écoles théoriques. Une autre difficulté réside dans le fait, que l'on doit distinguer la monnaie et les supports de la monnaie : c'est-à-dire entre la nature théorique de

⁶ **Alain Beitone** (février 2015), « La monnaie dans les théories économiques ». La documentation française.

la monnaie et ses formes empiriques. La première renvoie à un concept abstrait et « unique » et les secondes à des objets (plus ou moins palpables), qui peuvent être multiples et divers selon les époques (on peut citer pour notre époque : la carte bleu, les chéquiers). Au vu des difficultés que nous venons d'évoquer sur le thème de la monnaie, un enseignant de SES se doit donc d'être vigilant quant aux connaissances (fausses ou incomplètes) que posséderont ses élèves sur le sujet, en amont du cours.

B Utilisation du concept de représentation sociale dans l'enseignement

Les recherches en éducation et en didactique se sont emparées dans les années 1970 du concept de représentation. **André Giordan et Gérard De Vecchi**, soulignent le fait que les élèves construisent au cours de leur histoire sociale toute une structure conceptuelle organisée. En s'intéressant aux conceptions préalables des élèves, on remet alors en cause une approche où l'apprenant doit tout oublier de ses connaissances et de ses pratiques « *non scientifiques* ». En sciences économiques et sociales, la prise en compte de l'importance des représentations sociales des élèves dans l'enseignement est aujourd'hui assez largement généralisée. De nombreux travaux en didactique, des sciences économiques et sociales, utilisent en effet des résultats concernant les représentations des élèves sur des points précis des programmes de lycée, et cherchent à montrer comment s'appuyer sur ces représentations pour franchir un certain nombre d'obstacles à l'apprentissage. **Jean-Marie Albertini** explique ainsi que lorsqu'il a débuté dans l'initiation économique, il s'est vite rendu compte que les personnes en formation ne « *sont pas des handicapés mentaux de l'économie* ». Il lui est alors apparu que l'enseignement de l'économie ne pouvait « *être le simple traitement du savoir et de l'ignorance. Elle devait être principalement celui de la rencontre entre des modalités différentes de connaissance* ». Les travaux par ailleurs de **Pierre Vergès, M. Parodi, Elisabeth Chatel ou Alain Legardez** ont connu une diffusion importante au sein du corps des professeurs de SES.

C La compréhension des erreurs des élèves

L'étude des représentations sociales apparaît nécessaire pour comprendre les erreurs des élèves. Les élèves, dans leur manière de traiter certains problèmes ou de répondre à certaines questions, peuvent être amenés à commettre un certain nombre d'erreurs. Et de fait, lorsque des élèves ne produisent pas exactement le discours attendu par leur professeur, celui-ci a tendance à raisonner en ces termes : « *non tu t'es trompé, ce n'est pas la bonne réponse* ». Dès 1938, Gaston Bachelard montrait que, dans l'éducation, la notion « *d'obstacle pédagogique* » était méconnue : « *J'ai souvent été frappé du fait que les professeurs des sciences, plus encore que les autres si c'est possible, ne comprennent pas qu'on ne comprenne pas. Peu nombreux sont ceux qui ont creusé la psychologie de l'erreur, de l'ignorance et de la réflexion. (...) Les professeurs de sciences imaginent que l'esprit commence comme une leçon, qu'on peut toujours refaire une culture nonchalante en redoublant une classe, qu'on peut faire comprendre une démonstration en la répétant point par point. Ils n'ont pas réfléchi au fait que l'adolescent arrive dans la classe de Physique avec des connaissances déjà constituées : il s'agit alors, non pas d'acquérir une culture expérimentale, mais bien de changer de culture expérimentale, de renverser les obstacles déjà amoncelés par la vie quotidienne*⁷. » De plus, **Samuel Joshua et Jean-Jacques Dupin** insistent sur le fait que le terme d'erreur peut être trompeur. De nombreuses études ont démontré que lorsque l'élève commet une erreur, il a le plus souvent de bonnes raisons de la commettre. Il est généralement capable d'exprimer un raisonnement logique pour justifier sa réponse. La prise de conscience de ces connaissances empiriques constituées semble essentielle pour percevoir la nature et le fondement des erreurs des élèves.

D Les représentations sociales peuvent être des obstacles d'apprentissage

Les représentations des élèves ne sont pas une accumulation d'erreurs. Elles sont « *spontanées* » et forment une construction opérée par l'élève en interaction active avec son environnement : cela signifie que les connaissances ne s'empilent pas les unes sur les autres, mais qu'elles sont structurées. Certes, cet ensemble de connaissances est souvent éloigné voire opposé à la connaissance scientifique. Mais, ces modèles construits par les élèves

⁷ Gaston Bachelard, (1983), *La formation de l'esprit critique*, P.18.

semblent efficaces et pertinents au regard de la vie courante. De fait, ils peuvent être de véritables obstacles à l'apprentissage. Les travaux sur les représentations sociales montrent que les élèves ne sont pas des pages blanches ou des verres vides qu'il faudrait remplir de connaissances, mais encore que leurs représentations soient organisées, dotées d'une certaine logique et d'un noyau dur relativement résistant. En effet, tout dispositif d'apprentissage qui ne prend pas en compte ces représentations peut manquer son objectif. Dans un premier cas, les savoirs scolaires risquent d'acquérir un caractère de savoir décoratif. L'élève sait qu'elle est la bonne raison à fournir pour satisfaire le maître, mais ses représentations ne sont pas modifiées pour autant. Dans d'autres cas, les informations communiquées sont intégrées au système de représentation, mais en modifiant leurs sens pour les rendre compatibles avec les connaissances préexistantes. Pour **Gérard De Vecchi**, « *lorsqu'on néglige de s'appuyer sur les conceptions des élèves, on construit des stéréotypes, des mots vides de sens et, sans y prendre garde, on renforce les représentations fausses : en un mot, celles-ci font écran et ne permettent pas à un savoir nouveau de se construire ou de s'affirmer* » (De Vecchi, 1992, P 101). De même, Samuel Joshua et Jean-Jacques Dupin insistent sur le fait qu'on ne peut pas simplement lever ces obstacles ; il faut les dépasser, « *d'autant que les représentations des élèves font la preuve d'une extraordinaire capacité d'adaptation logique. Elles sont souvent aptes à se développer pour englober des expériences nouvelles, tout en restant fondamentalement « fausses » du point de vue scientifique* » (Joshua et Dupin, 1989, P 33).

Nous avons vu, dans la partie I, que les représentations sociales des élèves pouvaient « *interférer avec un « déjà-là » conceptuel qui, même s'il est faux sur le plan scientifique, sert de systèmes d'explication efficace et fonctionnel pour l'apprenant* », (**JP Astolfi et M Develay** ; « La didactique des sciences », P 31). De fait, nous pouvons nous demander, quelles sont les représentations sociales d'une classe de première ES sur le thème de la monnaie ? Comment recueillir ces prénotions ?

P. II. ELABORATION DE DISPOSITIFS PERMETTANT DE FRANCHIR LES OBSTACLES D'APPRENTISSAGE.

P. II. 1. DE QUELLES REPRESENTATIONS PARLE-T-ON ?

A Le questionnaire : une méthode pour recueillir les représentations sociales

Plusieurs techniques sont possibles pour tenter de saisir les représentations des élèves. Dans le cadre de notre étude, c'est la méthode du questionnaire qui a été retenue. Elle permet de repérer certains aspects quantitatifs fondamentaux dans l'aspect social d'une représentation. Cette méthode présente l'avantage de la standardisation, qui réduit à la fois les risques subjectifs du recueil (comportement standardisé de l'enquêteur) et les variations interindividuelles de l'expression des sujets (mêmes questions pour tous, même modalité de passation des questionnaires). Le questionnaire présenté en annexe (page 128) a été proposé à une classe de première, de 34 élèves, au Lycée Thiers. Les questions une et deux sont des questions d'évocation spontanée. Pour le traitement de la question quatre, les mots et les réponses données par les élèves seront classés selon deux variables : la fréquence et le rang. Ce questionnaire aura pour objectif de faire émerger les représentations sociales des élèves sur la monnaie.

B Traitement et résultats obtenus à l'issue du questionnaire

Le jour de la passation du questionnaire, 3 élèves sur 34 étaient absents. Les résultats présentés ci-dessous portent donc sur 31 questionnaires. Il a été réalisé en une heure et les élèves avaient pour consigne de répondre question après question ; sans regarder celles des pages suivantes. Les questionnaires sur lesquels a porté l'étude se situent en annexe et les résultats obtenus sont les suivants :

Question 1 : A quoi vous fait penser le mot « monnaie » ?

Pour cette question, on peut constater que :

- 20 élèves sur 31 (soit 65%) évoquent le mot « argent ». On peut préciser qu'il est généralement cité en première ou seconde position. On retrouve également les termes suivants : « sous » (copie 4), « liquide » (copie 9) et « cash » (copie 14).
- pour 16 élèves sur 31 (soit 52%), la monnaie représente les pièces et les billets.

- dans 7 questionnaires sur 31 (soit 23%), on peut constater une certaine conception morale de la monnaie. Par exemple, dans le questionnaire numéro 28, l'élève écrit : « l'argent ne fait pas le bonheur », « donner une pièce à un mendiant », « rendre la monnaie de sa pièce ». Dans le questionnaire numéro 31, un autre élève a écrit les termes suivants : « riche », « pauvre » et « corruption ».
- seule la copie 21 évoque la notion d' « inflation ».
- les copies 1 et 2 comportent les termes suivants : « Marianne » et « symbole ».

Question 2 : Quelles sont les fonctions de la monnaie ? Donnez au moins quatre à dix mots ou expressions.

On observe que :

- 19 élèves sur 31 (soit 61%), ont inscrit le terme « échanger ».
- 14 élèves sur 31 (soit 45%), ont écrit le terme « acheter ».
- 11 élèves sur 31 (soit 35%), ont employé le verbe « payer »

Au total, pour 29 élèves sur 31 (soit 94%) la monnaie a pour fonction le fait « de se procurer des biens ».

D'autres termes ont été mentionnés par les élèves :

- Consommation (4/31 soit 13%).
- Epargne (6/31 soit 19%).
- Investissement (1/31 soit 3%).
- La monnaie donne de la valeur (2/31 soit 6%).
- Pouvoir (2/31 soit 6%).
- Faire fonctionner le marché / fonction de coordination / permet l'existence d'un marché (questionnaires 4, 10, 17, 18 et 27 : soit 16%).
- Le questionnaire 14 mentionne le verbe « réglementer ».
- Le questionnaire numéro 27 cite les termes suivants : fiabilité / emblème.

Mais aucune copie ne mentionne le fait que c'est un facteur de cohésion social ou de lien social.

On peut également observer que l'on retrouve dans cette deuxième question, une conception morale de la monnaie (questionnaires 1 ; 3 ; 4 ; 5 ; 15 ; 25 ; 28 et 31). Dans le premier questionnaire sont mentionnés : « la liberté », « plus de choix possible dans la vie », « aider les gens », « aider à devenir mature et à se gérer tout seul ». Le questionnaire 5 cite le terme « ostentatoire » et le numéro 28 : « donner une pièce à un mendiant ».

Question 3 : Lisez attentivement les propositions et répondez aux questions suivantes :

- a) Quelles sont, d'après l'état de vos connaissances, les instances qui créent de la monnaie ?
- b) Quelles sont, d'après l'état de vos connaissances, les instances qui ne créent pas de la monnaie ?

	Qui crée de la monnaie	Qui ne crée pas de la monnaie
Les banques	20	10
La banque de France	27	2
Les sociétés d'assurance	2	25
Les mutuelles	3	23
Entreprise	19	9
Ménage	16	15
Les caisses d'épargne	12	14
Le trésor public	18	13

Premier constat :

Via les résultats indiqués dans le tableau ci-dessus, on voit que majoritairement les élèves pensent que ce sont les banques et la Banque de France qui créent la monnaie :

- 20/ 31 pour les banques soit 64 %.
- 27 / 31 pour la Banque de France soit 87%.

On peut aussi observer que le nombre d'élèves ayant répondu à la fois que les banques et la Banque de France créent de la monnaie sont de 19 sur 31 (soit 61%).

Deuxième constat :

On peut constater que les élèves croient fortement que les entreprises, les ménages, les caisses d'épargne et le trésor public créent de la monnaie :

- Entreprise 19 / 31 soit 61%.
- Ménage 16 / 31 soit 52%.
- Les caisses d'épargne 12 / 31 soit 39%.
- Le trésor public 18 / 31 soit 58%.

Troisième constat :

Cohérence entre la question 3 et le fait que 10 élèves (soit 1/3) pensent que les banques ne créent pas de monnaie avec la question 4 : il y a un manque de cohérence entre les deux

questions car à la question 4, 21 élèves sur 31 élèves (soit 68%) ont répondu que les institutions bancaires créent de la monnaie.

Question 4 : Dans la liste des propositions ci-dessous, cochez la case correspondant à votre avis :

1 : Tout à fait d'accord ; 2 : D'accord ; 3 : Pas d'accord ; 4 : Pas du tout d'accord.

Propositions	1	2	3	4
La monnaie est uniquement un outil technique.	1	9	17	3
L'utilisation d'une monnaie repose sur la confiance que lui confère les agents économiques.	8	-	13	7
Les pièces, les billets sont des formes de monnaie.	22	8	1	0
Les chèques et la carte bancaire sont des formes de monnaie.	10	-	9	9
Les chèques et la carte bancaire sont des instruments de paiement.	24	5	0	0
Les banques ne peuvent accorder des crédits qu'en fonction des dépôts réalisés par les agents économiques.	7	14	7	1
Les institutions bancaires créent de la monnaie.	4	17	6	3
L'augmentation durable et cumulative du niveau général des prix est due à la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.	5	10	9	5
Seule la Banque centrale est créatrice de monnaie.	2	8	12	9

Premier constat :

- 1/3 de la classe pense que la monnaie est uniquement un outil technique.
- 68% des élèves pensent que la monnaie repose sur la confiance (21 élèves sur 31).
- 61% pensent que la carte bancaire et les chèques sont des formes de monnaie (19 élèves sur 31). 94 % d'entre eux pensent qu'ils sont aussi des instruments de paiement (29 élèves sur 31). Néanmoins, 65% des élèves ont répondu que la carte bancaire et les chèques étaient à la fois une forme de monnaie et un instrument de paiement (20 élèves sur 31).

Deuxième constat :

A l'affirmation suivante : les banques ne peuvent accorder des crédits qu'en fonction des dépôts réalisés par les agents économiques : 21 /31 ont répondu qu'ils étaient tout à fait d'accord ou d'accord ; soit 68%.

Troisième constat :

15 élèves sur 31 ont répondu que l'inflation était due à l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation (soit 48%).

Quatrième constat :

Après réflexion sur la présentation du questionnaire, on peut observer qu'il aurait été plus judicieux que les affirmations suivantes ne se suivent pas :

- Les chèques et la carte bleu sont des formes de monnaie.
- Les chèques et la carte bleu sont des instruments de paiement.

Question 5 : Reliez par un trait les mots qui selon vous sont en relation 2 à 2. Vous pouvez utiliser plusieurs fois le même mot. Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les mots. Tracez au moins huit traits mais pas plus de douze traits.

	Etat	Banque de France	Taux d'intérêt	Création monétaire	Le niveau général des prix	Entreprise	Ménage	Banque	Crédit	Insolvabilité
Etat		18		7	8	9	4	5	3	3
Banque de France	18		5	18	7	1		3	4	
Taux d'intérêt		5		1	1	5	5	18	7	1
Création monétaire	7	18	1		9	10	3	5		
Le niveau général des prix	8	7	1	9		3	4		1	
Entreprise	9	1	5	10	3		2	5	4	6
Ménage	4		5	3	4	2		12	11	15
Banque	5	3	18	5		5	12		25	9
Crédit	3	4	7		1	4	11	25		14
Insolvabilité	3		1			6	15	9	14	

Premier constat :

On constate que 18 élèves sur 31 (soit 58%) font un lien entre la création monétaire et la Banque de France. Mais ils sont peu nombreux (5 sur 31, soit 16%) à faire un lien entre la création monétaire et banque. Néanmoins, 1/3 pensent qu'il y a un lien entre la création monétaire et le niveau général des prix.

Second constat :

25 élèves sur 31 (soit 80%) ont fait un lien entre crédit et création monétaire. Mais seulement 7 élèves sur 31 (soit 23%) mettent en relation le crédit et le taux d'intérêt.

Par contre, ils perçoivent des liens entre :

- crédit et insolvabilité (14/31, soit 45%).
- ménage et banque (12 / 31, soit 69%).
- ménage et crédit (11 / 31, soit 35%).
- ménage et insolvabilité (15/31, soit 48%).

Question 6 : Dans cette question, il vous est demandé de faire des groupes avec les mots ou expressions de la liste ci-dessous :

a) Dans la liste de mots proposez, les élèves devaient barrer ceux qu'il ne comprenait pas.

Les résultats obtenus sont les suivants :

		Nombre d'élève ayant barré le mot concerné sur 31 copies	Proportion d'élève ayant barré le mot concerné sur 31 copies
1	Monnaie scripturale	29	94%
2	Monnaie fiduciaire	31	100%
3	Financement monétaire	6	19%
4	Création monétaire ex nihilo	27	87%
5	Instrument d'échange	4	13%
6	Monnaie métallique	6	19%
7	Unité de compte	23	74%
8	Réserve de valeur	23	74%

9	Banque de second rang	17	55%
10	Liquidité	2	6%

11	Marché monétaire	3	10%
12	Banque centrale européenne	0	0%
13	Réserve fédérale des Etats-Unis	14	45%
14	Prêteur en dernier ressort	17	55%
15	Masse monétaire	18	58%
16	Déficit public	4	13%
17	La monétisation de créance	28	90%
18	Inflation	4	13%
19	Taux d'intérêt	1	3%
20	Risque de solvabilité	9	29%

b) Faites des groupes de mots ou expressions, qui, d'après vos connaissances, vont ensemble. Faites au moins deux groupes et mettez entre 2 à 6 mots par groupe. Un même mot peut être utilisé dans plusieurs groupes.

c) Donnez à chacun des groupes que vous avez constitués un titre (ou expliquez en une ligne la raison de votre regroupement).

Pour les questions b et c, le premier constat est le suivant :

Trois questionnaires (2, 5 et 27) nous montrent que trois élèves confondent les formes de monnaie et les instruments de paiement. Par exemple, dans le questionnaire numéro deux, l'élève intitule un groupe de mot : « les différents types de monnaie » et inscrit à l'intérieur « instrument de paiement » au côté de « monnaie scripturale », de « monnaie fiduciaire », et de « monnaie métallique ».

Dans 9 questionnaires (7, 9, 15, 16, 19, 21, 22, 23, 28), les élèves semblent avoir confondu la monnaie métallique avec les pièces et la notion de liquidité avec les billets. En effet, si on regarde le questionnaire 15, l'élève a intitulé son groupe de mot « l'argent de tous les jours » qui est composé des termes suivants : « monnaie métallique », « liquidité » et « masse monétaire ».

Dans le questionnaire numéro 9, l'élève nomme son groupe « monnaie concrète » (certainement au sens de monnaie matérielle) et le compose des termes suivants : « monnaie métallique », « liquidité » et « monnaie scripturale ». Le dernier terme peut être envisagé comme une forme de monnaie écrite, un chèque par exemple.

Dans le questionnaire numéro 19, l'élève distingue la « monnaie irréelle » et la « monnaie réelle » (sous-entendu la monnaie immatérielle et la monnaie matérielle). Dans le groupe de la « monnaie matérielle », il a écrit « monnaie métallique » et « liquidité ».

De plus, comme dans la première question, on retrouve le terme « argent » (questionnaires 15 et 21).

Deuxième constat :

Deux questionnaires (4 et 17) distinguent le domaine privé et le domaine public. Dans le questionnaire numéro quatre, on peut distinguer deux groupes :

Groupe 1	
« Une monnaie donnée à des banques plus proches des ménages et des entreprises »	
Financement monétaire	Taux d'intérêt
Marché monétaire	Liquidité
Banque de second rang	Instrument d'échange

Groupe 2	
« Domaine public de la monnaie »	
Réserve fédérale des Etats-Unis	Déficit public
Banque centrale européenne	Financement monétaire
Inflation	Création monétaire ex nihilo

La composition du groupe 1, nous permet de constater que l'élève fait une distinction entre un secteur public qui aurait pour fonction la création monétaire et un secteur privé dont le lien serait assuré par les banques de second rang qui distribueraient la monnaie et les instruments de paiement aux ménages et aux entreprises.

En effet, certains élèves font un lien entre la création monétaire et la Banque centrale mais ils ne font pas ce lien avec les banques de second rang (questionnaires 7, 13, 25).

Exemple avec le questionnaire 7 :

Groupe 1	
Institutions qui possèdent de la monnaie en réserve	
Réserve de valeur	
Banque centrale européenne	
Réserve fédérale des Etats-Unis	

Exemple avec le questionnaire 13 :

Groupe 1	
Instances en charge de la monnaie	
Banque centrale européenne	
Réserve fédérale des Etats-Unis	

D'autres liens ont été établis par les élèves, par exemple on retrouve un lien entre taux d'intérêt et risque de crédit dans 6 questionnaires (21, 25, 26, 28, 30, 31).

Exemple avec le questionnaire 21 :

Groupe 1 Le prêt d'argent	
Taux d'intérêt	
Risque de solvabilité	
Prêteur en dernier ressort	

Exemple avec le questionnaire 25 :

Groupe 2 Tous les risques ainsi que les conséquences liés à la monnaie	
Taux d'intérêt	
Risque de solvabilité	
Déficit public	

Troisième constat :

Néanmoins pour cette question 6, on peut remarquer qu'un certain nombre de copies parlent des avantages (elle permet le financement de l'activité économique) et des risques de la monnaie. Dans les risques, plusieurs élèves ont cité les termes suivants : inflation, déficit public, risque de solvabilité, prêteur en dernier ressort. Après en avoir discuté avec la classe de première ES concernée, lors des cours qui ont suivi ce questionnaire, beaucoup d'entre eux m'ont répondu qu'avec la crise des subprimes ils avaient lu dans les journaux ou entendu aux informations ces notions. (Questionnaires : 1, 3, 5, 8, 11, 20, 25, 29, 31, 27, 24).

Exemple avec le questionnaire 11 :

Groupe 2 Risques liés à la monnaie	
Liquidité	Risque de solvabilité
Prêteur en dernier ressort	
Déficit public	

Quatrième constat :

Dans le questionnaire 18, l'élève a composé le groupe suivant :

Groupe 1	
Ressources	
Banque centrale européenne	Financement monétaire
Banque de second rang	
Réserve fédérale des Etats-Unis	

Dans le thème 2 du programme de science économique, intitulé : « Comment l'entreprise produit-elle ? », l'enseignant a abordé avec ses élèves une composition simplifiée du bilan. Dans cette intervention, il a expliqué que ce document comptable était construit en partie double, c'est-à-dire qu'à l'actif il y a les emplois et au passif les ressources. Ces dernières permettent de constater dans le cadre d'une entreprise l'ensemble de ses modes de financement. On peut supposer ici que l'élève a fait un parallèle entre cette partie de cours et la création monétaire.

Cinquième constat :

Après réflexion sur la conception du questionnaire, on peut constater qu'il manque des questions permettant de voir si les élèves ont une vision quantitativiste de la monnaie. En effet, un seul élève a fait un lien entre taux d'intérêt et inflation et a appelé son groupe de mot : « variable à prendre en compte dans l'utilisation de la monnaie ».

De plus, il n'est pas écrit dans la question 6, que les élèves n'ont pas le droit d'utiliser des mots qu'ils ont barrés dans la question a. On retrouve ce cas dans les questionnaires 10 et 14.

C Les chapitres du programme de science économique de première concernés

Le premier chapitre concerné s'intitule : « A quoi sert la monnaie ? ». Dans ce chapitre, l'enseignant doit apprendre aux élèves qu'elles sont les fonctions de la monnaie. Il existe deux réponses :

La première réponse est une approche fonctionnaliste : La monnaie se définit par ses fonctions, c'est un outil technique qui permet de palier les problèmes du troc. Elle est à la fois unité de compte, instrument d'échange et réserve de valeur.

La seconde réponse est une approche en termes de rapport social : L'accomplissement de ces fonctions dépend étroitement de la confiance que les agents économiques accordent à une monnaie. Ils ne l'accepteront pas en paiement s'ils n'ont pas confiance dans la possibilité de pouvoir à leur tour échanger cette monnaie contre des biens. De même, utiliser la monnaie comme réserve de valeur suppose que l'on ait confiance dans sa valeur future.

Il semble évident pour les élèves que la monnaie est un moyen technique permettant de faciliter les échanges. La monnaie serait perçue comme davantage dans sa dimension empirique. Pour les élèves la monnaie c'est d'abord l'argent, qui est un terme issu du langage courant. La dimension empirique de la monnaie pourra être renforcée par la présence des mots faisant référence aux formes de la monnaie (billets, pièces). On peut noter que le chèque est assimilé à de la monnaie, alors qu'en réalité il n'est qu'un support. En plus de ces obstacles d'apprentissage, on peut émettre l'hypothèse suivante : en vue des représentations sociales qu'ils ont intégrées, admettront-ils que la monnaie est un moyen d'instituer du social ? On peut se demander aussi, si les élèves ont une vision plutôt nominaliste ou conventionnaliste de la monnaie ?

Dans le deuxième chapitre : « Comment l'activité économique est-elle financée ? », les choix de financement des agents économiques seront présentés de manière élémentaire. L'enseignant montrera que le taux d'intérêt est à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur et qu'il varie en fonction du risque associé au crédit. De plus, après avoir distingué le financement externe indirect et direct, il présentera les grandes catégories de titres émis et échangés (actions, obligations).

Dans le troisième chapitre : « Qui crée la monnaie ? », l'enseignant abordera avec ses élèves la création monétaire. On désigne par l'expression « création monétaire » toute opération qui conduit à augmenter le stock de monnaie en circulation et par « destruction monétaire » l'opération inverse. Ce stock de monnaie en circulation, ou « masse monétaire », est constitué des moyens de paiement détenus par les agents économiques non bancaires et utilisables à court terme pour régler leurs dépenses. Pour beaucoup d'élèves, la banque ne

peut accorder des crédits qu'en fonction des dépôts réalisés par les agents économiques. L'enjeu, pour l'enseignant, est alors d'expliquer à ses élèves que la création monétaire est ex nihilo ? De plus, certaines vidéos ou articles de presse, comme ceux portant sur la loi de 1973, peuvent contribuer à donner des représentations fausses de la création monétaire.

Par ailleurs, certains élèves ont une vision quantitativiste de la monnaie. Depuis longtemps, un lien a été établi entre la quantité de monnaie en circulation et le niveau général des prix. **Jean Bodin**, cherchant à expliquer la hausse des prix qui se manifeste au XVI^e siècle, considère que l'inflation a pour cause principale l'augmentation de la quantité d'or et d'argent en circulation dans le royaume. Cette théorie a été reformulée par les monétaristes, notamment, par **Milton Friedman**, pour qui : « *La cause de l'inflation est toujours et partout la même : un accroissement anormalement rapide de la quantité de monnaie par rapport au volume de production*⁸ ». Ce serait donc le laxisme des autorités monétaires qui constitue la cause permissive de l'inflation. Le professeur devra montrer que les sources d'inflation ne se réduisent pas au phénomène de « planche à billet ».

⁸ Beitone Alain, Buisson-Fenet Emmanuel et Dollo Christine, (2012), *Aide-mémoire, Economie*.

P.II.2. QUELS SONT LES DISPOSITIFS QUI PERMETTENT DE FRANCHIR CES OBSTACLES D'APPRENTISSAGE ?

A Activité de sensibilisation : un moyen de franchir les obstacles d'apprentissages ?

Si on fait l'hypothèse qu'apprendre c'est transformer un système de représentations de connaissances, alors on ne peut pas espérer le faire avec l'accumulation d'un certain nombre de connaissances ponctuelles et a fortiori de faits. Ainsi, comment permettre aux élèves de dépasser les représentations sociales qu'ils ont sur la monnaie ? Pour surmonter les obstacles épistémologiques, il est nécessaire de placer les élèves dans une posture de recherche qui doit les conduire « à se poser des questions précises et à formuler des hypothèses explicatives et à les confronter aux données empiriques⁹ ». Il est important d'organiser « la réflexion des élèves » et « donner du sens aux apprentissages¹⁰ ».

Il est alors possible de concevoir des séances de sensibilisation qui doivent permettre aux élèves de formuler des hypothèses quant à la réponse à la question posée. La formulation de ces hypothèses devra s'appuyer sur leurs systèmes de représentations et l'enseignant devra donc éviter de suggérer des hypothèses ou d'écartier celles qui sembleraient trop éloignées de la réponse scientifique recherchée. Pour ce faire, une séance de sensibilisation pourrait s'inspirer des questionnaires de représentations. Ainsi, l'enseignant poserait aux élèves une question d'évocation spontanée sur le nouveau thème. Il est en effet important, lors de l'introduction de nouveaux concepts notamment, de mettre en évidence un point essentiel de la démarche de l'économiste : les concepts utilisés sont définis en fonction de conventions parfois éloignées du langage courant, et c'est ce qu'il est important de montrer aux élèves dès le début de la classe de Seconde. Il est aussi possible de proposer aux élèves des documents statistiques simples et exempts d'analyses susceptibles d'influencer leurs propos : chiffres bruts, photos... Ainsi, plusieurs activités de sensibilisation seront présentées dans la sous partie qui suit.

⁹ Beitone Alain, Dollo Christine, Hemdane Estelle, Lambert Jean-Renaud, (2013), *Les sciences économiques et sociales - Enseignement et apprentissages*, De Boeck.

¹⁰ Beitone Alain, Dollo Christine, Hemdane Estelle, Lambert Jean-Renaud, (2013), *Les sciences économiques et sociales - Enseignement et apprentissages*, De Boeck.

B Les séquences de cours proposées aux élèves pour palier ses obstacles d'apprentissage.

Chapitre I : A quoi sert la monnaie ?

Indications complémentaires :

Par contraste avec des situations d'échange non monétisé, on mettra en évidence les avantages de la monnaie et les fonctions qu'elle remplit. On évoquera les formes qu'elle revêt et on expliquera (en prenant comme exemple la carte bancaire) comment fonctionnent les systèmes de paiements dématérialisés dans les économies contemporaines.

Problématique : Quels sont les avantages de la monnaie ? Quelles fonctions la monnaie remplit-elle ? Quelles sont les formes de la monnaie ?

Prérequis :

Dans le thème 1, du programme de science économique, intitulé « Les grandes questions que se posent les économistes », les élèves ont pu être initiés à la notion de prix relatif.

Dans le Thème 3 : « La coordination par le marché », ils ont vus les notions suivantes :

- Chapitre 1 : institution, échange marchand, coordination et économie de marché.
- Chapitre 2 : offre, demande, prix.
- Chapitre 3 : bien public.

Puis dans le Thème 3 intitulé « Contrôle social et déviance », du programme de sociologie : lien social et cohésion sociale.

Objectifs de connaissance : Monnaie, fonctions de la monnaie, formes de la monnaie, communauté de paiement, économie de troc, économie monétaire, valeur, double coïncidence des désirs, liquidité, monnaie-marchandise, monnaie métallique, monnaie fiduciaire, monnaie scripturale, monnaie divisionnaire, valeur, valeur faciale, valeur intrinsèque.

Objectifs de compétence : sont inscrits en couleur tout au long du cours.

Plan de la séquence

Introduction

I Les fonctions de la monnaie

A L'approche fonctionnaliste de la monnaie

B L'approche institutionnaliste de la monnaie

II Les formes de la monnaie

Synthèse

Activité de sensibilisation : sur les fonctions et les formes de la monnaie

Après avoir pris connaissance des réponses des élèves au questionnaire (réalisé lors de la séance précédente), l'enseignant posera à l'oral les questions suivantes :

1. A la question : « Qu'est-ce que la monnaie ? » ; 20 élèves sur 31 (soit 65%) ont répondu en première ou seconde réponse : c'est l'argent. Mais qu'est-ce que l'argent pour vous ?
2. 16 d'entre vous ont répondu que la monnaie correspond aux pièces et aux billets. Mais est-ce qu'elle peut être autre chose ?
3. A la question : « A quoi sert la monnaie ? », 19 élèves sur 31 (soit 61%) ont répondu : « à échanger ». Mais qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
4. Toujours pour cette question, l'un d'entre vous a évoqué « Marianne » (qui est un personnage représentant symboliquement l'Etat français). Quel lien faites-vous avec les fonctions de la monnaie ?
5. Un grand nombre d'entre vous ont répondu que la monnaie reposait sur la confiance ? Mais qu'est-ce que la confiance pour vous ? Est-ce que tout le monde est d'accord ? Sinon pourquoi ?

Introduction

Objectifs : Les élèves devront être capables :

- d'expliquer que la monnaie n'est pas un simple objet marchand mais un rapport social qui repose sur la confiance.
- de distinguer une économie monétaire et une économie de troc.
- d'expliquer que la monnaie permet de coordonner les décisions individuelles des agents économiques.

Document 1 : La nature de la monnaie

D'une manière intuitive, la théorie de la monnaie comme marchandise particulière heurte l'expérience vécue. En effet, notre expérience nous enseigne que l'utilité de la monnaie pour chacun d'entre nous est notre confiance commune qu'elle sera acceptée par les autres. Bien loin d'être un objet marchand, la monnaie est un lien social de confiance (...).

Source : Aglietta Michel, (2002), *Le renouveau de la monnaie*. In « L'économie mondiale 2003 » CEPII ; coll. Repères N°348, éd. La Découverte.

Question :

- 1) Rappelez ce qu'est le lien social ? La cohésion sociale ?

Le lien social désigne à la fois « le désir de vivre ensemble et la volonté de relier des individus dispersés et l'ambition d'une cohésion sociale plus profonde. » (Serge Paugam).

La cohésion sociale est une situation caractérisée par la force et la stabilité des liens sociaux.

- 2) Pourquoi la monnaie n'est pas un objet marchand ?

En effet, la monnaie n'est pas une simple marchandise mais un « lien social de confiance ». Elle va permettre de relier les individus dispersés et de renforcer la cohésion sociale. Cela est permis grâce à la confiance commune accordée à la monnaie : chacun d'entre nous sait que la monnaie sera acceptée par tous.

Document 2 : Economie monétaire et économie de troc

Une économie marchande est une économie dans laquelle la production est laissée aux mains d'une multitude de producteurs-échangistes autonomes prenant leurs décisions de manière parfaitement souveraine.

Dès lors, chaque producteur-échangiste dépend d'un très grand nombre d'autres producteurs-échangistes, du côté de la production, pour l'obtention de tous les inputs qui lui sont nécessaires, mais également du côté de la vente de ses produits parce qu'elle met en jeu une multitude de consommateurs finaux. Qui plus est, l'identité de ce très grand nombre d'individus varie fréquemment en fonction de l'évolution des techniques comme de celle des préférences des consommateurs. Autrement dit, chacun dépend potentiellement de tous.

Comment organiser une telle « interdépendance fluctuante » ? A l'évidence, le troc n'est pas une solution plausible. On ne voit pas un producteur de voitures entrer dans une série quasi infinie de trocs bilatéraux avec tous ses clients pour écouler sa production. En échange de quoi d'ailleurs ? Cela n'a tout simplement aucun sens. Qu'une théorie puisse considérer le troc comme un mode d'organisation vraisemblable des rapports marchands est en soi le signe d'une incompréhension de ce qu'est réellement une économie marchande. Ce qui ne veut pas dire que le troc n'existe jamais. Cela peut arriver mais uniquement sur une base locale, dans des situations de crise, et non pas en tant que principe structurant.

Quel est donc ce principe structurant ? La monnaie, puisqu'elle est l'expression monétaire des prix qui véhiculent l'information nécessaire à la centralisation des décisions individuelles des agents économiques.

Source : Orléan André, (version du 3 avril 2007), *L'approche institutionnaliste de la monnaie : une introduction*. PSE (Paris School of Economics / Paris-Jourdan Sciences Economiques).

En ligne sur :

<http://www.parisschoolofeconomics.com/orleanandre/depot/publi/Sudbury0704.pdf>

Questions :

1. Qu'est-ce qu'est une économie de marché ?

Economie de marché : il désigne un modèle où la régulation s'opère par la confrontation de l'offre et de la demande sur un marché ou un ensemble de marchés. Dans une économie de marché, les prix sont un véhicule d'information, leur flexibilité joue un rôle dont l'importance est variable selon le type de marché.

Apport de l'enseignant :

Une économie monétaire est un système économique au sein duquel les échanges sont réglés en monnaie.

Ainsi une économie monétaire est forcément une économie de marché et inversement.

2. Avec l'état de vos connaissances, distinguez une économie monétaire d'une économie de troc.

La différence est que dans une économie monétaire les échanges sont réglés en monnaie. Ce n'est pas le cas dans une économie de troc.

Une économie de troc est une économie où les échanges se réalisent sans recours à la monnaie.

3. Après avoir rappelé ce qu'est le concept de coordination, expliquez pourquoi le troc n'est pas une solution plausible pour coordonner les décisions individuelles des agents économiques ?

Le principe de coordination par le marché sera rappelé à l'oral : Nos économies correspondent à des économies de marché, c'est-à-dire à des économies dans lesquelles les décisions de production et de consommation sont prises par des producteurs et des consommateurs sans se concerter, en vue d'une transaction sur un marché. Les agents économiques sont rationnels et mettent en œuvre des moyens adaptés aux buts poursuivis. Les consommateurs cherchent à maximiser leur utilité et les producteurs cherchent à maximiser leur profit. C'est par le prix que les décisions individuelles des agents économiques vont être coordonnées. Les prix influent sur les choix des producteurs qui cherchent à maximiser leur profit. Si le prix du bien X augmente par rapport au prix du bien Y, alors les producteurs

seront incités à réduire leur production de bien Y et à produire le bien X, car la vente de ce bien leur permettra de réaliser plus de profit. Les prix influent sur les choix des consommateurs qui cherchent à maximiser leur utilité. Si le prix d'un bien augmente, alors les consommateurs seront moins incités à consommer ce bien. Par exemple, si le prix du café augmente, alors les consommateurs seront incités à se reporter sur la consommation de thé.

Réponse à la question : Le troc apparaît comme un mode d'organisation des rapports marchands inconcevable, puisque chaque producteur ou consommateur ne peut pas s'engager dans une série quasi infinie de trocs bilatéraux. Dans un système de troc, il n'y a pas de prix permettant de véhiculer l'information nécessaire permettant la coordination des décisions individuelles des agents économiques.

4. Qu'est ce qui permet alors de coordonner les décisions individuelles des agents économiques ?

La monnaie puisqu'elle permet l'expression monétaire des prix. Ces derniers véhiculent des informations nécessaires au fonctionnement des mécanismes de marché assurant la coordination des décisions décentralisées.

I Les fonctions de la monnaie

A dicter aux élèves en guise de préambule :

Certains économistes considèrent que les discussions sur la nature de la monnaie sont inutiles. La raison d'être de la monnaie est à rechercher uniquement dans ses fonctions instrumentales (unité de compte, moyen d'échange, réserve de valeur). Certains économistes pensent que « la monnaie est ce que la monnaie fait » et se limitent donc à une approche dite « instrumentaliste » ou « fonctionnaliste ».

Cependant, l'approche fonctionnaliste fait l'objet de nombreux débats. Pour d'autres économistes, sociologues, anthropologues et historiens ; il est important de s'interroger sur les fonctions de la monnaie mais également sur sa nature. En effet, l'accomplissement des fonctions de la monnaie dépend étroitement de la confiance que les agents économiques lui accordent. Il s'agit de l'approche institutionnaliste de la monnaie.

A L'approche fonctionnaliste de la monnaie

Objectifs : Distinguez les trois fonctions de la monnaie : unité de compte, intermédiaire des échanges et réserve de valeur.

Transition : Une monnaie qui fait l'objet d'une confiance sans faille de la part des acteurs économiques se définit comme un instrument des échanges ayant trois fonctions essentielles : unité de compte, intermédiaire des échanges et réserve de valeur.

1- Fonction d'unité de compte

Questions :

1. Supposons que l'économie se réduise à quatre biens échangeables : des pommes, des poires, des bananes et du raisin. Un agent produisant des pommes souhaite obtenir des poires, des bananes et du raisin. Sans unité de compte permettant d'exprimer la valeur de ces biens en un seul bien, que devra-t-il connaître pour déterminer la valeur de ses pommes ?

Il devra connaître la valeur de ses pommes en termes de poires, de bananes et de raisin c'est-à-dire connaître le prix relatif des pommes en poires, en bananes et en raisin.

La valeur d'un bien économique est ce qui détermine le rapport d'échange de ce bien avec un autre bien.

2. Dans ce système, combien de prix relatifs seront-ils nécessaires pour permettre l'échange de ces 4 biens ?

Chacun des biens aura un prix relatif en termes des 3 autres biens. En ne comptant pas deux fois le prix relatif de deux biens exprimés l'un par rapport à l'autre (prix des pommes en termes de poires et prix des poires en termes de pommes), on aura en tout 6 prix relatifs dans un système à 4 biens. Dans une économie de troc à n bien, il faut établir $n(n-1) / 2$ prix relatifs (rapport d'échange).

3. Calculez le nombre de prix relatifs dans une économie à 1000 biens.

$$N = 1000 \times (999) / 2 = 499500$$

Dans une économie de troc à 1000 biens, il y aurait donc 499 500 prix relatifs.

4. Si dans cette économie à 1000 biens, on adopte un bien comme unité de compte, combien y aurait-il de prix ? Que constatez-vous en comparant cette économie monétaire à l'économie de troc ?

Si un bien sert d'unité de compte dans cette économie, il y aura 999 prix exprimés en unité de compte. L'adoption d'une unité de compte permet d'évaluer la valeur des biens et services en un seul bien. Alors que sans unité de compte, en économie de troc, chaque bien doit être exprimé en unité de tous les autres biens. On passe donc de 499 500 prix relatifs à 999 prix monétaires.

Apport de l'enseignant :

La monnaie sert à exprimer **la valeur** de tous les autres biens. L'existence d'une unité de compte permet ainsi à tous les agents d'avoir la même référence de mesure. Le troc bilatéral ne peut donc être considéré comme un mode d'organisation vraisemblable des échanges marchands. En effet, il n'est pas vraisemblable qu'un producteur de voiture entre dans une série de trocs bilatéraux avec tous ses clients pour écouler sa marchandise. Par ailleurs, comment savoir si un producteur fait des pertes ou des gains s'il n'y a pas de référence à une unité de valeur.

Rappel : Un échange marchand est un échange qui se réalise sur un marché et qui donne lieu au paiement d'un prix. L'échange marchand permet la coordination des décisions des agents individuels.

2- Fonction d'intermédiaire des échanges

Questions :

1. Dans notre économie à 4 biens échangeables, si le producteur de pommes souhaite échanger des pommes contre des poires, quelles sont les difficultés qu'il rencontre ?

Il doit tout d'abord avoir des pommes disponibles. Ensuite, il doit rencontrer un agent ayant des poires disponibles et souhaitant les échanger au même moment que notre producteur

contre des pommes.

Apport de l'enseignant :

Cette fonction permet de résoudre le problème de « la double coïncidence des désirs ». En effet, dans une économie de troc, l'individu possédant des pommes et qui souhaite les échanger contre des poires doit trouver l'individu qui possède des poires et qui souhaite les échanger contre des pommes. Se pose enfin le problème de la valeur que chacun des agents attribue aux deux biens.

2. Expliquez pourquoi l'existence d'une monnaie permet de résoudre ces difficultés ?

Si un bien est utilisé comme monnaie alors il pourra s'échanger en contrepartie des autres biens. Il ne sera plus nécessaire que le producteur de pommes ait des pommes disponibles qu'il souhaite échanger contre des poires et qu'il rencontre un possesseur de poires qui souhaite échanger ses poires contre des pommes.

Apport de l'enseignant :

La monnaie est un intermédiaire général des échanges qui permet d'acheter n'importe quel bien et service. Elle est cédée en contrepartie des biens et services dans les échanges monétaires et permet ainsi de résoudre le problème de la « double coïncidence des désirs ».

3- Fonction de réserve de valeur.

Questions :

1. Dans une économie de troc est-il possible d'offrir un bien et de faire une demande d'un autre bien plus tard ?

Dans une économie de troc, lorsqu'on offre un bien, on en demande toujours un autre au même moment. Il n'est pas possible de séparer l'acte de vente de l'acte d'achat.

Apport de l'enseignant :

La monnaie permet de reporter dans le temps du pouvoir d'achat et donc de séparer l'acte de vente de l'acte d'achat. Dans une économie monétaire, il est possible d'offrir un bien contre de la monnaie et de mettre en réserve le pouvoir d'achat ainsi obtenu pour formuler une

demande de bien plus tard. La monnaie est « un pont entre le présent et l'avenir » (JM Keynes)

Pouvoir d'achat : le pouvoir d'achat de la monnaie est la quantité de biens et services qu'une unité monétaire permet d'acquérir.

2. D'autres actifs peuvent-ils remplir cette fonction de réserve de valeur ? Proposez des exemples.

Tout autre actif pouvant être stocké et cédé peut remplir cette fonction de réserve de valeur. Ainsi une œuvre d'art, un bien immobilier ou bien encore une voiture de collection, peuvent remplir cette fonction de réserve de valeur.

3. Quel est l'avantage de la monnaie sur ces autres actifs ?

La monnaie est utilisable immédiatement comme moyen de paiement dans toute transaction.

On dit que la monnaie est un actif parfaitement liquide car elle a la propriété d'être transformée immédiatement en tout autre actif sans coût de transaction, ce qui n'est pas le cas, par exemple, d'un bien immobilier (frais de notaire, diagnostics...).

Synthèse :

Problème posé dans une économie de troc	Fonction de la monnaie	Solutions techniques
Double coïncidence des désirs	Intermédiaire généralisé des échanges	La monnaie est cédée en contrepartie des produits dans les échanges monétaires
Impossibilité de différer l'acte de vente de l'acte d'achat.	Réserve de valeur	La monnaie permet de reporter dans le temps du pouvoir d'achat
Nombre de prix relatifs	Unité de compte	La monnaie est une unité de mesure commune

L'approche fonctionnaliste définit la monnaie par ses fonctions (« la monnaie est ce que la monnaie fait ») :

- Elle permet de mesurer les valeurs. C'est une unité de compte ;
- Elle est intermédiaire des échanges ;
- Elle est réserve de valeur.

Dans cette perspective, la monnaie est d'abord conçue comme un simple outil, un instrument technique permettant de simplifier les échanges en répondant aux problèmes posés par une économie de troc.

B L'approche institutionnaliste

Objectifs : Expliquer que la monnaie n'a pas qu'une fonction instrumentale. Elle constitue un rapport social qui repose sur la confiance. Elle est également une institution.

Document 3 : Monnaie et confiance

Quelle est donc la source de l'acceptation générale de la monnaie ? Rien d'autre que la confiance. Et comme nous l'indique Simmel¹ : « La confiance est, en dernier ressort, improuvable. C'est un mélange de connaissance et de croyance ». (...) Ainsi toute monnaie est-elle, en dernière instance, fiduciaire². La confiance est un processus (...) qui n'établit aucun lien contractuel entre des sujets privés. (...) La confiance est une relation entre n'importe quel sujet privé et la communauté de paiements dans son ensemble.

La confiance signifie que chacun accepte la monnaie parce qu'il s'attend à ce que n'importe quel autre l'accepte et l'acceptera dans un futur indéterminé.

La confiance est donc la disposition d'esprit individuelle qui appréhende la communauté de paiements comme une réalité qui dépasse l'horizon économique de chaque individu. Bien que la monnaie puisse être refusée, cet événement catastrophique est considéré comme extrêmement improbable. Il ne fait pas partie des états du monde pris en compte dans les calculs individuels. Il ne fait pas partie des événements contre lesquels il existe des procédures privées d'assurance.

Source : A Michel, (1988), *L'ambivalence de la monnaie*, Revue française, Volume 3 N°3, 1988, pp 99 – 100

1 G Simmel, Philosophie de l'argent, PUF, publié en Allemagne en 1900 et traduit en français en 1987. C'est un sociologue allemand du XXe siècle.
2 fiduciaires : terme issu du latin *fides*, confiance.

En temps normal, la monnaie officielle d'un pays donné – le dollar aux États-Unis, le peso au Mexique, etc. - est également le moyen d'échange pour réaliser (...) toutes les transactions dans ce pays. Mais dans les périodes de troubles économiques, d'autres biens ou actifs jouent souvent un rôle à la place de la monnaie officielle. Par exemple, dans les périodes de ce genre, les agents se tournent souvent vers des monnaies d'autres pays comme intermédiaire des échanges : le dollar américain a joué ce rôle dans les pays d'Amérique Latine en difficulté (...).

Source : Krugman P., Wells R., (2009), *Macroéconomie*, De Boeck.

Questions :

1. En l'état actuel de vos connaissances, expliquez l'expression « communauté de paiement ».
Donnez des exemples de communautés de paiement.

Une communauté de paiement est un groupe d'individus sur un territoire donné utilisant la même monnaie. Par exemple, les habitants des pays de la zone euro ou bien encore les individus des différents états des États-Unis ainsi que ceux du Panama (pays ayant choisi le dollar depuis son indépendance en 1904) et de l'Équateur (pays ayant choisi le dollar comme monnaie nationale en 2000), entre autres, sont des communautés de paiements.

2. Expliquez la phrase soulignée.

Les individus d'une communauté de paiement acceptent une monnaie si elle assure à chaque individu de pouvoir réaliser ses transactions et donc si elle garantit la certitude qu'elle sera acceptée dans le futur par tous les autres individus.

L'enseignant rajoutera : La monnaie est une composante du lien social qui repose sur la confiance, sans laquelle aucune communauté de paiement ne peut fonctionner.

L'enseignant pourra demander à ses élèves de rappeler les définitions suivantes :

Le lien social est au sens large ce qui permet aux hommes de vivre ensemble et constitue le fondement de la cohésion sociale.

Cohésion sociale : la nature et l'intensité des relations sociales dans une société donnée.

3. Que se passe-t-il lorsqu'il y a défiance vis-à-vis de la monnaie ?

Lorsqu'il y a défiance vis-à-vis de la monnaie, celle-ci peut être refusée. Les agents préfèrent alors se débarrasser de cette monnaie et l'échanger contre une autre monnaie (ex. dollar) ou un actif plus sûr, qui leur inspire plus de confiance.

Une marchandise a le statut de monnaie si elle inspire confiance, aux individus d'une communauté de paiement et est donc étant acceptée par tous, pour toutes les transactions et sans restriction de durée.

Document 4 : La dimension sociale de la monnaie

En tant que bien collectif et institution sociale, la monnaie renvoie à l'organisation politique de la société. L'histoire montre en effet que la monnaie entretient des relations étroites avec les formes successives prises par le pouvoir politique. Le pouvoir de « battre la monnaie »¹ est ainsi passé successivement des mains de l'aristocratie féodale à celle des monarques avant d'être exercé par la bourgeoisie et l'État républicain. Pendant longtemps, la frappe des monnaies a procuré des ressources aux souverains.

Et ce qui est le plus important, la monnaie a été utilisée par le pouvoir politique comme instrument d'intégration². L'histoire de France montre que notre pays a été politiquement unifié et s'est constitué en un véritable espace économique au moment où ont existé une monnaie et un système de paiement uniques sur l'ensemble du territoire. Car la monnaie renforce le développement pacifique des échanges et elle constitue un élément de référence commun pour la communauté qui l'utilise. L'euro apporte une illustration de ce que la monnaie est une institution économique et sociale.

Source : Plihon Dominique, (2006) *La monnaie et ses mécanismes*, Coll. Repères, Ed. La Découverte.

¹ c'est-à-dire de fabriquer des pièces de monnaie.

² Ici le terme intégration doit être compris de la manière suivante : La monnaie est la même pour tous les individus d'une même société et d'un même État. Elle unit les individus car elle renforce la conscience d'appartenir à une même communauté.

Questions :

1. Pourquoi les pouvoirs politiques font-ils marquer leur emblème ou leur portrait sur les pièces de monnaie ?

En marquant leur emblème ou leur portrait, les pouvoirs politiques font de la monnaie le symbole de leur puissance et donne un gage de la valeur de la monnaie.

2. Quel est le rôle de la monnaie présenté dans ce document ? Vous vous appuyerez sur les phrases soulignées pour répondre à cette question.

Selon cette approche, la monnaie est une institution qui a un rôle politique et social. Elle est une ressource politique et symbolique (frappe de la monnaie) permettant à l'État d'affirmer sa souveraineté.

La souveraineté est le pouvoir suprême, qui n'est soumis à aucun autre et qui est indivisible. La souveraineté est l'attribut distinctif de l'Etat.

Elle est un lien institutionnalisé qui unit les agents économiques en leur offrant une définition légitime de la valeur (élément de référence commun).

La monnaie est la même pour tous les individus d'une même société et d'un même État. Elle unit les individus car elle renforce la conscience d'appartenir à une même communauté. Elle est le symbole de cette communauté.

3. Expliquez comment l'euro apporte une illustration de cette approche.

L'euro a été créé pour des raisons économiques mais également pour développer un sentiment commun d'appartenance à l'Europe. Son adoption permet de développer un sentiment commun d'appartenance à l'Europe (qui participe à la création d'une identité européenne) et de créer une communauté d'intérêt. Elle est également une ressource qui permet aux institutions européenne d'affirmer leur pouvoir.

Apport de l'enseignant :

Plus largement, la construction européenne a permis le maintien de la paix sur son territoire et ainsi atteindre l'objectif premier de la construction européenne. La monnaie, en développant ce sentiment commun d'appartenance, a participé à ce maintien de la paix. (L'Union Européenne a reçu le prix Nobel de la Paix en 2012 pour avoir fait avancer la paix, la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe).

De plus, chaque pays continue de marquer son empreinte nationale sur les pièces en euros. Elles ont ainsi une face commune et une face nationale. Cela révèle une dimension symbolique importante de préservation de leur souveraineté tout en affirmant l'existence d'une souveraineté européenne.

Remarque : Dominique Plihon montre que la monnaie a précédé l'intégration politique dans l'histoire de France. La comparaison avec l'euro signifie donc que la monnaie unique peut (ou doit) être un instrument de l'intégration politique.

II Les formes de la monnaie

Objectifs : Les élèves devront être capables de :

- définir les notions suivantes : monnaie marchandise, monnaie métallique, monnaie divisionnaire, monnaie fiduciaire et monnaie scripturale ;
- distinguer monnaie fiduciaire et monnaie scripturale ;
- distinguer monnaie métallique et monnaie divisionnaire ;
- distinguer la monnaie scripturale de ses supports ;
- distinguer valeur facial et valeur intrinsèque.

Document 5 : Les différentes formes de la monnaie

Les monnaies marchandises (non métalliques). La monnaie a pris des formes extrêmement diverses pour permettre les échanges. Les premières formes de monnaies, repérées dès le début de la période néolithique coïncident avec le développement d'une économie de production (élevage, agriculture). Il s'agit de monnaies-marchandises, qui offrent la meilleure illustration de la diversité des formes qu'a pu prendre la monnaie. Fourrures, dents d'animaux, bétail, céréales, fèves de cacao, amande, sel, tabac, poissons séchés (...) sont autant d'exemples de biens ayant, dans l'histoire ancienne des échanges, servi à évaluer le prix des biens (unité de compte), ou à régler les échanges (intermédiaire des échanges), ou les deux à la fois. La plupart de ces monnaies marchandises avaient une valeur intrinsèque importante : un bœuf, un sac de blé, une fourrure avaient un « coût de production » élevé et donc en soi une valeur significative. (...) Les monnaies-marchandises encombrantes, coûteuses à produire, ou trop facilement périssables, n'ont guère traversé le temps. (...)

[Néanmoins, on observe que pendant la Seconde Guerre mondiale, les cigarettes sont redevenues une monnaie marchandise. De même pendant la crise des subprimes, certains agents économiques accordaient davantage leur confiance à l'or.]

Les monnaies métalliques. Les métaux précieux, inaltérables, facilement transportables et fusibles présentent les caractéristiques d'un « bon » intermédiaire des échanges, tout au moins à partir du moment où ils sont fondus en pièces. (...).

De nos jours, la monnaie comprend la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale :

La monnaie fiduciaire est constituée de pièces et de billets. L'introduction des billets marque une étape majeure dans le processus de dématérialisation de la monnaie. On passe alors en effet à une monnaie de papier dont la valeur faciale est complètement dissociée de sa valeur intrinsèque (quasi nulle). A l'origine, l'utilisation du billet de banque reposait tout entière sur la confiance de son porteur dans la capacité de l'émetteur à préserver la valeur de la contrepartie en métal et à le rembourser en métal à tout moment. L'utilisation des pièces reposait aussi sur la confiance dans la quantité de métal incorporée dans la pièce. Dans les deux cas, c'est la confiance (...) et non plus une valeur intrinsèque, qui fonde la valeur de ces formes monétaires, d'où le nom de « monnaie fiduciaire¹ » pour désigner les pièces et les billets. (...)

La monnaie scripturale. La monnaie « scripturale » est celle qui aujourd'hui prédomine très largement dans les économies bancarisées (dotées d'un système bancaire développé).

[Néanmoins, l'évolution de la monnaie n'est pas linéaire. En effet, la monnaie scripturale existe depuis la plus haute antiquité. On a retrouvé une comptabilité gravée sur des tablettes d'argile en Mésopotamie. Par ailleurs, au Moyen-âge les banquiers utilisaient les pièces d'or et d'argent et la monnaie scripturale (qui s'est donc diffusée avant les billets de banque).]

Comme son nom l'indique, la monnaie scripturale est une écriture ou une inscription au crédit d'un compte à vue (immédiatement disponible) sur les livres (ou plutôt un fichier informatique) des banques émettrices. (...) Sa part dans l'encours des moyens de paiement n'a cessé de s'accroître depuis les années 1960 pour représenter depuis le début des années 2000 environ 85% de l'encours des moyens de paiement dans la zone euro, plus de 90% dans un pays comme la France.

Source : Coupey-Soubeyran J., (2010), *Monnaie, banques, finance*, PUF, pp. 123-133.

¹ fiduciaire : terme issu du latin *fides*, confiance.

Questions :

1. A l'aide du texte et de l'état de vos connaissances, définissez les termes suivants : monnaie marchandise, monnaie métallique, monnaie fiduciaire et monnaie scripturale.

Monnaie marchandise : désigne une marchandise qui remplit les principales fonctions de la monnaie (ex. coquillage, sel, paquet de cigarette). La plupart de ces marchandises sont peu divisibles et plus ou moins durables. C'est pourquoi, les métaux précieux, qui possèdent ces caractéristiques à un plus haut degré, se sont imposés comme monnaie. Attention, il ne faut pas confondre la monnaie marchandise et le troc.

Monnaie métallique : désigne une monnaie qui se présente sous forme de pièces ou de lingots de métal précieux (or, argent, cuivre, bronze). Il ne faut pas confondre la monnaie métallique, qui possède une valeur intrinsèque liée au métal qui la constitue, avec la monnaie divisionnaire.

Monnaie fiduciaire : Elle est constituée par les billets émis par la banque centrale et les pièces de monnaie.

Monnaie scripturale : Elle correspond à la somme des soldes créditeurs des agents non bancaires (ménages et entreprises) sur les comptes courants ouverts auprès des institutions financières. Dans les économies contemporaines, on utilise deux formes de monnaie : la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale.

2. Quelle est la différence entre les pièces de monnaie moderne et les pièces de monnaie métallique ?

Les pièces de monnaie modernes ne sont pas appelées **monnaie métallique** car elles ne sont pas fabriquées en métaux précieux. Elles n'ont qu'une faible valeur intrinsèque inférieure à leur valeur faciale (la valeur de la monnaie métallique est sa valeur intrinsèque). Il s'agit de la **monnaie divisionnaire**.

La monnaie divisionnaire est constituée essentiellement des pièces de monnaie dont la valeur faciale est indépendante du contenu du métal. En France, elles sont produites par le Trésor Public.

L'enseignant rajoutera : Que l'on distingue :

La valeur faciale est la valeur inscrite sur la monnaie. Par exemple, un billet de 10 euros a pour valeur faciale 10 euros ;

La valeur intrinsèque est la valeur du support de la monnaie. Par exemple, un billet de 10 euros a une valeur intrinsèque très faible.

Document 6 : Part de la monnaie fiduciaire et scripturale en France (%)

Formes de monnaie	1960	2010
Monnaie fiduciaire	42.2	14
Monnaie scripturale	57.8	86

Source : Manuel Magnard, Paris 2011. Document 6 : Vers la dématérialisation des moyens de paiement ; P 117.

Questions :

1. Quelle est l'évolution de la monnaie scripturale entre 1960 et 2010 ?

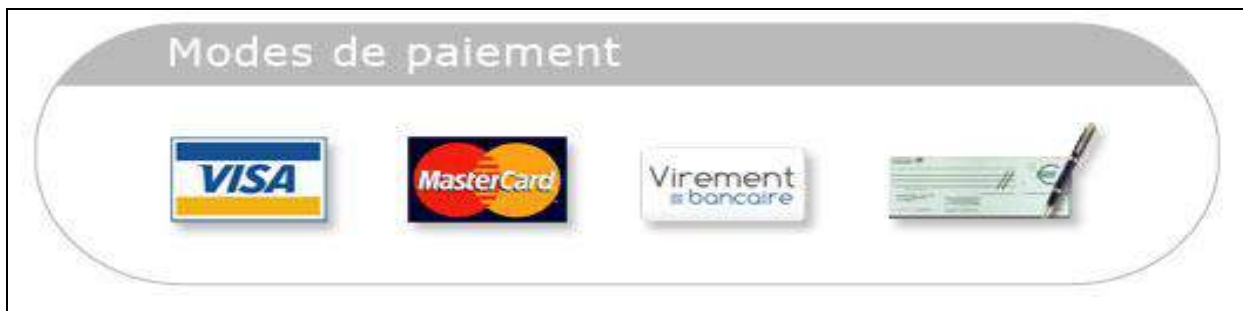
On constate que la monnaie scripturale s'est beaucoup développée : sa part dans le total de la monnaie fiduciaire + la monnaie scripturale est passée de 57.8% en 1960 à 86% en 2010.

Apport de l'enseignant : aujourd'hui nous sommes autour de 90 % pour le total de la monnaie scripturale.

2. A l'aide des documents 5 et 6, expliquez ce qu'est la dématérialisation de la monnaie ?

La monnaie a de moins en moins une forme matérielle. Néanmoins, il ne faut pas penser que l'évolution de la monnaie est linéaire. En effet, la monnaie scripturale existe depuis la plus haute Antiquité. On a retrouvé une comptabilité gravée sur des tablettes d'argile en Mésopotamie. Par ailleurs, au Moyen-âge les banquiers utilisaient les pièces d'or et d'argent et la monnaie scripturale (qui s'est donc diffusée avant les billets de banque).

Document 7 : Les moyens de paiement



Questions :

1. Les cartes de crédit, les chèques, les prélèvements bancaires, le porte-monnaie électronique sont-ils de la monnaie ?

Ce sont des instruments permettant de faire circuler de la monnaie scripturale de compte à compte et de banque à banque. Ils sont sans valeur intrinsèque. Si l'on possède une carte de paiement mais que le compte est à découvert on ne peut pas effectuer de paiement (sauf utilisation de découvert de la banque). Ce sont des moyens de paiement, ils servent à faire circuler la monnaie.

2. Pourquoi la monnaie scripturale a-t-elle besoin d'instruments pour circuler d'un agent à une autre ?

La monnaie scripturale a besoin d'instruments pour circuler entre les agents car elle n'est pas

matérielle. Au contraire, la monnaie fiduciaire circule de la main à la main (monnaie manuelle).

Synthèse :

Il sera demandé aux élèves de faire une synthèse sur les formes de la monnaie (entre 10 et 15 lignes). L'enseignant demandera à 3 ou 4 élèves de lire leur synthèse en classe et pourra en relever d'autre. Puis une correction sera donnée.

Proposition de correction : Les formes de la monnaie regroupent les différents aspects qu'ont pris et que prennent actuellement les moyens de paiement. Dans les économies contemporaines, on utilise deux formes de monnaie : la monnaie fiduciaire (en y incluant la monnaie divisionnaire) et la monnaie scripturale.

Dans l'histoire, on est progressivement passé de la monnaie marchandise à la monnaie scripturale. Pour qualifier cette évolution, les économistes parlent de processus de « dématérialisation de la monnaie ». Ce processus est une réponse à la nécessité croissante de monnaie pour faire face au développement des échanges marchands. Cependant, cela ne doit pas conduire à une vision linéaire de l'histoire de la monnaie dans laquelle la monnaie aurait d'abord été successivement monnaie-marchandise, monnaie métallique, monnaie fiduciaire et enfin monnaie scripturale.

La suite de la synthèse ne peut pas être produite par les élèves, c'est un apport du professeur :

En effet, des exemples viennent contredire cette thèse :

- les différentes formes de monnaie continuent le plus souvent à coexister : la monnaie scripturale n'a pas fait disparaître la monnaie fiduciaire ;
- après la Seconde Guerre mondiale (1945 à 1948), la monnaie allemande ne fut plus utilisée. La cigarette et d'autres biens de consommation furent utilisés comme monnaie (marchandise) ;
- on a retrouvé des tablettes d'argile de comptabilité en Mésopotamie datant de 3000 av. JC (monnaie scripturale)

Chapitre deux : Comment l'activité économique est-elle financée ?

Indications complémentaires : Les choix de financement des agents économiques seront présentés de manière élémentaire. On montrera que le taux d'intérêt est à la fois la rémunération du prêteur et le coût du crédit pour l'emprunteur et qu'il varie en fonction du risque associé au crédit. On pourra illustrer ce mécanisme à partir de l'exemple des crises des dettes publiques. On distinguera le financement intermédié et le financement direct. Dans la procédure de financement par appel au marché, on présentera les grandes catégories de titres émis et échangés (actions, obligations) ainsi que leur mode de rémunération (dividende, intérêt).

Problématiques :

- Quels sont les choix de financement des agents économiques ?
- Quelles sont les caractéristiques des différents modes de financement des agents économiques ?
- Qu'est-ce qu'un taux d'intérêt ? Que rémunère-t-il ?
- Quel risque prend le prêteur ?

Prérequis : RDB, EB, investissement, EBE, profit, action, asymétrie d'information.

Objectifs de connaissance : capacité de financement, besoin de financement, secteur institutionnel, unité institutionnelle, autofinancement ou financement interne, financement externe, un taux d'intérêt, un intérêt, la liquidité, risque de crédit, prime de risque.

Objectifs de compétence : (Ils sont inscrits tout au long du cours).

Plan de la séquence :

I Besoin et capacité de financement

II Les différentes formes de financement

- a) Le financement interne
- b) Le financement externe

III Taux d'intérêt et risque de crédit

- a) Le taux d'intérêt
- b) Le risque de crédit

IV La transformation des structures financières en France (TD)

Introduction

Activité 1 (de sensibilisation) :

Objectifs : L'enseignant souhaite faire émerger certaines notions chez ses élèves que nous définirons plus tard dans le cours :

- Financement interne et financement externe ;
- Besoin de financement et capacité de financement ;
- Risque de crédit.

Alexandre et Suzanne sont deux jeunes conducteurs qui souhaitent acheter leur première voiture. Suzanne a opté pour une voiture d'occasion à 5000 euros. Possédant les fonds nécessaires, elle va financer seule son achat.

A l'inverse, Alexandre ne dispose pas de la somme totale et va devoir recourir à un financement externe.

Il pourra s'adresser à sa banque pour obtenir un prêt. Cette dernière lui accordera, à condition qu'Alexandre lui fournisse des garanties prouvant qu'il est en mesure de le rembourser.

Questions :

1) Comment Alexandre et Suzanne vont-ils financer leurs achats ?

Suzanne va financer elle-même son achat.

Alexandre va avoir recours à un financement externe.

2) Comment ont-ils fait leur choix de financement ?

Au préalable, ils regardent s'ils ont les fonds nécessaires pour effectuer seuls le financement de leur achat. Pour Alexandre ce n'est pas le cas, il a donc recours à un financement externe pour l'achat de sa voiture.

3) Tous les consommateurs peuvent-ils avoir recours au financement externe ?

Non, tous les consommateurs ne peuvent avoir recours au financement externe. Dans notre exemple, Alexandre doit fournir des garanties prouvant qu'il sera en mesure de rembourser son prêt. Puisque, en effet, un prêt fait courir un risque à celui qui l'octroie : le risque de ne pas être remboursé.

I Besoin et capacité de financement ?

Objectifs : Les élèves devront être capables :

- de définir ce qu'est une capacité de financement et un besoin de financement ;
- d'identifier quels sont les acteurs à capacité de financement ou à besoin de financement ;
- de définir un secteur institutionnel et une unité institutionnelle.

Document 1 : Qu'est- ce qu'une capacité de financement ?

Les ménages, les administrations publiques (APU) puisent dans le Revenu Disponible Brut (RDB) pour effectuer leurs dépenses de consommation. Ce qui reste constitue une épargne brute (EB) disponible pour leurs dépenses d'investissement (essentiellement en logement pour les ménages, en investissement productif pour les APU). Les entreprises (sociétés non financières, sociétés financières¹), quant à elles, n'ont pas de consommation finale ; leur EB équivaut à leur RDB et constitue la ressource à partir de laquelle elles financent leurs dépenses d'investissement. Ce financement de l'investissement par l'EB correspond à ce que l'on appelle « l'autofinancement ».

Source : Couppey-Soubeyran J., (2010), *Monnaie, banques, finance*, PUF, p. 204.

¹ Exemples : banque, assurance, agent d'assurance...

Md€	Epargne brute	FBCF	Solde
Administrations publiques (APU)	-32.4	71.2	-103.6
Sociétés non-financières	136.0	201.2	-65.2
Sociétés financières	42.6	13.9	28.7
Ménages	214.6	125.5	89.1
Economie nationale	360.8	411.8	-51.0

Source : INSEE – comptes nationaux. Rapport de la cour des comptes sur le financement de l'économie (juillet 2012), pp. 18-19.

Questions :

1) Rappelez ce qu'est un revenu disponible brut, une épargne brute et un investissement ?

RDB : Le revenu disponible est le revenu dont dispose un agent économique pour consommer ou épargner. Il est égal au revenu primaire auquel on enlève les impôts directs et les cotisations sociales et auquel on ajoute les revenus de transfert

Epargne brute : est le solde du compte d'utilisation du revenu disponible. Pour les ménages, elle représente donc la différence entre le revenu disponible et la dépense de consommation. Pour les sociétés non financières, elle correspond à ce qui reste de l'excédent brut d'exploitation après le paiement des impôts sur le bénéfice, des intérêts et des dividendes.

Investissement : est un flux qui vient accroître ou renouveler les stocks de capital. Pour les SNF, il s'agit d'augmenter le stock des moyens de production. Pour les ménages, il s'agit de leur achat de logement.

2) Faites une phrase avec les données correspondants aux APU : -32,4 et 71,2 ?

Les APU ont une épargne brute négative de 32.4 milliards d'euros et un investissement de 71.2 milliards d'euros. Ce qui signifie que les APU ont des dépenses supérieures à leur revenu. Ils doivent donc s'endetter pour financer leurs dépenses courantes.

3) Qu'est-ce qu'un besoin de financement ? Une capacité de financement ?

Pour la CN, un secteur institutionnel a une **capacité de financement** quand son EB est supérieur à l'investissement souhaité (FBCF), il a un **besoin de financement** quand son EB est inférieur à l'investissement (FBCF).

4) Faites une phrase avec les chiffres -65,2 et 89,1. Cette question a pour objectif que les élèves utilisent le vocabulaire économique qui vient d'être présenté.

Selon l'INSEE, en 2011, les APU ont un besoin de financement de 103.6 milliards d'euros. En effet, s'ils doivent s'endetter pour financer leurs dépenses courantes, ils doivent aussi s'endetter pour financer leurs investissements. Les ménages ont une capacité de financement de 89.1 milliards d'euros. Les ménages ont en effet une épargne brute supérieure à leur FBCF, le solde positif est donc une capacité de financement.

5) Quels sont les agents à capacité de financement ? A besoin de financement ? Illustrez votre réponse en vous appuyant sur les données du tableau.

On observe que les ménages et les SF ont une capacité de financement et les APU et les SNF ont un besoin de financement.

Remarque : les données statistiques présentées correspondent aux **secteurs institutionnels** (ménages, APU, SF, SNF) de la comptabilité nationale qui regroupent les unités institutionnelles ayant des comportements économiques similaires.

Une unité institutionnelle est un centre de décision autonome dans l'exercice de sa fonction principale : un ménage décide de sa consommation, une entreprise de sa production par exemple.

II Les différentes formes de financement

a) Le financement interne

Objectifs : Les élèves devront être capables :

- de définir la notion d'autofinancement ou financement interne ;
- de calculer un taux d'autofinancement ;

En vous référant au document 1, répondez aux questions suivantes :

1) Qu'est-ce que l'autofinancement ?

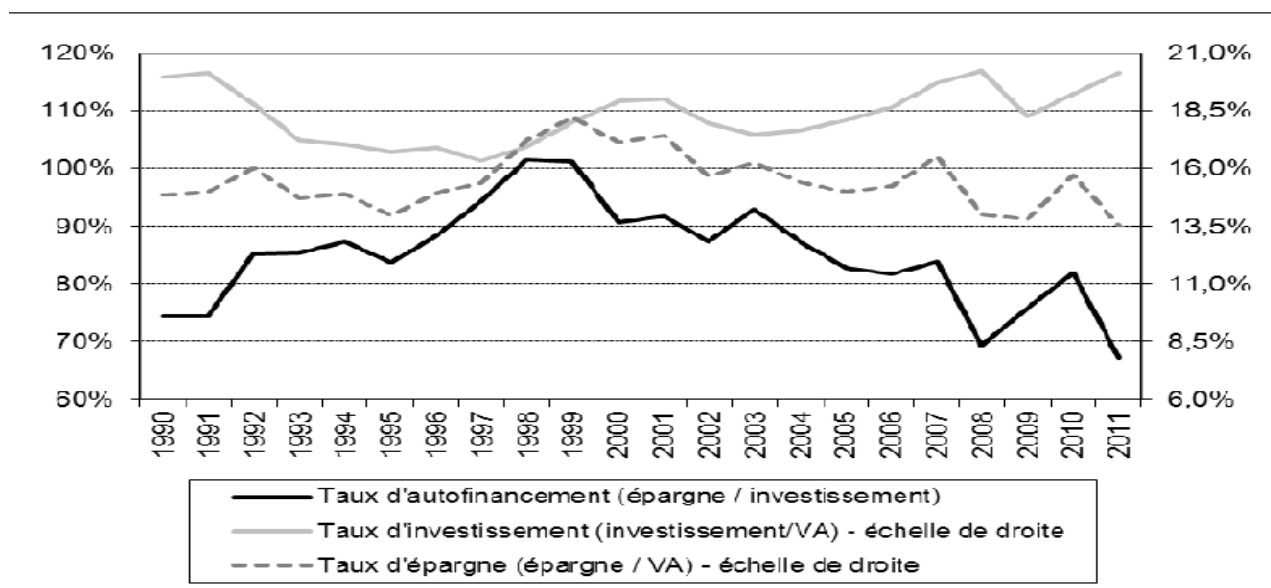
<p>L'autofinancement : Désigne la part de ses investissements qu'un agent finance avec sa propre épargne. On parle de financement interne.</p>

2) Comment les entreprises peuvent-elles financer leurs dépenses d'investissement ?

Les ménages (pris dans leur ensemble) assurent le financement de leur investissement à partir de leur propre épargne brute. C'est ce que l'on appelle le financement interne. De même, certaines entreprises peuvent également autofinancer une partie de leur investissement grâce à leur épargne brute. Mais prise dans leur ensemble les entreprises font appel à un financement externe.

L'enseignant rajoutera : Cette source de financement semble être la plus simple et la moins coûteuse. Pour autant, l'entreprise qui décide de réinvestir son profit se passe de la rémunération qu'elle aurait pu obtenir si elle avait placé cette somme. L'autofinancement a donc un coût d'opportunité.

Document 2 : Le taux d'autofinancement



Source : Rapport de la Cour des comptes sur le financement de l'économie (juillet 2012).

Questions :

1) Comment se calcule le taux d'autofinancement des entreprises ?

$$\text{Taux d'autofinancement} = \text{EB} / \text{FBCF} * 100$$

2) Faire une phrase donnant la signification du taux d'autofinancement en 2011.

En 2011, 67.2% des investissements des entreprises étaient financés par leur épargne propre.

3) Comment a évolué le taux d'autofinancement entre 1990 et 2011 ?

Cette capacité à s'autofinancer varie dans le temps. Ainsi, le taux d'autofinancement augmente progressivement au cours des années 1990 pour atteindre plus de 100% dans les années 1998 et 1999. Depuis les années 2000, il diminue. Cette baisse s'explique par la hausse du taux d'investissement et la diminution du taux d'épargne.

Apport de l'enseignant :

On mesure le taux d'autofinancement par le rapport suivant : épargne brute/FBCF x 100.

Un agent économique (ou le secteur, ou la nation) a un besoin de financement si son taux d'autofinancement est inférieur à 100 % et une capacité de financement s'il est supérieur à 100 %.

Transition : Quels sont les autres moyens de financer un investissement ? Lorsque l'investissement prévu excède les possibilités d'autofinancement des agents, ces derniers doivent recourir à une source de financement externe.

b) Le financement externe

Objectifs : Les élèves devront être capables :

- de définir le financement externe ;
- de définir et de distinguer le financement direct et le financement indirect ;
- de définir et distinguer un taux d'intérêt de la notion d'intérêt ;
- de définir et de distinguer une action d'une obligation ;
- de définir une créance.

Question : D'après l'état de vos connaissances, quelle est la différence entre le financement interne et externe ?

Financement externe : ensemble des moyens de financement autres que l'autofinancement
=> cas dans lesquels l'épargne est inférieure à la FBCF.

Document 3 : Financement indirect et direct

« On distingue traditionnellement deux modalités de mise en relation des agents à besoin de financement et des agents à capacité de financement :

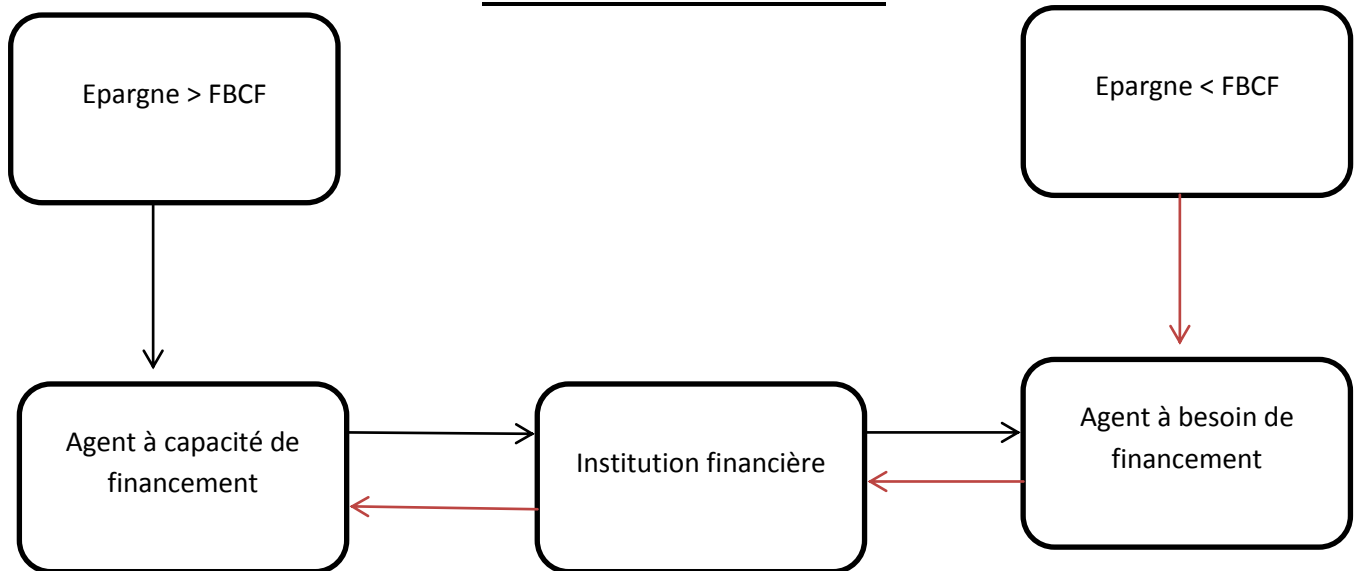
- La finance directe dans laquelle les agents à capacité de financement deviennent directement créanciers des agents à besoin de financement. Ces opérations se réalisent sur des marchés (...).
- La finance indirecte ou finance intermédiée, dans laquelle une institution financière emprunte des fonds aux agents à capacité de financement et (...) utilise ces fonds pour accorder des prêts (...).

Source : Beitone Alain, (2010), *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Armand Colin, Coll. U, p. 250.

Questions :

- 1) Expliquez au moyen de deux schémas la différence entre « finance directe » et « finance indirecte ».

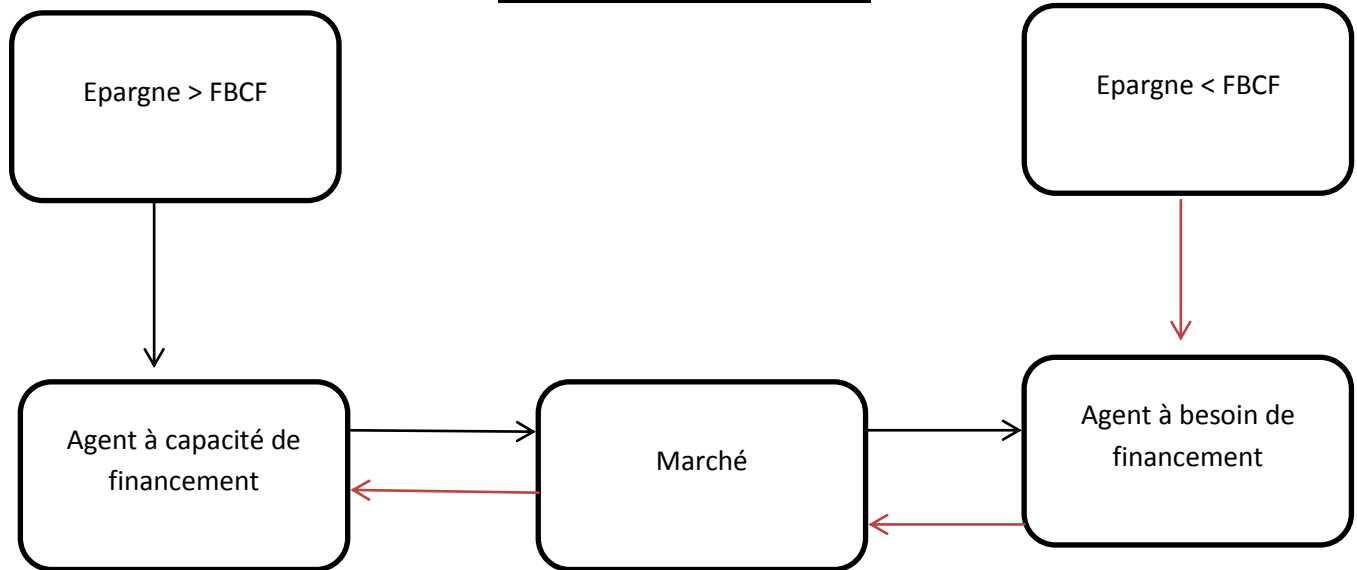
Le financement indirect :



Un financement indirect ou intermédié : se fait par l'intermédiaire d'une banque qui va prêter de l'argent aux agents à besoin de financement (généralement les petites et moyennes entreprises ainsi que les ménages).

Question à l'oral : Quel est le rôle joué par la société financière ? Elle met en relation des agents qui, en leur absence, peineraient à trouver un accord : 1) la durée du prêt ; 2) la somme prêtée.

Le financement direct :



Financement direct : se fait directement auprès des agents à capacité de financement, sur les marchés.

Document 4 : Les modes de financement direct ?

Une entreprise peut émettre des obligations sur le marché afin de contracter un crédit auprès des agents à capacité de financement, ou émettre des actions afin que d'autres agents apportent des capitaux en achetant des parts de l'entreprise. Dans ce cas, l'entreprise ou l'agent à besoin de financement, entre en contact direct avec les agents à capacité de financement.

Une action est un titre de propriété d'une partie du capital d'une société qui donne droit :

- à un revenu (dividende) variable en fonction du résultat annuel et des décisions prises en assemblée générale ;
- à une partie des actifs nets en cas de liquidation ;
- à une information et un contrôle sur la gestion de l'entreprise ;
- à la participation et au vote lors de l'assemblée générale. (...)

Une obligation est un titre d'endettement émis sur le marché financier par une grande

entreprise ou par le Trésor Public. L'émission d'obligation est l'une des modalités du financement direct. L'acheteur de l'obligation, l'obligataire, est un créancier* rémunéré par un intérêt. Il ne doit pas être confondu avec l'actionnaire.

Une créance est la contrepartie d'une dette et donne au créancier le droit d'exiger, à l'échéance, le remboursement de sa dette.

Le marché financier est le marché sur lequel se traitent les opérations à long terme portant sur les actions et les obligations. Actions et obligations sont des produits financiers qui s'échangent sur le marché financier.

Questions :

1) Rappelez ce qu'est une action ?

Une action est un titre de propriété d'une fraction du capital social d'une entreprise.

Apport de l'enseignant :

Le propriétaire de l'action (l'actionnaire) devient propriétaire d'une plus ou moins grande partie de l'entreprise. Si l'entreprise émet 1000 actions par exemple et que l'actionnaire en possède une, il possède $1/1000^{\text{ème}}$ de l'entreprise. En tant que propriétaire, il bénéficie d'un droit de vote à l'assemblée générale des actionnaires.

2) Comment une entreprise peut-elle se financer en vendant une action ?

Pour obtenir des ressources, une entreprise peut émettre des actions, c'est-à-dire vendre une partie de son capital social. En achetant les titres vendus, l'actionnaire apporte des fonds à l'entreprise. En contrepartie de son placement, l'entreprise devra lui verser une partie du profit réalisé (le dividende). Cette rémunération due est variable puisque selon les années le niveau du profit et la façon dont il se partage changent.

Apport de l'enseignant :

L'avantage de ce financement par action est que l'entreprise ne s'endette pas, elle n'a rien à rembourser. L'inconvénient est la dispersion du capital de l'entreprise qui appartient désormais à de nombreux actionnaires. Par ailleurs, ce mode de financement reste inaccessible pour les petites et moyennes entreprises.

3) Qu'est-ce qu'une obligation ?

Une obligation est un titre de créance émis sur le marché financier par une grande entreprise ou par le Trésor Public. L'acheteur de l'obligation (l'obligataire), est un créancier rémunéré par un intérêt. Il ne doit pas être confondu avec l'actionnaire.

Apport de l'enseignant :

Les grandes entreprises peuvent entrer en contact directement avec un agent ayant une capacité de financement en émettant une obligation. L'acheteur de l'obligation verse une somme à l'entreprise ou à l'Etat qui s'engage à lui rembourser à l'échéance (supérieure à 5 ans ou à 10 ans en règle générale) et, en attendant, à lui verser chaque année un intérêt. L'obligataire est un créancier, c'est-à-dire qu'il possède une créance sur le débiteur.

4) Relevez, dans le texte, ce qu'est une créance ?

Une créance est la contrepartie d'une dette et donne droit au créancier le droit d'exiger, à l'échéance, le remboursement de sa dette.

5) Quelles sont les différences entre une obligation et une action ?

A la différence d'une action, une obligation est un titre de créance (et non un titre de propriété).

Apport de l'enseignant : L'avantage de cette forme de financement est que le capital de l'entreprise n'est pas dispersé. L'inconvénient est que l'endettement s'élève.

Document 5 : Taux d'intérêt et la notion d'intérêt

Une institution bancaire accepte de faire un crédit à l'emprunteur client dans le but d'obtenir une rémunération (un intérêt). En effet, lorsqu'Eliot a contracté un crédit auprès de sa banque, il devait payer un taux d'intérêt (un prix) de 2,5% par an.

Questions :

1) D'après l'état de vos connaissances, définissez un taux d'intérêt ?

Le taux d'intérêt est le prix que doivent payer les agents économiques qui bénéficient d'un crédit. Il s'exprime en pourcentage.

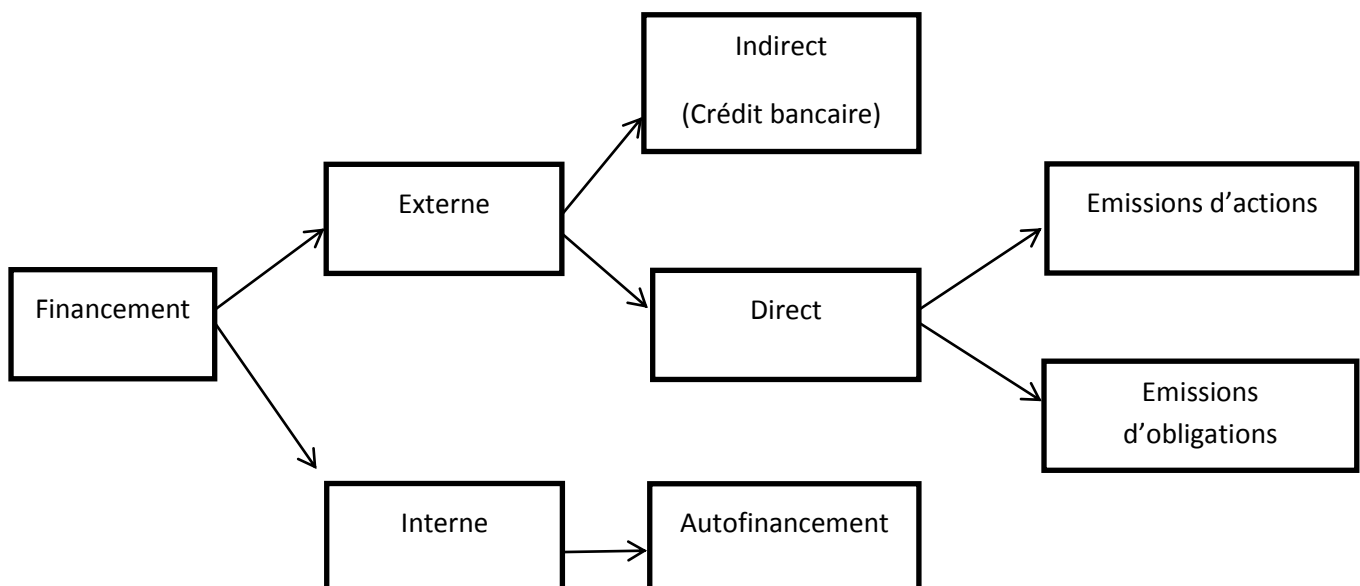
Apport de l'enseignant :

Lorsqu'un agent économique s'endette, cela représente un coût pour lui : il doit payer un **taux d'intérêt débiteur**. Mais lorsqu'un agent place son épargne, alors il bénéficiera d'un **taux d'intérêt créditeur**. Dans ce cas-là, l'intérêt représente un revenu de la propriété.

2) Quelle est la différence avec la notion d'intérêt ?

Le taux d'intérêt est un prix alors que **l'intérêt est un revenu** (qui dépend du montant du prêt et du niveau du taux d'intérêt).

Synthèse : Complétez le schéma ci-dessous :



III Taux d'intérêt et risque de crédit

a) Le taux d'intérêt

Objectifs : Les élèves devront être capables :

- d'expliquer les déterminants du taux d'intérêt (la durée et le risque de l'emprunt) ;
- de définir ce qu'est la liquidité.

Activité 2 :

Questions à l'oral :

- 1) Rappelez ce qu'est un taux d'intérêt.

Le taux d'intérêt est le prix que doivent payer les agents économiques qui bénéficient d'un crédit.

- 2) Quelles sont les deux formes de financement exigeant le versement d'un intérêt ?

- Financement indirect : crédit bancaire
- Financement direct : émission d'obligation

Document 6 : Les taux d'intérêt ou le prix du temps

Préférez-vous recevoir 100 euros aujourd'hui ou dans un an ?

Vous répondrez sans hésitation : tout de suite. C'est donc qu'à vos yeux un euro d'aujourd'hui « vaut » plus qu'un euro dans un an. Si aujourd'hui vous avez 100 euros en poche, vous pouvez décider de les dépenser immédiatement ou simplement de vous satisfaire, de la possibilité de le faire, quand bon vous semblera.

Pour accepter de renoncer à ces euros pendant un certain temps, vous demandez une compensation : c'est l'intérêt. Si, pour patienter un an, vous réclamez par exemple 2,6 euros, cela veut dire que le taux d'intérêt que vous demandez est de 2,6%. L'intérêt rémunère donc la renonciation à la liquidité. Logiquement plus la durée de l'emprunt est longue et plus le taux d'intérêt est élevé. (...)

Source : Couppey-Soubeyran Jézabel, (2010), *Alternatives Economiques* n° 296 – novembre.

Question : Que signifie le fait que généralement les individus préfèrent obtenir 100 euros tout de suite plutôt que dans un an ?

Cela signifie donc que les 100 euros d'aujourd'hui « valent » plus que les 100 euros dans un an. Si les 100 euros sont versés tout de suite, les individus peuvent les utiliser immédiatement ou les mettre de côté en attendant une bonne opportunité. Ainsi, un prêteur qui accepte de renoncer pour une certaine durée à ses euros va demander une compensation : c'est l'intérêt. L'intérêt rémunère donc la renonciation à la liquidité.

La liquidité est la propriété qu'a un actif d'être transformé en un autre actif sans délai et sans coût de transaction. La monnaie représente la liquidité parfaite.

Document 7 : Quels sont les facteurs qui déterminent les taux d'intérêt ?

Il n'existe pas un taux d'intérêt mais plusieurs taux d'intérêt car le taux d'intérêt varie selon l'échéance et le risque de crédit. Le taux d'intérêt est en principe plus élevé pour les prêts à long terme qu'à court terme. (...)

Les taux d'intérêt varient aussi en fonction du risque. Par exemple, les taux sur les crédits à la consommation sont élevés parce que le risque de non-remboursement est important. Les taux d'intérêt sur les obligations d'Etat sont souvent faibles car l'Etat est considéré comme l'emprunteur le moins risqué, sauf si sa dette devient excessive.

Source : Alternatives Economiques, n°288, février 2010.

Questions :

1) Quels sont les deux facteurs à prendre en compte pour expliquer le niveau des taux d'intérêt ?

La durée du crédit : quand un individu prête une somme à un autre, il renonce temporairement à son utilisation afin d'obtenir dans le future une somme plus importante (du fait de l'existence d'intérêt). Ainsi, plus la durée du prêt est longue, plus l'emprunteur devra verser des intérêts importants pour compenser cette privation temporaire.

Le risque du crédit : le taux d'intérêt dépend aussi du risque qu'encourt le prêteur. Plus le risque de crédit est élevé (risque de non remboursement de la part du débiteur), plus le taux d'intérêt demandé sera important.

Apport de l'enseignant :

Des taux d'intérêts élevés peuvent ainsi refléter des doutes importants de la part des prêteurs sur la capacité des emprunteurs à rembourser (c'est-à-dire sur leur solvabilité).

Remarque : l'insolvabilité est donc un élément du risque.

2) Pourquoi les taux à court terme sont-ils généralement plus faibles que les taux à long terme ?

Les taux à CT sont généralement plus faibles que les taux à LT car les emprunts sont considérés comme étant moins risqués.

b) Le risque de crédit

Objectifs : Les élèves devront être capables de définir les notions suivantes : risque de crédit, prime de risque.

Document 8 : L'aversion pour le risque

Aucun investisseur (ou très peu d'entre eux) ne prend ses décisions sur la base du seul critère de l'espérance de gain ou de rentabilité. L'aversion (hostilité) au risque est une attitude presque unanimement partagée (...) : à espoir de gain identique, il préfère l'investissement de moindre risque.

L'aversion qu'il a vis-à-vis du risque justifie que l'investisseur demande une compensation pour placer l'épargne qu'il gère sur un support plus risqué que le livret A. Cette compensation est **la prime de risque**.

La prime de risque s'exprime sous forme d'un taux en pourcentage qu'un investisseur requiert en sus du taux sans risque pour investir dans un actif financier risqué. Hormis les obligations émises par quelques Etats souverains dont la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis qui, dans l'histoire contemporaine, n'ont jamais fait défaut sur leur dette, ou celles de quelques grandes entreprises très solides, tout actif financier est risqué. Ainsi, la dette de la plupart des émetteurs, même ceux qui ont la notation AAA des grandes agences de notation, commande un surcroît de taux de rentabilité (spread ou marge de crédit) par rapport au taux sans risque.

Source : Jacquillat Bertrand, (2009), *Les 100 mots de la Finance*, Que sais-je, PUF.

Questions :

1) Quel est le risque couru par le prêteur ?

Le prêteur prend le risque de ne jamais être remboursé ou de ne pas être remboursé à la date prévue.

Apport de l'enseignant :

C'est la raison pour laquelle les prêteurs (les banques ou les acheteurs d'obligations) évaluent le risque de chaque crédit en collectant un maximum d'informations sur les personnes qui désirent emprunter (les revenus, les autres prêts contractés, le patrimoine...). Ils évaluent le risque crédit. Le taux d'intérêt augmente donc quand l'emprunteur ne semble pas totalement fiable.

Le risque de crédit est le risque auquel s'expose un créancier dans le cas où le débiteur se révèle incapable de respecter ses engagements, c'est à dire de rembourser sa dette ou de payer les intérêts de cette dette. Plus le risque de crédit est élevé, plus le créancier exigera un taux d'intérêt élevé.

2) Après avoir rappelé ce qu'est l'asymétrie d'information, expliquez pourquoi l'évaluation du risque de crédit est difficile ?

L'évaluation du risque de crédit est difficile du fait de l'asymétrie d'information (l'emprunteur possède davantage d'information sur sa capacité à rembourser que le prêteur) ; c'est la raison pour laquelle des agences de notation se sont spécialisées dans l'évaluation des

risques associés à chaque titre. En notant les différents produits financiers, elles informent sur le niveau de risque de chacun.

3) Définissez la notion de prime de risque.

La prime de risque désigne le surcroît de rémunération d'un actif auquel est attaché un risque plus élevé. En effet, un individu rationnel dont le comportement se caractérise par un certain degré d'aversion pour le risque, exigera une rémunération supérieure pour accepter d'acheter un actif risqué.

L'enseignant rajoutera :

Cette notion est la plupart du temps appliquée aux actifs financiers. Le taux de rentabilité d'un placement est alors considéré comme le résultat de la somme d'un taux de rentabilité de base correspondant au rendement d'un actif financier dénué de risque et d'une prime de risque qui augmente avec le risque consenti.

Ainsi, une obligation émise par une entreprise dont la situation financière est fragile devra être proposée aux investisseurs financiers avec un taux d'intérêt plus élevé que celui des obligations émises par des entreprises financièrement plus saines. Il en est de même pour un Etat très endetté comme la Grèce qui se voit contraint de proposer des taux d'intérêt élevés lors de ses emprunts obligataires. Sur le marché des changes, les emprunts libellés en une monnaie "faible" sont assortis d'un taux d'intérêt plus élevé que les emprunts libellés en une monnaie forte, etc.

IV La transformation des structures financières en France (en TD)

Objectifs du TD : Les élèves devront être capables

- d'expliquer l'évolution des structures financières en France ;
- de définir les formes de financement et les notions de risque de crédit et de taux d'intérêt ;
- d'expliquer le mécanisme de la titrisation.

Document 1 :

Depuis 1945, le financement de l'économie française s'est profondément modifié à la suite de décisions politiques initiées par les pouvoirs publics. Trois phases peuvent être distinguées. La première qui débute après la Seconde Guerre mondiale est caractérisée par un système où prédominent les financements administrés par l'Etat et les administrations financières non bancaires (IFNB) qu'il contrôle le plus souvent. La deuxième, qui commence au milieu des années 1960, résulte de la volonté de l'Etat de se désengager du financement de l'économie en raison de déficits budgétaires importants jugés néfastes. L'Etat va alors inciter les banques à participer davantage à ce financement. Cette participation accrue conduit à la mise en place d'une économie d'endettement, c'est-à-dire une économie dans laquelle le financement est assuré par crédit auprès des institutions financières. Enfin, la troisième phase qui s'ouvre au milieu des années 1980 et qui se poursuit aujourd'hui correspond à la volonté des pouvoirs publics de libéraliser davantage le système de financement dans le cadre de la constitution européenne. Cette libéralisation, vise à créer un marché des financements sur lequel les demandeurs peuvent arbitrer librement en fonction des propositions des différents offreurs, et ce à toutes échéances, se traduit par une concurrence accrue entre marchés et intermédiaires financiers.

Source : Delaplace M., (2006), *Panorama du système financier*, in Cahiers français « Le financement de l'économie ».

Questions :

1) Quel est le mode de financement le plus fréquent pendant les Trente Glorieuses ?

Pendant la période des Trente Glorieuses, l'essentiel du financement de l'économie repose sur un financement externe indirect. Les banques sont les principaux acteurs de la mobilisation des ressources nécessaires à l'économie.

2) Qu'est-ce qu'une économie d'endettement ?

Une économie d'endettement est une économie où le financement des agents s'opère principalement par des crédits accordés par les institutions financières. L'économie française pendant les Trente Glorieuses était une économie d'endettement.

3) Depuis les années 1980, quel est le mode de financement qui se développe ?

A partir des années 1980, les agents à besoin de financement (les Etats et les grandes entreprises) se financent de plus en plus par émission de titre (financement externe). La part des crédits bancaires dans les financements diminue. On parle de désintermédiation bancaire au sens strict.

Document 2 :

La désintermédiation désigne la diminution du poids relatif de l'intermédiation bancaire dans le financement de l'économie. (...)

Cette notion est en tout cas trompeuse car elle laisse penser que le développement des marchés se fait au détriment des intermédiaires financiers. Certes, l'activité traditionnelle des banques qui consistait à collecter des dépôts pour octroyer des crédits a relativement décliné et donc, avec elle, la contribution des banques au financement de l'économie sous forme de crédit. Ce déclin de l'activité traditionnelle a, dans un premier temps, pesé sur les marges bancaires. Mais les banques n'ont pas manqué de réagir. Certaines banques ont d'abord essayé de compenser la baisse de leurs marges par un accroissement des volumes de crédits accordés et de dépôts collectés, en prenant de plus en plus de risques. Ces stratégies de course au volume ont été à l'origine de nombreuses faillites bancaires qui ont coûté cher aux finances publiques, aux Etats-Unis (crise des caisses d'épargne dans les années 1980) et en Europe (crises des pays scandinaves, crises bancaires françaises dans les années 1980). C'est dans les mêmes termes que peut s'interpréter le développement du crédit *subprime* aux Etats-Unis dans les années 2000.

L'adaptation des banques à leur nouvel environnement – phénomène de ré-intermédiation - s'est surtout effectuée au moyen d'une diversification des activités et d'un redéploiement sur les marchés. Pour compenser la diminution relative de leur activité de crédit, pratiquement toutes les banques ont développé leurs activités d'investissement en titres.

Le développement des marchés a aussi permis aux banques de faire valoir leur expertise financière et de proposer à leurs clients une vaste gamme de services financiers (introduction en bourse des entreprises, des montages financiers, gestion des risques, etc.). La banque est apparue, de plus en plus, comme une entreprise de services et de gestion des risques adossée aux marchés de capitaux. Cette évolution transparait assez nettement dans le hors-bilan des

banques qui retrace les engagements pris sur les marchés de produits dérivés, pour le compte de la clientèle ou pour compte propre ».

Source : Capelle-Blancard et Couppey-Soubeyran, *L'intermédiation bancaire et financière*, in De Boissieu et Couppey-Soubeyran, (2013), *Les systèmes financiers. Mutations, crises et régulation*, Economica, 4^{ème} édition.

Questions :

1) Comment les banques ont-elles réagi au déclin de leur activité ?

Les banques ont réagi au déclin de leur activité en augmentant le volume de crédit accordé. Cette stratégie présente des risques puisqu'elle conduit les banques à sélectionner de façon moindre les clients emprunteurs et donc à accepter de servir des emprunteurs plus risqués. Elles se sont également spécialisées dans le service aux entreprises et aux ménages pour accéder aux marchés financiers.

2) Quel lien peut-on faire entre une agence immobilière et l'aide que la banque apporte à ceux qui interviennent sur les marchés financiers.

A la manière d'une agence immobilière qui met en contact acheteur et vendeur, les banques mettent en lien les agents à capacité de financement et les agents à besoin de financement. Mais elles n'interviennent pas en leur nom propre comme lorsqu'elles accordent des crédits et rémunèrent l'épargne des déposants.

Document 3 : D'une crise de crédit à une crise bancaire puis boursière : la crise des « subprimes »

La crise qui a secoué l'économie mondiale à partir de 2007/2008 s'est déroulée en huit étapes :

1. Excès de prêts à risques. A partir de 2004-2005, des ménages américains contractent des prêts immobiliers hypothécaires (gagés sur leurs maisons) à taux variables. Ces prêts sont dits subprimes, de mauvaise qualité, car les ménages qui en bénéficient ont des

revenus faibles ou moyens. En 2004-2005, les taux d'intérêts sont bas et les remboursements sont faibles.

2. **Flambée de l'immobilier.** Les prix de l'immobilier flambent et les banques incitent les Américains à contracter de nouveaux crédits pour consommer davantage.
3. **Conversion financière.** Les créanciers, conscients des risques de non-remboursement, transforment ces prêts hypothécaires en produits financiers complexes revendus sous forme de titres de dette (titrisation).
4. **Engouement mondial.** Sur les marchés financiers de la planète, les investisseurs achètent ces produits financiers, parfois sans en connaître la composition.
5. **Recul de l'immobilier.** Les prix des maisons chutent aux Etats-Unis à partir de 2006. Les banques augmentent leurs taux d'intérêt. Etranglés, des millions de ménages ne peuvent plus rembourser leurs prêts et doivent revendre leur maison.
6. **Contagion.** Les produits financiers adossés aux subprimes voient leur cote s'effondrer sur les marchés. Des banques enregistrent des pertes colossales.
7. **Crise de confiance entre les banques.** Les institutions bancaires internationales répugnent à prêter, y compris entre elles, ou le font à des taux d'intérêt élevés. Dès juin 2007, les Etats-Unis sont menacés de récession.
8. **Panique.** En septembre 2008, une grande banque d'investissement, Lehman Brothers, fait faillite. Les Bourses plongent partout. Les investisseurs craignent un brusque ralentissement de la croissance mondiale. La Réserve fédérale américaine baisse fortement ses taux pour calmer les marchés.

Source : D'après Gatinois Claire et Michel Anne, (5 février 2008) « *Subprimes, l'emballage d'une crise de crédit* », Le Monde.

Questions :

- 1) Par quels mécanismes une crise américaine de crédit s'est-elle propagée au reste du monde ?

Au départ on a des ménages qui contractent des prêts immobiliers hypothécaires à taux variables. Ces prêts sont dit subprimes, c'est-à-dire qu'ils sont de mauvaise qualité car les ménages qui en bénéficient ont des revenus faibles ou moyens. Les créanciers sont conscients des risques de non remboursement et vont chercher à transférer ces risques à des investisseurs.

Comment s'y prennent-ils ? Les banques vont transformer les crédits subprimes en produits financiers complexes, sous forme de titres : c'est ce que l'on appelle la titrisation. Les investisseurs (n'importe où dans le monde), désireux de placer leur épargne, achètent ces titres mais ils ne connaissent pas réellement le risque qui lui est adossé. En réalité, ces titres étaient risqués et, lorsque des millions de ménages n'ont plus pu faire face au remboursement de leur crédit, les produits adossés à ces crédits subprimes ont vu leur cote s'effondre sur le marché.

Chapitre trois : Qui crée la monnaie ?

Indications complémentaires :

On présentera, à l'aide d'exemples simples, le processus de création monétaire par les banques commerciales (« les crédits font les dépôts »). On montrera le rôle central du marché monétaire. On pourra citer les autres sources de la création monétaire (créances sur le Trésor et devises). Pour ce faire, on définira la banque centrale comme la « banque des banques » et on montrera l'importance de son rôle pour assurer la liquidité (notamment lors des crises de confiance) et préserver le pouvoir d'achat de la monnaie.

Problématiques :

- Qui crée la monnaie ? Comment ?
- La pouvoir de création monétaire des banques commerciales est-il illimité ?
- Quel lien existe-t-il entre les banques de second rang et la banque centrale ?
- Quels sont les rôles de la banque centrale ?

Prérequis :

Thème 1 : flux, stock, épargne, revenu, consommation, patrimoine.

Thème 2 : production, facteurs de production, actif, passif, bilan.

Thème 3 : marché, offre, demande, prix, prix plafond, prix planché, institution.

Thème 4 : liquidité, monnaie, monnaie divisionnaire/fiduciaire/scripturale, les fonctions de la monnaie, dette, créance, actif, actif liquide, passif, bilan, valeur, institution financière, marché financier, intérêt, taux d'intérêt, banque, pouvoir d'achat de la monnaie, solvabilité, communauté de paiement.

Objectifs de connaissance : Masse monétaire, marché monétaire, banque centrale, prêteur en dernier ressort, liquidité bancaire, opérations de refinancement, compensation interbancaire,

marché interbancaire, monnaie banque centrale, banque de second rang, banque de premier rang, réserve obligatoire, sous-emploi.

Objectifs de compétence : Ils sont insérés au fur et à mesure du cours.

Plan de la séquence :

I Le processus de création monétaire

II Comment et pourquoi limiter la création monétaire ?

A Les demandes de crédit

B Les retraits de billet

C Les opérations de banque à banque

III Qu'est-ce que marché monétaire ?

IV Quel est le rôle de la banque centrale ?

A Le contrôle de la masse monétaire

B Le prêteur en dernier ressort

C La politique monétaire

Introduction

Objectifs : Les élèves devront être capables de définir le terme suivant « masse monétaire », mais également d'expliquer qui crée de la monnaie.

Activité 1 (de sensibilisation) :

D'après l'état de vos connaissances, répondez aux questions suivantes :

1. Qui crée les billets ?

La Banque centrale détient un monopole pour l'émission des billets de banque. Elle est la seule habilitée à offrir des billets. L'expression « monnaie centrale » résume ce privilège. On verra plus tard plus précisément le rôle de la Banque centrale.

2. Qui crée les pièces ?

Depuis 2007, les pièces et les billets sont fabriqués par la Monnaie de Paris qui est un établissement public qui reçoit son programme de frappe du Trésor public et de la Banque de France.

3. Comment nomme-t-on la forme de monnaie qui comprend les pièces et les billets ?

La monnaie fiduciaire. Dans le chapitre 1, nous avons vu que cette forme de monnaie ne représentait que 10% de la part de la monnaie totale en France.

La masse monétaire : La masse monétaire est la quantité totale de monnaie en circulation dans une économie à un moment donné. Elle est composée dans les économies contemporaines de monnaie fiduciaires et de monnaie scripturale (M1). Elle comprend également l'ensemble des actifs qui peuvent être convertis en M1.

Pour ce qui concerne l'euro, la monnaie fiduciaire en circulation ne représente que 10% de la masse monétaire, en 2015.

4. Quelle est la forme de monnaie qui représente 90% de la masse monétaire en France, en 2015 ?

La monnaie scripturale.

5. Qui crée la monnaie scripturale ?

Les banques.

6. Qu'est-ce qu'une banque ?

Une banque est une entreprise dont la fonction principale est la création de monnaie scripturale.

7. Supposons que vous ayez décidé d'acheter une maison qui coûte 300 000 euros. Vous ne disposez pas de cette somme. Vous allez voir votre banquier qui après avoir examiné votre projet, vous accorde un crédit de 300 000 euros, c'est-à-dire qu'il met à votre disposition la somme dont vous avez besoin pour acheter votre maison contre l'engagement d'être remboursé dans le futur à une date déterminée. Comment la banque fait-elle pour vous accorder ce crédit de 300 000 euros ?

Les élèves répondront qu'elle collectera les dépôts de plusieurs épargnants et qu'elle les prêtera à l'individu en question.

Questions à faire à l'oral :

8. Arrive-t-il que le banquier vous demande la « permission » d'utiliser les sommes présentes sur votre compte ?

9. Peut-on concevoir que le banquier « retire » les avoirs sans en informer le propriétaire du compte ?

On peut prévoir que les élèves répondent qu'avec les moyens d'aujourd'hui les banquiers peuvent effectuer des retraits et « redéposer » les sommes avant que l'on s'en rende compte.

10. Dans ce cas, comment le banquier peut-il vous cacher le fait qu'il prête à d'autres clients sur votre compte bancaire ?

Aujourd'hui vous pouvez à tout moment consulter vos comptes bancaires donc vous savez exactement la somme qui est sur votre compte.

I Le processus de création monétaire

Objectifs : Les élèves devront être capables de :

- Définir les termes suivants : dette, créance.
- Montrer que les banques commerciales sont les principales créatrice de monnaie ;
- Expliquer que "les crédits font les dépôts" ;
- Expliquer quelle est la conséquence de la création d'un crédit sur la masse monétaire en circulation ;
- Expliquer ce qu'est la monétisation de créance ;

Document 1 : La création de monnaie par les banques

« D'où vient la monnaie ? Qui la crée ? Le sujet de la création monétaire alimente bien des fantasmes quant au pouvoir « exorbitant », « illégitime », « abusif » dont disposeraient les banques en la matière. La monnaie est effectivement créée par le système bancaire.

Les banques ont ce pouvoir de créer de la monnaie à partir de rien (ex nihilo) (...)

Lorsqu'une banque octroie un crédit* à un client, elle inscrit à son actif la créance qu'elle détient sur son client et, à son passif, une dette émise sur elle-même représentative du dépôt dont son client dispose grâce à son crédit. De son côté, le client de la banque aura à son passif, une dette vis-à-vis de la banque et, à son actif un compte provisionné à hauteur du montant du crédit accordé avant qu'il ne le dépense. Ici, l'opération à l'origine de la création de monnaie est un crédit. (...) Peu importe la nature de l'actif acquis, dans tous les cas la banque crée de la monnaie en monétisant des actifs qui ne sont pas de la monnaie. Le mécanisme joue aussi en sens inverse : il y a destruction de monnaie lorsque la banque recouvre à l'échéance un crédit qu'elle avait accordé (...)

En bref, il y a création monétaire quand une banque achète un actif non monétaire (*un bien immobilier, une œuvre d'art, une voiture*) et crée la monnaie nécessaire au règlement de cette transaction et il y a destruction monétaire quand une banque recouvre une créance qu'elle avait et détruit une quantité de monnaie correspondante. »

***crédit :** le crédit est la mise à disposition par une personne ou une organisation (le créancier) d'une ressource (monnaie ou bien) à une autre (le débiteur) contre l'engagement d'être payé ou remboursé dans le futur à une date déterminée.

Source : Couppey Soubeyran Jézabel, (2010), *Monnaie, banque, finance*, pp 141- 143.

Questions :

1. Rappelez la définition des termes suivants : bilan, actif, passif.

Bilan : Désigne un document comptable qui décrit l'état du patrimoine d'une entreprise à une date déterminée.

Actif : Un actif est tout élément du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'agent économique (emplois).

Passif : En comptabilité, désigne l'origine des fonds dont dispose un agent économique (ressources).

Apport de l'enseignant : le terme « actif » peut avoir un autre sens quand on étudie le chômage et l'emploi (une population active comprend donc les personnes qui occupent un emploi et les personnes sans emploi qui sont à la recherche d'un emploi (les chômeurs)).

2. D'après l'état de vos connaissances et à l'aide du document 1, proposez une définition des termes suivants : créance et dette.

Dette : La dette d'un agent économique est un engagement à rembourser un capital emprunté assorti éventuellement du paiement de l'intérêt correspondant. Une dette a donc pour contrepartie une créance.

Créance : Désigne la contrepartie d'une dette et donne droit au créancier le droit d'exiger, à l'échéance, le remboursement de sa dette. Un avoir est une créance.

Apport de l'enseignant : Le mot créance vient du latin et il est lié à la fois à l'idée de croyance et à l'idée de confiance (le créancier croit que le débiteur s'acquittera de sa dette).

Apport 2 de l'enseignant : les créances sont inscrites à l'actif du bilan et les dettes au passif du bilan.

3. Supposons que Justine souhaite acheter un bateau à 17 000 euros mais elle ne dispose pas de cette somme. Elle se rend à la Caisse d'épargne pour lui demander un crédit. Cette dernière accepte de lui accorder. En vous appuyant sur le texte, écrivez cette opération sous forme comptable.

Banque (Caisse d'épargne)

Actif	Passif
Créance sur la cliente : 17 000 euros	Dépôt (somme mise à la disposition sur le compte de Justine) : 17 000 euros

Cliente (Justine)

Actif	Passif
Avoir à la banque (sur le compte courant de Justine) : 17 000 euros	Dettes auprès la banque : 17 000 euros

Apport de l'enseignant : La monnaie scripturale est créée ex nihilo (c'est-à-dire à partir de rien) à partir d'un jeu d'écriture.

4. Quelle est la conséquence de ce crédit sur la masse monétaire en circulation au sein de l'économie ?

L'opération de crédit s'est accompagnée d'une création de monnaie scripturale pour une somme égale au montant du prêt. Toutes choses égales par ailleurs, cette monnaie scripturale augmente la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. Cette quantité de monnaie scripturale est créée ex nihilo (à partir de rien) par un jeu d'écriture. Cette monnaie est celle de la banque.

5. Pourquoi dit-on que "les crédits font les dépôts" ?

Les crédits font les dépôts car l'opération de crédit aboutit à la création d'un dépôt sur le compte courant de l'agent économique correspondant au montant du prêt.

Remarque : Le solde figurant sur le compte courant d'un agent non bancaire est désigné dans les statistiques monétaires sous l'expression de "dépôt à vue".

6. Pourquoi peut-on dire que "la monnaie est à la fois une dette et une créance" ?

La monnaie, inscrite au passif des banques, a pour contrepartie les créances monétisées, qui sont inscrites à l'actif des banques. Elle est aussi la créance que le couple a sur sa banque (la somme qui est sur le compte courant) et la dette qu'il a envers la banque du fait du crédit contacté. La monnaie est donc à la fois une créance et une dette.

Remarque de l'enseignant (à faire noter) : la monnaie est à la fois un actif (pour Justine) et une dette de la banque à l'égard de Justine. De même que la créance de la banque sur Justine est une dette de Justine à l'égard de la banque.

7. Supposons que Justine ait totalement remboursé son crédit. Ecrivez cette opération sous forme comptable.

Banque (Caisse d'épargne)

Actif	Passif
Créance sur la cliente	Dépôt sur le compte de Justine : 0 euros

Cliente (Justine)

Actif	Passif
Avoir à la banque : 0 euros	Dette auprès la banque

Justine rembourse son crédit en prélevant sur son revenu (le remboursement du crédit est donc une épargne c'est-à-dire la partie du revenu non consommée) 850 euros chaque mois (ici on néglige volontairement les intérêts).

Si Justine rembourse totalement son crédit, elle n'aura plus de dette envers la banque et, par conséquent, sa banque n'aura plus de créance sur elle. Le dépôt (somme mise à la disposition de Justine) est nul et Justine voit son avoir à la banque passer de 17 000 euros à 0 euros. Il y a donc destruction de monnaie.

8. Quelle est la conséquence du remboursement du crédit ?

Le remboursement du crédit entraîne la destruction de la monnaie scripturale qui avait été créée.

Apport de l'enseignant : Si la création monétaire est supérieure à la destruction monétaire, il y a augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Au contraire, lorsque la destruction de monnaie est supérieure à la création monétaire, il y a réduction de la masse monétaire. A l'échéance du crédit, la totalité de la monnaie créée est détruite et il reste l'actif réel (le bateau).

Apport 2 de l'enseignant : A chaque échéance, un agent économique consacre une part de son revenu ; ces remboursements sont donc une épargne et c'est le revenu épargné qui permet de devenir propriétaire du logement. L'épargne accumulée permet de constituer un patrimoine.

9. Dans cette situation, pourquoi la banque a-t-elle intérêt à accorder le plus de crédit possible ? Le coût de création d'un crédit est-il élevé pour la banque ?

Dans cette situation, la banque a intérêt à accorder le plus de crédit possible car le crédit a un prix (le taux d'intérêt) et elle perçoit donc un revenu (l'intérêt) pour le crédit accordé. Le coût de création monétaire est très faible.

Exercice : Répondez aux questions suivantes :

1. Supposons qu'une banque accorde un crédit à un jeune couple, pour l'achat d'un appartement de 300 000 euros.

Actif	Passif
Compte courant 1) +300.000	Dettes envers la banque 2) +300.000

Situation du jeune couple

Actif	Passif
Créance sur le couple 3) +300.000	Compte du couple 4) +300.000

Bilan de la banque

La banque accorde un crédit au jeune couple. Celui-ci possède désormais 300.000 euros sur son compte en banque. Le couple est en revanche endetté auprès de la banque pour une somme égale au montant du prêt accordé. La banque a une créance sur le couple pour un montant de 300.000 euros. La monnaie scripturale figure au passif dans le bilan de la banque sous forme d'un engagement de celle-ci à fournir au titulaire du compte de la monnaie fiduciaire sur simple demande.

2. Quelle est la conséquence de ce crédit sur la quantité de monnaie en circulation ?

L'opération de crédit s'est accompagnée d'une création de monnaie scripturale pour une somme égale au montant du prêt. Toutes choses égales par ailleurs, cette monnaie scripturale augmente la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. Cette quantité de monnaie scripturale est créée ex nihilo (à partir de rien) par un jeu d'écriture. Cette monnaie est celle de la banque.

3. Supposons le jeune couple rembourse 2000 euros de la somme empruntée. Écrivez cette opération sous forme comptable.

Actif	Passif
Compte courant 1) -2000	Dettes envers la banque 2) -2000

Situation du jeune couple

Actif	Passif
Créance sur le couple 3) -2000	Compte du couple 4) -2000

Bilan de la banque

Si le jeune couple rembourse 2000 euros, alors son compte courant se voit diminuer de cette somme. Sa dette vis-à-vis de la banque diminue également de 2000 euros. La banque voit sa

créance diminuée du même montant et son engagement vis-à-vis du couple à lui fournir de la monnaie fiduciaire diminué de cette même somme.

Quelle est la conséquence du remboursement du crédit ?

Le remboursement du crédit entraîne la destruction de la monnaie scripturale qui avait été créée. Si la création monétaire est supérieure à la destruction monétaire, il y a augmentation de la quantité de monnaie en circulation. Au contraire, lorsque la destruction de monnaie est supérieure à la création monétaire, il y a réduction de la masse monétaire. A l'échéance du crédit, la totalité de la monnaie créée est détruite et il reste le bien immobilier.

Apport de l'enseignant : A chaque échéance, il consacre une part de son revenu ; ces remboursements sont donc une épargne et c'est le revenu épargné qui permet de devenir propriétaire, du logement. L'épargne accumulée permet de constituer un patrimoine.

Transition à l'oral :

Questions :

1. Pourquoi est-il intéressant pour une banque de faire un crédit ?

Le crédit est une source de revenu importante pour les banques car elles reçoivent des intérêts en contrepartie de l'argent prêté (pourcentage de la somme prêtée qui est versé à la banque pour rémunérer le risque qu'elle a pris en prêtant de l'argent).

2. Quelle peut-être la tentation des banques ?

Le coût de la création monétaire étant quasi-nul, la tentation est donc grande d'en abuser et d'accorder un maximum de crédits. Mais en réalité le pouvoir de création monétaire des banques n'est pas illimité.

II Comment et pourquoi limiter la création monétaire

Objectifs : Les élèves devront être capables de :

- De définir les termes suivants : liquidités des banques, monnaie centrale, réserve obligatoire, compensation interbancaire.
- D'expliquer pourquoi la création monétaire des BSR est limitée ;
- D'expliquer ce qu'est la compensation interbancaire.

Préambule : Jusqu'à présent, nous avons raisonné dans un système limité à une seule banque. Tous les autres agents économiques du pays ont forcément un compte courant auprès de ce seul établissement bancaire et la monnaie scripturale ne fait que circuler d'un compte à un autre. Dans ce cas, la banque n'a pas à faire face à des fuites. Son pouvoir de création monétaire est donc illimité. En réalité, le pouvoir de création monétaire d'une banque est limité par sa contrainte de liquidité du fait que ses clients peuvent réaliser, d'une part, des retraits de billets et, d'autre part, des transactions économiques avec des agents ayant leur compte dans une banque différente. Une banque s'expose ainsi à des fuites de liquidité en monnaie banque centrale à partir du moment où elle ne fonctionne plus en circuit bancaire fermé, situation dans laquelle la circulation de la monnaie scripturale ne se fait qu'entre les comptes qu'elle gère.

Liquidités des banques : On parle de liquidité des banques pour désigner leurs fonds en monnaie banque centrale.

Transition : Précédemment, nous avons abordé le fait qu'une banque s'expose à des fuites de liquidité en monnaie banque centrale. Maintenant, nous allons qu'il existe trois types de fuite.

A Les demandes de crédit

Document 2 :

Si un banquier n'a besoin que de son stylo pour créer de la monnaie, on peut se demander ce qui empêche une création infinie de monnaie. En fait, la création monétaire est limitée par la demande de monnaie, par les besoins des banques en billets et par les interventions de la Banque centrale. Les banques ne créent pas de la monnaie pour le plaisir, mais en réponse à une demande de monnaie. La création monétaire est donc bornée par les besoins en liquidités

des agents non financiers, et ces besoins eux-mêmes sont élevés durant les périodes de forte activité, mais réduits dans les périodes de ralentissement de l'activité. [...]

Source : Généreux J., (1992), *Introduction à l'économie*, coll. « Points économie », Le Seuil.

Questions :

1. Pourquoi la demande de crédit est-elle une limitation à la création monétaire ?

Pour qu'une banque accorde un crédit, il faut qu'il y ait une demande de crédit. C'est la faiblesse de la demande de crédit qui limite la création monétaire.

2. De quoi dépend la demande de crédit ?

Elle est liée à l'activité économique, à l'évolution de la production : la masse monétaire augmente lorsque l'activité économique est plus forte, car plus il y a de production, plus il y a besoin de monnaie, car les entreprises sont incitées à investir et ont donc besoin de se financer.

B Les retraits de billet

Document 3 :

Les besoins des banques en billets.

Les clients des banques font circuler une partie de la monnaie créée par les banques, non sous sa forme initiale de monnaie scripturale, mais sous forme de billets. Or, les banques ordinaires ne peuvent pas émettre de billets ; elles doivent se les procurer en effectuant des retraits sur leur compte à la Banque centrale. [...]

Le contrôle de la Banque centrale.

La Banque centrale contrôle donc indirectement la création monétaire des banques en contrôlant la mesure dans laquelle elles pourront satisfaire les besoins en monnaie Banque centrale engendrés par cette création monétaire.

Source : Généreux J., (1992), *Introduction à l'économie*, coll. « Points économie », Le Seuil.

Question : Après avoir rappelé qui émet les billets, vous vous demanderez pourquoi les besoins des banques en billets sont-ils une limitation à la création monétaire ?

Les billets sont émis par la Banque centrale (monopole), on parle de monnaie centrale. Quand une banque accorde un crédit, le client peut retirer de la monnaie sous forme de billets. Cela est une limite à la capacité des banques commerciales à créer de la monnaie parce que les banques doivent se procurer des billets auprès de la Banque centrale. Celle-ci a ainsi un contrôle sur la création monétaire car elle décide de la facilité avec laquelle les banques vont pouvoir se refinancer en monnaie centrale, par exemple.

C Les opérations de banque à banque

Document 4 : Un pouvoir de création monétaire limité.

« Ce pouvoir de création monétaire que détient la banque revêt bien un caractère exceptionnel. (...) Mettons fin toutefois à l'impression de « magie » qui pourrait se dégager de la présentation. Le pouvoir de création monétaire des banques est limité et encadré. L'organisation du système bancaire est, en effet hiérarchisé : dans le dispositif de création et de gestion des moyens de paiement, les banques sont placées *sous l'égide*¹¹ de la Banque centrale (c'est pourquoi on utilise parfois l'expression « banque de premier rang » pour désigner la Banque centrale et « banque de second rang pour désigner les banques commerciales). Or la Banque centrale exige des banques qu'elles détiennent en réserve sur leurs comptes auprès d'elle un pourcentage du montant des dépôts qu'elles gèrent. Ce n'est pas la seule limite au pouvoir de création monétaire des banques. Enfin la limite la plus importante au pouvoir de création monétaire d'une banque prise isolément, tient tout simplement à la circulation monétaire au sein du secteur bancaire. Quand monsieur Dupont obtient un crédit de 15 000 euros auprès de la banque X, ce n'est pas pour ne rien en faire. Monsieur Dupont a demandé ce crédit parce qu'il veut acheter une voiture ou faire des travaux dans son appartement, etc. : en bref pour le dépenser. Les 15 000 euros créés par la banque X vont ainsi circuler. Supposons que Monsieur Dupont ait acheté une voiture grâce à son crédit et que son concessionnaire ait un compte auprès de la banque Y. Les 15 000 euros qui ont été créés seront alors transférés du compte de Monsieur Dupont chez la banque X à celui du concessionnaire chez la banque Y. La banque X devra alors régler 15 000 euros à la

¹¹ Sous la protection de.

banque Y en monnaie centrale. (...). Ce que doit la banque X à la banque Y sera en partie compensé par des dépôts de chèques de ces clients sur des clients de la banque Y. »

Source : Couppey Soubeyran Jézabel, (2010), *Monnaie, banque, finance*.

Questions :

1. Lorsque la banque X accorde à son client un crédit de 15 000 et que celui-ci fait un chèque de ce même montant à un client de la banque Y. Que se passe-t-il ?

La banque X accorde un crédit à son client, elle crée de la monnaie scripturale et met à disposition de Monsieur Dupont 15 000 euros. Lorsque celui-ci fait un chèque de ce même montant à son concessionnaire qui est client de la banque Y, le compte bancaire du concessionnaire est crédité de 15 000 euros et le compte de monsieur Dupont est débité de 15 000 euros. Ainsi, les 15 000 euros créés par la banque X **circulent** (de la banque X vers la banque Y).

2. La banque Y accepte-t-elle la monnaie scripturale créée par la banque X ?

Non, chaque banque crée sa propre monnaie scripturale (monnaie privée).

Apport de l'enseignant : Il faut donc une monnaie d'un rang supérieur, celui de la Banque centrale (qui est la banque des banques).

3. Que faut-il entendre par « monnaie centrale » ou « monnaie banque centrale » ?

La monnaie centrale est la monnaie commune à l'ensemble des banques. Nous pouvons préciser que la monnaie fiduciaire est de la monnaie centrale. Elle est émise par une seule institution : la Banque centrale. Les BSR n'ont pas le pouvoir de créer de la monnaie centrale.

4. Par conséquent que va exiger de la banque X, la banque Y ?

La banque Y va exiger que la banque X lui règle la transaction en monnaie centrale.

Apport de l'enseignant : Ainsi, le compte qu'a la banque X auprès de la Banque centrale sera débité de 15 000 euros (en monnaie centrale).

5. Pourquoi peut-on dire que la circulation monétaire au sein du système bancaire limite le pouvoir de création monétaire ?

La circulation monétaire, c'est-à-dire le fait que la monnaie scripturale créée circule d'une banque de second rang à une autre banque (de la banque X vers banque Y), limite le pouvoir de celles-ci car chaque BSR exigera d'être réglée dans une monnaie commune : la monnaie centrale qu'elles n'ont pas le pouvoir de créer. Par conséquent, lorsqu'une BSR accorde un crédit à son client, elle sait que son client va dépenser la somme qu'elle lui a accordé. Il va par exemple acheter des biens (voiture, immeuble...) à d'autres personnes qui peuvent être client d'une autre banque. Cela obligera donc la banque qui a octroyé un crédit à détenir et conserver de la monnaie banque centrale pour pouvoir régler ses transactions avec les autres banques.

Apport de l'enseignant : Cette limite est appelée **fuite interbancaire**

6. Commentez la phrase soulignée. (L'enseignant pourra guider les élèves par des questions intermédiaires en prenant un exemple)

La phrase soulignée fait référence à la circulation monétaire qui se déroule au sein du système bancaire. Lorsqu'une banque crée de la monnaie scripturale en accordant un crédit à un client, elle sait que celui va dépenser la somme qu'elle lui a accordée en achetant par exemple des biens à des personnes qui peuvent être clients d'une autre banque. Dans ce cas, le compte dont elle dispose auprès de la banque centrale sera débité d'un certain montant.

En revanche cette fuite peut être compensée par les dépôts de ses clients. En effet, si Monsieur Dupont dépose à sa banque X un chèque de 5000 euros que lui a fait un individu client de la banque Y, alors la banque Y devra régler la banque X en monnaie Banque centrale à hauteur de 5000 euros.

Apport de l'enseignant : Pour désigner cela, les économistes parlent de **compensations interbancaires**. Les compensations interbancaires désignent les opérations qui consistent pour les BSR à calculer les dettes et les créances qu'elles ont les unes sur les autres. Le règlement des transactions interbancaires a lieu une fois par jour.

7. Quel lien peut-on faire entre le pouvoir de création monétaire des banques de second rang et leur nombre ?

On peut dire que plus le nombre de BSR est élevé, plus leur pouvoir de création monétaire est réduit car les risques de fuites interbancaires seront grands. A l'inverse, le fait qu'il y ait un petit nombre de BSR accroît leur capacité à créer de la monnaie car les risques de fuites

interbancaires seront moins élevés. Donc s'il n'y avait qu'une seule banque, toute la monnaie scripturale créée reviendrait vers cette banque, celle-ci ne serait donc pas limitée dans son pouvoir de création monétaire par les fuites interbancaires.

8. Quel(s) lien(s) existe(nt)-il(s) entre la Banque centrale et les banques de second rang ?

Rappel à l'oral : Nous avons vu que la BC était la seule institution qui émettait la monnaie banque centrale dont les banques de second rang ont besoin pour régler leurs transactions interbancaires. Ces règlements interbancaires s'effectuent par le biais du compte dont dispose chaque banque auprès de la Banque centrale.

La Banque centrale exige également que chaque BSR détienne sur leur compte auprès d'elle un certain pourcentage (en monnaie centrale) du montant des dépôts qu'elle gère.

Apport de l'enseignant : En 2014, les BSR devaient mettre en réserve 1% du montant des dépôts qu'elles géraient.

Second apport de l'enseignant : Les économistes utilisent le concept de **réserves obligatoires** pour désigner les avoirs en monnaie centrale que les banques de second rang sont tenues de détenir sur un compte auprès de la Banque centrale (dans notre exemple : 150 euros).

9. Pourquoi peut-on dire que par le biais des réserves obligatoires qu'elle fixe, la banque centrale limite la création monétaire des banques de second rang.

On peut dire que par le biais des réserves obligatoires, la Banque centrale limite le pouvoir de création monétaire des BSR car elle les oblige à conserver sous forme de monnaie centrale (c'est une monnaie que les BSR ne peuvent pas créer) un certain pourcentage du montant des dépôts qu'elles gèrent. Autrement dit, plus les dépôts que gèrent les BSR sont nombreux et d'un montant élevé, plus elles devront détenir de monnaie centrale et elles ne pourront pas l'utiliser pour faire face à leur fuite interbancaire.

10. Quel est le risque d'une banque qui accorderait plus de crédit que ses concurrentes ?

Elle risquerait de devoir fournir une quantité importante de monnaie centrale aux banques concurrentes et, en conséquence, de ne pas disposer de suffisamment de monnaie banque centrale pour régler ses dettes envers les autres banques. Une banque qui émettrait trop de

monnaie scripturale s'exposerait donc à un risque d'illiquidité (pénurie de liquidités de monnaie banque centrale) du fait d'être au sein d'un système à plusieurs banques.

Transition : Si une BSR ne dispose pas de la monnaie centrale nécessaire pour régler les fuites interbancaires, que peut-elle faire ? Comment une BSR peut-elle se procurer de la monnaie centrale nécessaire à son activité ?

III Le marché monétaire

Objectifs : Les élèves devront être capables de :

- D'expliquer le processus de refinancement ;
- De définir ce qu'est un marché monétaire ;
- D'expliquer le lien entre le coût du refinancement bancaire et la création monétaire des banques de second rang.

Document 5 : Le refinancement des banques, le marché monétaire et la Banque centrale

« Les banques ordinaires sont des entreprises dont la création de monnaie scripturale est la production principale. Comme toute entreprise, elles doivent posséder une trésorerie. Les banques trouvent généralement cette trésorerie en monnaie banque centrale grâce aux dépôts en billets de banque que leur font certains de leurs clients. C'est souvent suffisant mais pas toujours. Pour éviter aux banques d'être en cessation de paiement, des mécanismes de refinancement ont été depuis longtemps mis en place. (...)

Comme dans la plupart des pays, depuis la fin des années 1960, on a mis progressivement en place un marché monétaire. C'est un marché des trésoreries disponibles. Les banques qui manquent de trésorerie peuvent ainsi en emprunter à celles qui en ont plus que nécessaire. (...)

Les banques ne sont pas les seuls intervenants sur le marché monétaire. La plupart des autres institutions financières, les assurances et les grandes entreprises peuvent aussi y trouver ou apporter de la trésorerie en monnaie banque centrale. S'il n'y a pas assez de trésorerie

disponible sur le marché monétaire, la Banque centrale peut intervenir pour l'approvisionner. Au travers de cette intervention, elle régule la création de monnaie scripturale ».

Source : Albertini Jean-Marie, (1996) *L'argent*, Editions Milan, Coll. Les essentiels, pp. 30-31.

Questions :

1. De quoi la trésorerie des banques se compose-t-elle ?

La trésorerie des BSR se compose de la monnaie banque centrale qu'elles détiennent (billet et monnaie scripturale émise par la banque centrale).

2. Pourquoi les banques ont-elles besoin de conserver cette trésorerie ?

Il est essentiel aux banques de conserver une trésorerie pour ne pas s'exposer à un risque d'illiquidité.

3. D'après l'état de vos connaissances et à l'aide du document 4, qu'est-ce que le refinancement ?

Le refinancement : Le refinancement bancaire désigne l'ensemble des moyens qui permettent aux banques de second rang de se procurer de la monnaie banque centrale qui leur est nécessaire pour faire face aux fuites (fuites interbancaire, retrait au guichet, réserve obligatoire) hors de leur circuit bancaire.

4. Qu'est-ce qu'un marché monétaire ? Quel est son rôle ?

Le marché monétaire est le marché où les agents économiques accrédités (banques, grandes entreprises, autres institutions financières) peuvent prêter la monnaie centrale dont ils disposent et emprunter la monnaie banque centrale dont ils ont besoin. Ainsi sur le marché monétaire, les BSR qui ont un surplus de monnaie centrale peuvent prêter ce surplus aux BSR qui ont besoin de monnaie centrale.

Apport 1 de l'enseignant : On dit que les BSR se procurent des liquidités pour désigner le fait qu'elles empruntent de la monnaie centrale.

Le terme de liquidité prend ici un sens différent de ce que nous avons vu précédemment. Mais attention, ils ne sont pas si différents puisque la liquidité banque centrale permet aux banques de second rang de s'acquitter de toutes les dettes.

Apport 2 de l'enseignant : Le marché interbancaire est un sous ensemble du marché monétaire qui permet aux BSR de se procurer les liquidités (monnaie centrale) dont elles ont besoin ou de placer les liquidités dont elles disposent en excès. **C'est donc sur le marché interbancaire que les BSR se refinancent.** Sur le marché interbancaire, la confrontation entre l'offre et la demande de liquidité aboutit à un prix qui est le **taux d'intérêt**. Le taux d'intérêt est un prix exprimé en pourcentage. Il mesure le coût d'une opération de crédit (ici coût ou prix payé pour obtenir des liquidités). Exemple : lorsque vous contractez un crédit auprès de votre banque cela a un coût => le taux d'intérêt que vous payez.

5. Si l'offre de liquidité est supérieure à la demande de liquidité, que fait le taux d'intérêt ?
Quelle conséquence cela a-t-il sur le coût du refinancement bancaire ?

Si l'offre de liquidité est supérieure à la demande de liquidité, le taux d'intérêt baisse ce qui rend le refinancement bancaire moins coûteux. A l'inverse, si la demande de liquidité est supérieure à l'offre de liquidité, le taux d'intérêt augmente ce qui rend le refinancement bancaire coûteux pour les BSR.

6. Quel lien peut-on faire entre le coût du refinancement bancaire et la création monétaire des banques de second rang ?

Plus le refinancement bancaire est coûteux pour les BSR moins elles seront incitées à créer de la monnaie car elles devront payer cher pour se procurer la monnaie centrale dont elles peuvent avoir besoin pour faire face aux fuites hors de leur système bancaire. A l'inverse, plus le coût du refinancement bancaire est faible, plus les BSR seront incitées à créer de la monnaie car elles savent qu'en cas de besoin, elles pourront se procurer de la liquidité à moindre coût.

Question à l'oral : Si le coût du refinancement bancaire est coûteux, quelle conséquence cela va-t-il avoir sur le taux d'intérêt des crédits que les BSR vont accorder à leurs clients ?

Plus le coût du refinancement bancaire est élevé, plus le taux d'intérêt des crédits accordés par les BSR à leurs clients va être élevé. Cela signifie qu'il sera plus coûteux pour les ménages, les entreprises de contracter un crédit.

Remarque : Selon les clients, le taux d'intérêt que va payer le client va être plus ou moins élevé.

7. Comment la Banque centrale peut-elle intervenir sur le refinancement bancaire ?

Elle peut injecter ou retirer de la monnaie centrale (monnaie qu'elle est le seul à émettre). Par conséquent, la Banque centrale peut intervenir sur le coût du refinancement bancaire. De manière générale, lorsqu'elle injecte des liquidités, elle va faire baisser le coût du refinancement bancaire et lorsqu'elle retire des liquidités, elle augmente le coût du refinancement des banques. Donc la Banque centrale contrôle la monnaie centrale pas la masse monétaire.

IV Quel est le rôle de la Banque centrale ?

Objectifs : Les élèves devront être capables d'expliquer les rôles de la Banque centrale :

- Elle contrôle la monnaie centrale par la masse monétaire ;
- Elle a une fonction de prêteur en dernier ressort ;
- Elle met en œuvre la politique monétaire.

A Le contrôle de la masse monétaire

Document 6 :

« La Banque centrale peut influencer la création monétaire des banques en contrôlant la liquidité bancaire, c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les banques peuvent se procurer les avoirs liquides en monnaie banque centrale nécessaires pour satisfaire les demandes de billets. Elle peut le faire essentiellement par ses interventions sur le marché monétaire. La Banque centrale intervient sur le marché monétaire pour prêter de la monnaie centrale aux banques moyennant paiement d'un intérêt. (...) Elle détermine le taux d'intérêt auquel elle prête la monnaie banque centrale, et ce faisant, elle joue un rôle directeur pour les taux d'intérêt pratiqués entre banques. (...) La Banque centrale peut faciliter le refinancement des banques, et donc la création monétaire, en offrant beaucoup de liquidités et en faisant baisser ses taux d'intérêt, ou, au contraire, freiner la création monétaire en réduisant son offre de monnaie et en relevant ses taux d'intérêt ».

Source : Généreux Jacques, (1999), *Introduction à la politique économique*, Le Seuil.

Question :

1. Comment la Banque centrale influence-t-elle la création monétaire par les banques de second rang ?

L'enseignant précisera que sur le marché monétaire, il y a plusieurs intervenants. Les banques se prêtent entre elles de la monnaie centrale. Ainsi, la Banque centrale n'est qu'un acteur parmi d'autres. Elle joue un rôle directeur sur les taux pratiqués par les banques. En effet, des taux d'intérêt élevés devraient dissuader les agents d'emprunter, ce qui limiterait la création monétaire. A l'inverse, des taux d'intérêt bas devraient inciter les agents à emprunter, ce qui augmenterait la création monétaire.

Attention : Le taux auquel elle prête de la monnaie centrale influence le prix de la monnaie centrale, mais elle ne le détermine pas.

Apport de l'enseignant : on appelle taux directeur le taux d'intérêt **pratiqué par la Banque centrale** ; c'est le prix de la monnaie centrale.

B Le prêteur en dernier ressort

Document 7 :

En 2007, les premières manifestations de la crise des subprimes ¹ ont installé un tel climat de défiance que [les banques] refusaient de se prêter mutuellement de l'argent via le marché monétaire : de nombreuses banques se sont donc trouvées en situation de manque de liquidités, ne pouvant honorer leurs engagements par incapacité à trouver la liquidité nécessaire alors même que les banques en question détenaient des actifs ayant une valeur supérieure aux engagements pris ! Afin d'éviter une vague de faillites bancaires, dommageable pour l'ensemble de l'économie, les banques centrales ont joué leur rôle de "prêteur en dernier ressort" : elles ont "injecté" des liquidités, ce qui signifie qu'elles ont alimenté le marché interbancaire en liquidité. Leur action a consisté à accorder massivement des prêts aux banques qui en avaient besoin, en échange d'actifs, servant de garantie. L'offre de liquidités aux banques commerciales figure parmi les "activités normales" des banques centrales (...) Face au caractère exceptionnel de la situation, les banques centrales ont cependant modifié les modalités d'octroiement de la liquidité et les montants en jeu : elles ont

accepté une gamme plus vaste d'actifs comme garantie, accordé des prêts plus longs et plus importants, et élargi la liste des banques pouvant en bénéficier.

Source : Couderc N. et Montel-Dumont O., (2009), *Des subprimes à la récession, comprendre la crise*, La Documentation française.

1 Subprime : prêt à haut risque, crédits hypothécaires à taux variable (crédits immobiliers) accordés à une clientèle peu solvable.

Questions :

1. Quelle est la conséquence d'une crise de confiance des banques les unes envers les autres ?

Les banques refusent alors de se prêter de la monnaie centrale lors des opérations de compensation. Cela a pour effet de fortement réduire, voire bloquer, les crédits accordés aux agents non financiers.

1. Pourquoi dit-on que la Banque centrale a le rôle de prêteur en dernier ressort ?

La Banque centrale doit veiller à ce que le système financier ne se bloque pas par manque de liquidité si, par exemple, les banques de second rang ne se prêtent plus entre elles (cas de la crise des *subprimes*).

La Banque centrale peut **prêter en dernier ressort** c'est-à-dire qu'en cas de difficultés, c'est elle qui prêtera les fonds nécessaires pour éviter le risque d'illiquidité des banques. Lors de la crise des *subprimes*, comme les banques de second rang ne se faisaient plus confiance entre elles, les banques centrales ont, pour éviter l'effondrement du système, dû prêter de la monnaie centrale en grande quantité.

C La politique monétaire

Document 8 :

- **Une demande insuffisante**

Lorsqu'une économie est en sous-emploi de ses moyens de production (chômage et sous-utilisation des capacités physiques de production), c'est que la demande est insuffisante pour engendrer une production qui [utilise tous les facteurs de production disponibles]. Une augmentation de l'activité de crédits des banques, qu'il s'agisse de crédits à la consommation octroyés à des particuliers ou de crédit consentis à des entreprises pour réaliser des projets d'augmentation de leur production, crée une demande supplémentaire. Si l'économie est en sous-emploi, cette demande peut être immédiatement satisfaite par une augmentation de la production, égale à la demande supplémentaire. L'augmentation de la production engendre une augmentation équivalente des revenus. En effet, les entreprises qui ont augmenté leur production ont [automatiquement] distribué sous forme de salaires et de profits la valeur de la production supplémentaire. En créant ex nihilo de la monnaie par une augmentation de leurs crédits, les banques créent des droits supplémentaires sur la production. Les bénéficiaires des crédits disposent en effet de quantités supplémentaires de monnaie immédiatement échangeables en biens et services réels.

- **Une demande excédentaire**

Il n'en serait pas de même si l'économie, très proche de la saturation des capacités de production, n'était pas capable de répondre par une augmentation de la demande engendrée par la création monétaire. Dans ce cas, les entreprises à qui s'adresse la demande supplémentaire, ne pouvant augmenter leur production augmentent leur prix. Par propagation, l'ensemble des prix est modifié, à des degrés divers. Le niveau général des prix augmente, donc la monnaie se déprécie, tandis que les prix relatifs se modifient.

Source : Giraud Pierre-Noël, (2009), *Le commerce des promesses*, Seuil.

Questions :

1. D'après l'état de vos connaissances et à l'aide du document 7, qu'est-ce que le sous-emploi ?

Les facteurs de production ne sont pas utilisés en totalité. L'économie pourrait produire plus de richesses en augmentant la quantité de facteurs de production utilisés.

2. Dans le cas d'une demande insuffisante, comment l'augmentation des crédits accordés par les banques de second rang permet-elle d'augmenter la demande de biens et services ?

En augmentant les crédits accordés par les banques de second rang, cela permet aux agents non financiers d'augmenter leur consommation et/ou leur investissement, car ils disposent d'une quantité supplémentaire de monnaie échangeable (monnaie scripturale) contre des biens et services. Il y a donc augmentation de la demande.

3. A partir de la phrase soulignée, expliquez comment le niveau général des prix influence-t-il le pouvoir d'achat de la monnaie.

Pouvoir d'achat de la monnaie (rappel) : désigne la quantité de biens et de services qu'une unité monétaire permet d'acquérir. Il est égal à l'inverse du niveau général des prix.

Lorsque le niveau général des prix augmente, le pouvoir d'achat de la monnaie diminue (et inversement).

4. Comment la banque centrale peut-elle influencer le pouvoir d'achat de la monnaie ?

Si les capacités de production sont toutes utilisées, la banque centrale peut limiter la création monétaire des banques de second rang, par exemple en durcissant les conditions de refinancement des banques, et ainsi limiter la hausse du niveau général des prix. Elle aidera ainsi au maintien du pouvoir d'achat de la monnaie.

Synthèse : Il sera demandé aux élèves de réaliser deux synthèses répondant aux questions suivantes : Quel est le rôle des banques de second rang ? Quels sont les fonctions de la Banque centrale ?

Proposition de correction : Quel est le rôle des banques de second rang ?

Les banques de second rang désignent toutes les banques qui ne sont pas la Banque centrale. La monnaie est créée par les banques (Banque centrale et BSR) au cours des opérations de crédit : une banque peut en effet prêter une somme à un individu ou une entreprise (en

l'inscrivant sur son compte) sans avoir en réserve un montant équivalent. Au fur et à mesure que le prêt est remboursé, la monnaie initiale créée est détruite.

Le pouvoir de création monétaire des banques est néanmoins limité par l'existence de différentes banques : supposons que la banque A crée 10 000 euros qu'elle prête à un individu. Ce dernier va effectuer des achats en payant en chèque ou par carte de crédit à des agents qui ne sont pas forcément clients de la même banque. Il peut aussi retirer une partie de cette somme en espèces. La banque A va devoir transférer de la monnaie aux banques détentrices des comptes des autres clients et fournir des pièces et billets aux personnes à qui elle a octroyé un crédit. Or les autres banques n'acceptent que la monnaie créée par la Banque centrale (monnaie centrale). Elles doivent donc disposer d'une certaine réserve en monnaie centrale pour faire face aux fuites.

Si elle ne dispose pas d'assez de monnaie centrale dans ses réserves, une banque de second rang peut emprunter, les sommes manquantes à la Banque centrale ou à d'autres institutions.

Proposition de correction : Quelles sont les fonctions de la Banque centrale ?

La Banque centrale dite de banque de premier rang assure le fonctionnement du système bancaire en jouant un rôle de « banque des banques ». Chaque banque dispose en effet d'un compte à la Banque centrale dans lequel sont inscrites les réserves en monnaie centrale qu'elle possède et ce qu'elle doit aux autres banques. La Banque centrale possède notamment trois fonctions :

Le pouvoir de création monétaire des banques de second rang est encadré par l'action de la Banque centrale qui peut agir sur la quantité de monnaie en circulation dans l'économie de deux façons : 1) Le système bancaire est hiérarchisé et la Banque centrale exige des banques qu'elles détiennent en réserves sur leurs comptes auprès d'elle un pourcentage des dépôts qu'elles gèrent. Il s'agit du taux de réserve obligatoire. Ces réserves obligatoires sont déposées en monnaie Banque centrale sur le compte de la banque de second rang à la Banque centrale. En augmentant ce taux, la banque centrale limite la quantité de crédits que les banques peuvent accorder. Pour la zone euro, le taux de réserve obligatoire est de 1%. 2) De plus, la Banque centrale joue un rôle directeur sur les taux pratiqués par les banques. En effet, des taux d'intérêt élevés devraient dissuader les agents d'emprunter, ce qui limiterait la création

monétaire. A l'inverse, des taux d'intérêt bas devraient inciter les agents à emprunter, ce qui augmenterait la création monétaire.

Le rôle de prêteur en dernier ressort est l'un des attributs de la Banque centrale. Elle est ainsi garante de la liquidité bancaire. En tant que "prêteur en dernier ressort", elle fournit une sorte d'assurance contre le risque d'illiquidité et de blocage du système financier dans son ensemble. Prêter en dernier ressort, c'est créer de la monnaie centrale. En théorie, le prêteur en dernier ressort prête aux établissements solvables mais illiquides. L'objectif est d'éviter des faillites bancaires en cascade. Cette fonction consiste à suspendre la contrainte de liquidité pour permettre un retour à un fonctionnement normal du marché. Durant la crise de confiance de l'été 2007, lorsque les banques refusaient de se prêter de la monnaie centrale, la Banque centrale Européenne fut contrainte d'intervenir tous les jours pour apporter environ 200 milliards d'euros, montant que les banques s'échangeaient entre elles quotidiennement avant la crise de liquidités et "l'assèchement du marché monétaire".

La mise en œuvre de la politique monétaire. La Banque centrale a pour rôle principal de préserver le pouvoir d'achat de la monnaie. Le pouvoir d'achat varie, entre autre, en fonction du niveau général des prix : l'objectif principal de la politique menée par la Banque Centrale Européenne est ainsi d'assurer la stabilité des prix.

P.III. APPRECIATION DES DISPOSITIFS MIS EN ŒUVRE

P.III.1. LE MODE D'ÉVALUATION DES DISPOSITIFS

A L'enjeu pédagogique de l'évaluation

L'évaluation est une procédure qui permet d'apprécier la valeur d'un travail fourni, à partir d'un objectif précis et en vue de prendre une décision. L'évaluation remplit une « fonction de régulation des apprentissages » (Scallon, 2000, p. 14). Tant pour l'enseignant que pour l'élève, elle est un indicateur permettant de contrôler la réalisation des objectifs qui ont été fixés au cours des différentes séquences d'apprentissage.

Du point de vue des élèves, l'évaluation leur permet de savoir dans quelle mesure les objectifs qu'on leur a fixés ont été atteints. Dans le cas contraire, elle fournit une indication de la distance qui les sépare des objectifs. En ce sens, elle permet de prendre conscience des ajustements à réaliser pour les apprentissages ultérieurs. Par exemple, si à l'issue d'un devoir de fin de chapitre, un élève obtient une note sensiblement inférieure à la moyenne (ou nettement inférieure à la moyenne de la classe), cette note permet de fournir une série d'indications :

- Le volume de travail produit pour la préparation du devoir est peut être insuffisant.
- La méthode lors de la préparation du devoir était peut-être inadaptée : l'élève avait par exemple le sentiment « d'avoir appris et mémorisé ». Si l'enseignant donne des consignes de révision précises (par exemple, préparer le devoir en s'entraînant sur des exercices préparés en classe sans se contenter d'apprendre les formules), cette consigne pourra prendre, aux yeux de l'élève, une légitimité plus grande à l'issue d'une évaluation ratée.
- Lors du devoir, l'élève a pu rencontrer des difficultés dans la gestion de contrainte de temps. Il constate a posteriori, que la majorité de ses camarades a pu terminer, ce qui explique en partie sa note par rapport à la moyenne de la classe.

Ces trois indications incitent l'élève à entrer dans un processus d'ajustement :

- Il doit fournir un certain volume de travail pour réussir son devoir ;
- Il constate que préparer le devoir en relisant uniquement ses fiches méthode ne le protège pas des contresens et des erreurs.

- Il réalise qu'il doit parvenir à travailler plus rapidement.

Les élèves sont également très attachés à la traduction chiffrée des résultats de l'évaluation. La note représente souvent, d'un strict point de vue utilitaire, le déterminant essentiel qui incite au travail.

Du point de vu de l'enseignant, l'évaluation lui permet également d'avoir un retour sur ses pratiques pédagogiques. En fonction des résultats des élèves lors de l'évaluation, il peut analyser la portée, voire la pertinence des séquences d'apprentissage qu'il a mise en œuvre par rapport aux objectifs visés. Les erreurs commises par les élèves ainsi que les difficultés qu'ils rencontrent peuvent donner à l'enseignant des indications sur l'efficacité du choix ainsi que sur la formulation de ses objectifs. On peut noter que cette fonction de régulation pédagogique de l'évaluation rencontre souvent des difficultés à être reconnue et utilisée dans les processus d'apprentissages. En effet, l'influence des conceptions pédagogiques traditionnelles reste forte. Elles conduisent à ce que l'évaluation soit perçue essentiellement comme une sanction négative dont la fonction est d'identifier les élèves qui ont commis des « fautes », qui ne sont pas « au niveau », qui n'ont pas assez travaillé. Un changement de point de vue est donc nécessaire, il faut considérer que l'erreur est un outil pour enseigner et pour apprendre (Astolfi, 2011).

B L'évaluation proposée aux élèves de première

L'évaluation qui a été proposée aux élèves est une évaluation sommative. Elle permet de dresser un bilan des acquisitions de l'élève en fin de chapitre. Généralement, cette évaluation se traduit par une note qui permet de mesurer la distance qui sépare la production de l'élève des principaux objectifs de savoirs et de savoirs faire. C'est la fonction pédagogique de cette forme d'évaluation. Par ailleurs, l'évaluation sommative permet de certifier les acquis des élèves. En ce sens, elle remplit une fonction de sélection.

Au vu de préparer au mieux les élèves au baccalauréat, l'évaluation proposée se rapproche d'une épreuve composée, qui dure 2h au lieu de 4h. Elle est composée de trois parties :

Partie I : Mobilisation des connaissances (notée ici sur 8 points au lieu de 6) :

Le candidat doit répondre à des questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire. Cette première partie de l'épreuve est composée des quatre questions suivantes :

- 1) Quelles sont les différentes façons de financer un investissement pour une entreprise ?
- 2) Qu'est-ce que le risque de crédit ? Quel est le lien existant entre le taux d'intérêt et le risque de crédit ?
- 3) Comment le financement de l'économie en France a-t-il évolué au cours des 30 dernières années ?
- 4) En vous appuyant sur les approches fonctionnalistes et institutionnalistes de la monnaie, donnez la définition de la monnaie. Vous présenterez succinctement chacune des fonctions.

Partie II : Etude d'un document (noté ici sur 2 points au lieu de 4) :

Le candidat doit répondre à une question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information. Cette deuxième partie comporte une question générale et un document de nature strictement factuelle.

« Au cours de l'année 2010, le footballeur Cantona organisa une action collective contre les banques en demandant aux ménages et aux entreprises de « retirer » leurs dépôts afin de ne plus permettre aux banques d'assurer leur activité d'allocation de crédits. Dans la représentation simplifiée, mais surtout erronée, du fonctionnement des banques, les dépôts étaient supposés financer les prêts. Il s'agit d'un contresens économique très lourd : ce ne sont pas les dépôts qui font les prêts, mais les prêts qui font les dépôts ».

Didier Marteau, **Les marchés de capitaux**, Armand Colin, Coll. Coursus, 2012, p. 58

Question : Expliquez pourquoi ce sont les prêts qui font les dépôts. Illustrez avec un exemple.

Partie III : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (notée sur 10 points comme le jour du baccalauréat) :

Le candidat doit traiter le sujet en développant un raisonnement, en exploitant les documents du dossier, en faisant appel à ses connaissances personnelles, en composant une introduction, un développement et une conclusion.

Pour cette troisième partie, la consigne était la suivante :

Vous répondrez à la question suivante en vous appuyant sur le dossier documentaire :

Le processus de création monétaire des banques est-il illimité ?

Document 1

Prenons le cas d'une entreprise qui emprunte auprès de sa banque. Le mécanisme de la création monétaire se réalise par un accroissement simultané de l'actif et du passif de l'établissement bancaire concerné, illustré par le schéma ci-après :

Banque

Actif	Passif
Créance	Dépôt à vue

Entreprise

Actif	Passif
Avoir	Dette

Document 2

Le pouvoir de création monétaire des banques est d'abord limité par le fait qu'une fois le crédit accordé, l'entreprise ou la personne qui en bénéficie dépense l'argent obtenu qui file donc vers le compte d'une autre banque. (...) Certaines banques vont se retrouver avec plus de « monnaie » reçue que de « monnaie » ayant fui vers d'autres établissements, et d'autres avec moins. Des liquidités seront alors échangées sur le marché interbancaire, c'est-à-dire entre banques. (...)

Source : D'après Coupey-Soubeyran Jézabel, Alternatives Economiques, n°289, mars 2010.

P.III.2. RESULTATS ET REMEDIATION DES DISPOSITIFS

A L'analyse des résultats

Sur la classe de première ES, du Lycée Thiers, composée de 34 élèves : 29 copies ont été rendues (mais une copie ne sera pas prise en compte, car l'élève a été surpris avec une antisèche : copie 8 et les 5 autres copies manquantes concernent des élèves absents. De plus, deux élèves sont en projet d'accueil personnalisé (PAI). Il est mis en place lorsque la scolarité d'un élève, notamment en raison d'un trouble de santé invalidant, nécessite un aménagement. Les copies concernées sont les numéros 2 et 9. Pour ces PAI, la question 4 de la partie 1 a été supprimée et la question 1 de la partie 1 a été notée sur 4 et non sur 2. Suite à l'analyse des copies, les résultats obtenus sont les suivants :

Partie I intitulée Mobilisation des connaissances (sur 8 points)

La première question était : Quelles sont les différentes façons de financer un investissement pour une entreprise ? Pour cette question les élèves devaient être capables de définir et de différencier les termes qui suivent :

- Capacité et besoin de financement
- Financement interne ou autofinancement
- Financement externe indirect
- Financement externe direct : actions et obligations.

Après la correction des copies on peut constater les résultats suivants :

Note obtenue	Pas de réponse	0.5/2	0.75/2	1/2	1.5/2	2/2
Nombre d'élève	1/28	1/28	2/28	2/28	6/28	16/28

En faisant l'hypothèse que les élèves ayant obtenus 1.5/2 ou 2/2 ont atteint l'objectif, on constate que les dispositifs mis en œuvre dans le cours sont une réussite. En effet, 22 élèves (les 6 élèves qui ont eu 1.5/2 et les 16 élèves qui ont eu 2/2) sur 28 ont obtenu ces notes, soit 79% de la classe.

Les élèves qui n'ont pas acquis les objectifs souhaités n'ont pas du tout ou mal défini les notions attendues (capacité de financement, besoin de financement, action et obligation, financement externe indirect et direct). Par exemple dans la copie 25, l'élève ne définit pas la notion de financement externe direct et, dans la copie 26, ce sont les termes de capacité de financement et de besoin de financement qui n'y sont pas précisés.

On observe à nouveau l'emploi du langage courant dans certaines copies : dans la copie 3 l'élève emploie le terme de « bénéfice » et dans la copie 17, il utilise « recette » à la place d' « épargne brute ».

La deuxième question était : Qu'est-ce que le risque de crédit ? Quel est le lien existant entre le taux d'intérêt et le risque de crédit ?

La réponse attendue était la suivante : Le risque de crédit est le risque auquel s'expose un créancier dans le cas où le débiteur se révèle incapable de respecter ses engagements, c'est-à-dire de rembourser sa dette ou de payer les intérêts de cette dette. Plus le risque de crédit est élevé, plus le créancier exigera un taux d'intérêt élevé.

Les résultats obtenus par les élèves sont les suivants :

Note obtenue	1/2	1.5/2	1.75/2	2/2
Nombre d'élève	5/28	5/28	1/28	17/28

On fait l'hypothèse qu'à partir de 1.5 l'objectif est atteint : le dispositif mis en place a fonctionné puisque 23 élèves sur 28 ont obtenu une note égale ou supérieure à 1.5 sur 2 ; soit 82%.

Mise en relief des erreurs commises par les élèves ayant obtenu la note de 1 sur 2 :

- Dans la copie le 13, le risque est seulement encouru par les institutions financières, tous créanciers peuvent encourir ce risque.
- L'élève a écrit que les crédits de courte durée étaient sans risque. (copie 5).
- Abus de langage : ce n'est pas le crédit qui est insolvable mais l'agent qui a contracté le crédit. (Copie 17).
- Les termes sont mal définis (copie 23).

Extrait de la copie 23 : « *par exemple, un agent économique qui peut paraître insolvable, présente un risque de crédit, donc l'agent économique qui va lui prêter la somme demandée sera incité à augmenter le taux d'intérêt, qui est le pourcentage qu'il recevra en plus de l'argent qu'il lui a prêté.* »

- Dans la copie 25, l'élève a mal formulé le risque de crédit et ne parvient pas à expliquer ce qu'est un taux d'intérêt.

Extrait de la copie 25 : « *le risque de crédit est qu'un individu fasse un crédit avec une personne insolvable. C'est-à-dire que cette personne ne pourra pas rembourser. [...] Si le taux d'intérêt représente une trop grande somme, la banque prend alors un risque de ne jamais voir la dette annulée. Plus la prime de risque est importante, plus le taux d'intérêt est élevé.* »

La troisième question était : Comment le financement de l'économie en France a-t-il évolué au cours des 30 dernières années ?

La réponse attendue pouvait se présenter ainsi :

Pendant la période des Trente Glorieuses, l'essentiel du financement de l'économie repose sur un financement externe indirect. Les banques sont les principaux acteurs de la mobilisation des ressources nécessaires à l'économie.

Cette première partie n'était pas obligatoire puisque la question demandait les 30 dernières années mais ces précisions figuraient dans leur cours.

A partir des années 1980, les agents à besoin de financement (les Etats et les grandes entreprises) se financent de plus en plus par émission de titre (financement externe). La part

des crédits bancaires dans les financements diminue. On parle de désintermédiation bancaire au sens strict.

On peut rappeler, que dans cette classe, il y a deux PAI qui ne devaient pas répondre à cette question (on passe donc de 28 à 26 copies). Le constat pour cette question est le suivant:

Note obtenue	Pas de réponse	0/2	1/2	1.5/2	1.75/2	2/2
Nombre d'élève ayant obtenu telle note	4/26	11/26	4/26	1/26	1/26	4/26

De même que pour les questions précédentes, nous faisons l'hypothèse que l'élève a atteint l'objectif si sa note est égale ou supérieure à 1.5 sur 2. Seulement 6 élèves sur 26 ont atteint l'objectif soit 23% des élèves de cette classe de première. Le dispositif est donc défaillant. Néanmoins, au vu des réponses apportées par les élèves, il semble que ces derniers n'aient pas appris le TD qui avait été joint en complément du cours. En effet, il y a beaucoup d'inversions ou de hors sujet.

La quatrième question était : En vous appuyant sur les approches fonctionnalistes et institutionnalistes de la monnaie, donnez la définition de la monnaie. Vous présenterez succinctement chacune des fonctions.

La réponse attendue pour l'approche fonctionnaliste de la monnaie est :

Problème posé dans une économie de troc	Fonction de la monnaie	Solutions techniques
Double coïncidence des désirs	Intermédiaire généralisé des échanges	La monnaie est cédée en contrepartie des produits dans les échanges monétaires
Impossibilité de différer l'acte de vente de l'acte d'achat.	Réserve de valeur	La monnaie permet de reporter dans le temps du pouvoir d'achat
Nombre de prix relatifs	Unité de compte	La monnaie est une unité de mesure commune

L'approche fonctionnaliste définit la monnaie par ses fonctions (« la monnaie est ce que la monnaie fait ») :

- Elle permet de mesurer les valeurs. C'est une unité de compte ;
- Elle est intermédiaire des échanges ;
- Elle est réserve de valeur.

Dans cette perspective, la monnaie est d'abord conçue comme un simple outil, un instrument technique permettant de simplifier les échanges en répondant aux problèmes posés par une économie de troc.

La réponse attendue pour l'approche institutionnaliste de la monnaie est :

La monnaie est une composante du lien social qui repose sur la confiance, sans laquelle aucune communauté de paiement ne peut fonctionner. La monnaie est un lien institutionnalisé qui unit les agents économiques en leur offrant une définition légitime de la valeur (élément de référence commun). Elle est la même pour tous les individus d'une même société et d'un même État. Elle unit les individus car elle renforce la conscience d'appartenir à une même communauté. Elle est le symbole de cette communauté. Elle est également une ressource qui permet aux institutions européenne d'affirmer leur pouvoir (par exemple l'adoption de l'euro).

Les résultats obtenus par les élèves sont les suivants :

Note obtenu par l'élève	Pas de réponse	0/2	0.5/2	1/2	1.5/2	2/2
Nombre d'élève	1/28	4/28	7/28	6/28	4/28	6/28

Selon la même hypothèse que les questions précédentes, on remarque que seulement un tiers de la classe a atteint les objectifs. Néanmoins, les dispositifs sont un « demi succès », puisque même les élèves ayant obtenus moins de 1.5 sur 2 ont mentionné (même maladroitement) l'approche fonctionnaliste de la monnaie.

Extrait de la copie 25 : « *La monnaie est un échange de confiance, elle permet de donner un prix à un bien ou un service, au lieu d'échanger par exemple des baguettes de pain contre des légumes, on achète la baguette de pain avec la monnaie. Tout individu sait ce que vaut la*

monnaie, c'est pourquoi la monnaie est alors un échange de confiance. Il y a la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale. La monnaie a trois fonctions : unité de compte, réserve de valeur et intermédiaire d'échange. L'intermédiaire d'échange c'est que contre un bien ou un service on va payer en monnaie. La réserve de valeur c'est que grâce à la monnaie, un individu va pouvoir épargner par exemple. »

A l'issu de la correction de cette quatrième question, on peut néanmoins se demander si la formulation de la question ne les induit pas en erreur. En effet, la question se termine en demandant aux élèves de présenter succinctement chacune des fonctions de la monnaie. Dire que la monnaie sert à créer du lien social c'est passer du terme ordinaire de fonction (les fonctions d'un appareil) à une définition sociologique qu'ils ignorent (la fonction d'une institution). Ici, il y a un malentendu sur le terme de fonction : il a un sens sociologique pour l'enseignant, alors qu'il a un sens instrumental pour les élèves qui donc n'évoquent que l'instrument de paiement.

Partie II : Etude d'un document (2 points)

Les élèves devaient expliquer pourquoi ce sont les prêts qui font les dépôts et illustrer avec un exemple. La réponse attendue était la suivante : Les crédits font les dépôts car l'opération de crédit aboutit à la création d'un dépôt sur le compte courant de l'agent économique correspondant au montant du prêt. C'est une création ex nihilo : c'est-à-dire un simple jeu d'écriture. Ensuite, l'agent économique remboursera son crédit en faisant des dépôts sur son compte. Par exemple, Vincent demande un crédit à sa banque de 10 000 euros, sur 5 ans, pour acheter un bateau. La banque va faire créer de manière ex nihilo de la monnaie scripturale (par un jeu d'écriture) et sur le compte de Vincent va apparaître un dépôt à vue de 10 000 euros. Ensuite, pour rembourser son crédit, il devra prélever sur son revenu 200 euros par mois pendant 5 ans.

Exemple sous forme comptable :

Banque (Caisse d'épargne)

Actif	Passif
Créance sur la cliente : 10 000 euros	Dépôt (somme mise à la disposition sur le compte de Vincent) : 10 000 euros

Client (Vincent)

Actif	Passif
Avoir à la banque (sur le compte courant de Vincent) : 10 000 euros	Dettes auprès la banque : 10 000 euros

Le constat est le suivant :

Note obtenue par l'élève	Pas de réponse	0/2	0.5/2	1/2	1.5/2	2/2
Nombre d'élève	1/28	8/28	3/28	10/28	2/28	4/28

Selon la même hypothèse que les questions précédentes, on observe que 22 élèves sur 28 (soit 79%) n'ont pas atteint l'objectif. Les dispositifs mis en œuvre dans le cours sont donc à modifier.

Sur 28 élèves, un élève a été capable d'expliquer pourquoi ce sont les dépôts qui font les crédits mais il n'explique pas que la création monétaire se fait ex nihilo.

Extrait de la copie 1 : « une banque accorde un crédit à un agent économique. Celui-ci va devoir le rembourser en une durée limitée. On va donc prélever une certaine somme sur les dépôts qu'effectuent l'agent économique jusqu'à un remboursement total. Hors s'il n'y avait pas eu de crédit, la banque n'aurait pas à prélever une certaine somme et donc obligé l'agent économique à faire des dépôts. On peut donc en conclure que ce sont les prêts qui font les dépôts. Prenons l'exemple de Marie qui fait une demande de prêt de 15 000 euros pour s'acheter une voiture. Chaque mois elle fait un dépôt de 500 euros sur son compte. Pour rembourser intégralement sa dette il faudra 30 ans. C'est exemple est fait sans prendre en compte le taux d'intérêt ».

Le cas de figure le plus fréquemment rencontré est que les élèves ont expliqué que la création monétaire se fait ex nihilo mais n'ont pas ils n'ont pas ensuite su expliquer correctement le processus qui conduit à ce que les prêts génèrent des dépôts.

Extrait de la copie 4 : « *Ce sont les prêts qui font les dépôts car lorsqu'une banque décide d'accorder un crédit à un de ses clients, donc un prêt, elle va créer de la monnaie scripturale, c'est-à-dire sur le compte courant du client, on peut parler d'un jeu d'écriture. Par exemple, Laura décide d'acheter une voiture, elle demande à sa banque un crédit de 15 000 euros. Sur son compte sera alors inscrit 15 000 euros, qu'elle pourra ensuite retirer pour financer son investissement.* »

Extrait de la copie 10 : « *dans un premier temps, les dépôts ne font pas les prêts car les prêts sont à l'origine de la création ex nihilo de monnaie scripturale par les banques. Mais les prêts font les dépôts car dès qu'une opération de crédit se réalise, un dépôt, une somme mise à la disposition du client se forme sur son compte courant.* »

Il n'y a aucune copie qui a écrit que ce sont les dépôts des agents économique qui permettent aux banques d'accorder les crédits. Le dispositif du cours n'est donc pas totalement un échec.

Partie III : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire (sur 10 points).

Pour cette troisième partie, la consigne était : Vous répondrez à la question suivante en vous appuyant sur le dossier documentaire : Le processus de création monétaire des banques est-il illimité ?

La réponse attendue était la suivante :

Dans un premier temps l'élève devait d'écrire le processus de création monétaire, avec l'aide du document un. L'opération de crédit s'accompagne d'une création de monnaie scripturale pour une somme égale au montant du prêt. Toutes choses égales par ailleurs, cette monnaie scripturale augmente la quantité de monnaie en circulation dans l'économie. Cette quantité de monnaie scripturale est créée ex nihilo (à partir de rien). Elle est celle de la banque. La monnaie, inscrite au passif des banques, a pour contrepartie les créances monétisées, qui sont inscrites à l'actif des banques. Elle est aussi la créance que le débiteur a sur sa banque (la somme qui est sur le compte courant) et la dette qu'il a envers la banque du fait du crédit contacté. La monnaie est donc à la fois une créance et une dette. La banque a intérêt à accorder la plus de crédit possible car le crédit à un prix (le taux d'intérêt) et elle perçoit donc un revenu (l'intérêt) pour le crédit accordé. Le coût de création monétaire est très faible. Jusqu'à présent, nous avons raisonné dans un système limité à une seule banque. Tous les autres agents économiques du pays ont forcément un compte courant auprès de ce seul établissement bancaire et la monnaie scripturale ne fait que circuler d'un compte à un autre.

Dans ce cas, la banque n'a pas à faire face à des fuites. Son pouvoir de création monétaire est donc illimité. En réalité, le pouvoir de création monétaire d'une banque est limité par : la demande de crédit, les retraits de billets, les fuites interbancaires (document 2).

Remarque : La limite des réserves obligatoires ne sont pas attendues dans cette évaluation. En effet, au Lycée Thiers, les devoirs sont imposés à date fixe et à cause de l'oral des travaux dirigés encadrés (TPE) une heure de cours avait été banalisée et cette notion avait été mentionnée mais non traitée de manière satisfaisante.

Pour cette question, il était difficile de se baser sur la notation pour savoir si les élèves avaient atteints les objectifs, car elle prend également en compte l'apprentissage de la méthodologie de la question argumentée (comme l'utilisation des documents). Ainsi, pour évaluer les dispositifs mis en œuvre, il est possible de constater combien d'élèves ont mentionné les trois limites de la création monétaire.

Les résultats obtenus sont les suivants :

Termes définis ou mentionnés par les élèves	Demande de crédit	Retrait de billet	Fuites interbancaire
Nombre d'élève	12/28	7/28	24 /28
Proportion d'élève	43%	25%	86%

La demande de crédit

Nous pouvons constater que 43% (12/28) des élèves ont mentionné que la demande de crédit était une limite à la création monétaire. C'est un résultat surprenant puisque cette limite a semblé être une évidence pour les élèves pendant le cours. A la suite de la correction des copies, on peut observer que les élèves ayant mentionnés cette limite ont rendu des travaux acceptables dans l'ensemble :

Extrait copie 4 : « *Les banques ne créent pas de la monnaie pour le plaisir. [...] Tout d'abord, elles créent de la monnaie en fonction de la demande de crédit. Si cette dernière est élevée la création monétaire sera elle aussi élevée. Mais si la demande est faible,*

la création monétaire sera aussi faible. Cette demande est quant à elle influencée par l'activité économique des entreprises. Plus les entreprises auront une activité élevée, plus elles seront incitées à produire, donc elles seront incitées à produire donc elles auront pour cela besoin d'investissement, donc la demande de crédit augmentera et inversement si son activité est faible. »

Extrait de la copie 10 : « *La création monétaire des banques est ici bornée par les besoins en liquidité des agents non financiers. La création monétaire dépend de la demande de crédit qui peut aussi être faible en période de faible activité, les producteurs n'étant pas incités à produire et donc à investir* ».

Cependant, la copie numéro 13 montre qu'elle a intégré la demande de crédit mais continues de penser que c'est la Banque centrale qui crée la monnaie et a une approche quantitativiste de la monnaie : « *La création monétaire dépend de l'économie réelle. Selon l'évolution de l'activité économique et de l'évolution de la production, la banque centrale produire plus ou moins de monnaie. Mais pourquoi la banque centrale ne peut-elle pas produire de la monnaie à l'infinie, sans tenir compte de l'économie ; car la circulation monétaire fait augmenter la masse monétaire. Plus la masse monétaire augmente, plus la valeur de la monnaie baisse ; c'est donc bien la faiblesse de la demande de monnaie qui limite la création monétaire.* »

Le retrait des billets

Nous pouvons observer que le retrait de billets est la limite de la création monétaire qui a été la moins citée, seulement par 25% des élèves. De plus, c'est celle qui comporte le plus d'erreur :

Dans la copie numéro 4, on observe que l'élève fait un amalgame entre le retrait des billets et le fait que la banque doit détenir un pourcentage de réserve obligatoire (notion à peine abordée en cours) et l'élève continu de penser que c'est grâce aux dépôts que se font les crédits : « *Les banques pour pouvoir accorder des crédits ont besoin de billets puisque les clients ne vont pas utiliser la monnaie sous sa forme initiale mais va la retirer. [...] Donc si la banque de second rang ne dispose pas de la monnaie banque centrale pour accorder les crédits, elle ne pourra donc pas les accorder. Puisque la Banque centrale exige des banques*

de second rang qu'elles détiennent sur leur compte auprès de la Banque centrale un certains taux (en monnaie banque centrale) sur les dépôts qu'elle gère. »

Dans la copie numéro 7, l'élève écrit que lorsque une banque ordinaire ne dispose plus suffisamment de monnaie fiduciaire il l'emprunte à d'autre banque : *« Les banques de second rang ne créent pas de monnaie fiduciaire, si plusieurs emprunteurs souhaitent emprunter de la monnaie en billets[...], les banques n'étant pas en mesure de créer des billets seront contraints de demander à d'autres banques de la monnaie fiduciaire, et si celle-ci est sur le point de faire faillite, elle peut demander à la banque centrale. »*

Dans la copie numéro 13, l'élève expose le fait que pour utiliser la monnaie d'un crédit elle doit entièrement retirer le montant : *« Lors d'un prêt, la banque règle le montant du prêt en monnaie scripturale à l'actif du compte du client. Si ce client utilise ce montant dans un investissement, il procédera donc à un retrait de billets. Seulement, la banque n'a pas ce montant en monnaie fiduciaire et devra donc le demander à la banque centrale qui l'a créé. Celle-ci n'est pas obligée de lui donner le montant qu'elle donne aux banques secondaires. Les banques secondaires sont donc limitées dans leur création monétaire (scripturale) car elles dépendent de la banque centrale. »*

Les fuites interbancaires

On peut s'apercevoir que la fuite interbancaire est la limite qui est la plus citée (24 élèves sur 28, soit 86%). Les résultats des dispositifs sur cette notion sont mitigés. En effet, on peut relever des extraits de copies qui remplissent assez convenablement l'objectif :

Extrait de la copie 7 numéro : *« La cause la plus importante de la limitation de la création monétaire est la fuite interbancaire. Lorsqu'une banque accorde un crédit d'un certain montant à un client, elle crée de la monnaie scripturale. Néanmoins, elle sait que son client va dépenser cet argent qu près d'autres individus clients d'autres banques. Or les autres n'acceptent pas la monnaie scripturale de la banque. Elle va donc devoir un certain montant en monnaie Banque centrale aux autres banques. Toutefois, cette fuite peut être composée par les dépôts de clients de chèques venant d'autres banques. Une fois par jour, chaque banque fait la différence entre les dépôts et les avoirs et payent la différence en monnaie fiduciaire ; donc la création monétaire ex nihilo est limitée par le fait qu'elle est coûteuse. »*

Extrait de la copie 10 : « *Il existe aussi les opérations de banque à banque qui donnent lieu à des fuites interbancaires. En effet, le client débiteur achètera un actif réel à un autre client d'une autre banque. La première banque devra verser le montant correspondant à la banque. [...] Elle doit régler les transactions avec une monnaie centrale qu'elle n'a pas le pouvoir de créer, elle doit donc disposer d'une réserve de monnaie centrale.* »

Extrait de la copie 17 : « [...] *quand un client emprunte de l'argent, il ne le garde pas pour lui [...] si la personne recevant l'argent est un client d'un autre banque une somme de monnaie scripturale se déplacera d'une banque à une autre banque [...]. Seulement la banque ne peut pas accepter de la monnaie scripturale d'une autre, elle va donc lui demander une compensation en monnaie d'une banque supérieure, la Banque centrale. Une banque devra rembourser chaque fuite interbancaire en monnaie centrale, ce qui est le principal frein à la création de monnaie car si une banque doit rembourser trop d'argent en monnaie centrale et qu'elle ne le peut, elle fera alors faillite.* »

Néanmoins, de nombreuses erreurs subsistent sur ce point :

Un certain nombre de copies sont incomplètes. Dans les copies 11 et 21, les élèves exposent ce qu'est une fuite interbancaire mais ils n'expliquent pas en quoi elle constitue une limite.

Extrait de la copie 11 : « *La création de crédit n'est pas illimitée. [...] En effet, quand la banque accorde un crédit à un agent économique, celui-ci va payer un autre agent économique avec cet argent. Cet autre agent économique sera dans doute client d'une autre banque. La monnaie circule entre les banques grâce aux clients de celle-ci : ce sont les fuites interbancaires* ».

Extrait de la copie 21 : « *De plus, les banques sont limitées au niveau de la création monétaire par le fait que l'argent obtenu par un individu dans le cadre d'un prêt est ensuite dépensé auprès d'une autre personne qui peut appartenir à une autre banque. Le processus de création monétaire des banques n'est donc pas illimité.* »

Dans d'autres copies, les élèves confondent, le fait que la monnaie circule entre les banques (fuite interbancaire) et, en quoi consiste la compensation interbancaire. De plus, ils écrivent que les crédits sont possibles grâce à la monnaie centrale que la Banque centrale octroie aux banques de second rang (copies 1, 19 et 22).

Extrait de la copie 1 : « *Lorsqu'une banque accorde un crédit à un agent économique celui-ci va investir dans un bien appartenant souvent à une personne ayant un compte courant dans une autre banque. L'échange se fait en monnaie scripturale mais il se fait en réalité en monnaie centrale, commune à toutes les banques. Le compte de la banque de l'agent va être crédité dans la Banque centrale. [...] cela limite la création monétaire car la banque ne va pouvoir accorder de crédit qu'en fonction de l'argent qu'elle possède sur le compte de la Banque centrale.* »

Extrait de la copie 19 : « *en effet, chaque banque de second rang va bénéficier d'une monnaie appelée banque centrale qu'elles vont pouvoir prêter aux agents à besoin de financement assorti d'un taux d'intérêt.* »

Extrait de la copie 22 : « *les banques de second rang possèdent chacune leur propre monnaie fiduciaire qu'elle délivre à leur client lors des crédits par exemple. Cependant, lorsqu'un individu doit régler un paiement à un autre individu appartenant à une autre banque, un échange doit se faire dans une monnaie commune : la monnaie centrale.* »

Nous pouvons également relever que dans 13 copies sur 28 (soit 46 %), les élèves continuent d'employer le mot « argent » à la place de monnaie.

B Propositions de dispositifs complémentaires

Les travaux réalisés sur l'évaluation permettent de vérifier les progrès des élèves dans l'acquisition de savoirs et de savoir-faire, de déceler les difficultés et d'envisager des remédiations. La remédiation ne consiste pas à « réexpliquer », c'est-à-dire à simplement réitérer les modalités de la séquence d'apprentissage. Il s'agit de mettre en œuvre de nouvelles séquences d'apprentissage qui portent sur les mêmes objectifs à partir de nouveaux supports

et de nouvelles activités. Les objectifs de savoirs sont identiques mais l'enseignant pourra chercher à poser de manière différente la situation-problème.

Suite à l'analyse de l'évaluation présentées au première ES, du Lycée Thiers, on peut constater que certains points nécessitent des remédiation (l'approche institutionnaliste de la monnaie, le processus de création monétaire et ses limites). Ainsi, un TD (en demi-groupe, d'environ 1h) sera proposée ci-dessous.

TD DE REMEDIATION

I A QUOI SERT LA MONNAIE ?

Activité 1 : questions à l'oral :

- 1) Rappelez les trois fonctions de la monnaie ?

Unité de compte. Intermédiaire des échanges. Réserve de valeur.

- 2) Comment nomme-t-on cette approche ?

C'est une approche instrumentaliste ou fonctionnaliste de la monnaie.

- 3) A quelle autre approche de la monnaie s'oppose-t-elle ?

Elle s'oppose à la l'approche institutionnaliste de la monnaie.

Document 1 : Les dimensions sociales et politiques de la monnaie

En tant que bien public et institution sociale, la monnaie renvoie à l'organisation politique de la société. L'histoire montre en effet que la monnaie entretient des relations étroites avec les formes successives prises par le pouvoir politique. Le pouvoir de "battre la monnaie" est ainsi passé successivement des mains de l'aristocratie féodale à celle des monarques avant d'être exercé par la bourgeoisie et l'Etat républicain. Pendant longtemps, la frappe des monnaies a procuré des ressources aux souverains. Et ce qui est le plus important, la monnaie a été utilisée par le pouvoir politique comme instrument d'intégration. L'histoire de France montre que notre pays a été politiquement unifié et s'est constitué en un véritable espace

économique au moment où ont existé une monnaie et un système de paiement uniques sur l'ensemble du territoire. Car la monnaie renforce le développement pacifique des échanges et elle constitue un élément de référence commun pour la communauté qui l'utilise. L'euro apporte une illustration de ce que la monnaie est une institution économique et sociale.

Source : Plihon Dominique, (2006), *La monnaie et ses mécanismes*, Coll. Repères, Ed. La Découverte.

Questions :

1) Dans cette deuxième approche, quel est le rôle de la monnaie ?

La création monétaire est l'expression du pouvoir politique et un instrument d'intégration sociale.

2) Pourquoi les souverains font-ils frapper leur emblème ou leur portrait sur les pièces ?

C'est une manifestation de la souveraineté et du pouvoir, mais elle est aussi un moyen de détourner la violence, en s'« accaparant » le souverain et son pouvoir par le biais de la monnaie.

3) Montrer comment la création de l'euro apporte une illustration de la dimension sociale et politique de la monnaie.

Montesquieu parlait de « doux commerce », et la création de l'euro procède d'abord d'une volonté de développer le commerce entre les États membres. Mais il y a aussi la volonté de créer, par la monnaie, une communauté d'intérêt et un sentiment d'appartenance entre les individus qui utilisent la même monnaie.

II LA CREATION MONETAIRE

Document 2 : La création monétaire par les banques commerciales

La création monétaire consiste en la transformation de créances sur les agents non bancaires (créances sur l'étranger, créances sur l'économie, créances sur le Trésor public) en moyens de paiement immédiatement utilisables pour effectuer des règlements (...) Illustrons notre propos par un exemple simple. Supposons que la banque A dispose au départ du bilan suivant (l'actif représentant les créances, le passif, les dettes) :

Actif		Passif	
Créances	70	Dépôt à vue	100
Trésorerie (réserves de billets)	30		
Total de l'actif	100	Total du passif	100

La banque A consent un crédit de 20 à un client X : ce dernier dispose désormais d'un dépôt à vue de 20, lequel vient s'ajouter aux 100 existant. En contrepartie de ce crédit, la banque A acquiert une créance de 20 sur X. Le nouveau bilan de la banque A s'écrit :

Actif		Passif	
Créances	90	Dépôt à vue	120
Trésorerie (réserves de billets)	30		
Total de l'actif	120	Total du passif	120

Questions :

1) Pourquoi peut-on dire qu'il y a création monétaire ?

On voit bien qu'il y a création monétaire puisque le crédit accordé à X ne s'est pas traduit par une ponction sur les dépôts existants mais par la création d'une capacité supplémentaire de paiement. La banque A n'a utilisé aucune ressources préalable pour effectuer cette opération : elle a créé de la monnaie.

2) Quand cette monnaie créée sera-t-elle détruite ?

Lorsque l'agent X rembourse le crédit qui lui a été octroyé, il y a destruction de monnaie.

Apport de l'enseignant : La création nette de monnaie suppose donc que les nouveaux crédits accordés au cours d'une période l'emportent sur les crédits remboursés.

3) Pourquoi peut-on dire que ce sont les crédits qui font les dépôts ?

Les banques accordent des crédits qui à échéance doivent être remboursés (= dépôts). Ainsi, si l'on prend l'ensemble des banques, on observe que l'ensemble des crédits accordés dans une économie sont à terme remboursés : ils font donc les dépôts. En d'autres termes une épargne préalable n'est pas nécessaire au financement des crédits puisque ceux-ci génèrent, ex-post, les dépôts de même montant.

III LES LIMITES DE LA CREATION MONETAIRE

Activité 2 : La demande de crédit

Question à l'oral : Rappelez pourquoi la demande de crédit est-elle une limite à la création monétaire ?

Pour qu'une banque accorde un crédit, il faut qu'il y ait une demande de crédit. C'est la faiblesse de la demande de crédit qui limite la création monétaire. Elle est liée à l'activité économique, à l'évolution de la production : la masse monétaire augmente lorsque l'activité économique est plus forte, car plus il y a de production, plus il y a besoin de monnaie, car les entreprises sont incitées à investir et ont donc besoin de se financer.

Document 4 : Les limites de la création monétaire

Les banques créent de la monnaie scripturale à partir de rien. Une inscription sur un compte suffit. L'ennui, c'est que le titulaire du compte dépense tôt ou tard cet argent emprunté. S'il le fait en remettant un chèque à un client de la même banque, l'argent ne sortira pas du circuit de la banque : la banque se bornera à débiter un compte, à en créditer un autre, et l'affaire sera réglée [...]. Hélas pour la banque, cette situation n'est pas la plus fréquente [...]. Par conséquent, le plus souvent, le bénéficiaire du crédit signe un chèque destiné au client d'une autre banque. La première banque, celle qui a accordé le crédit – appelons-la « A » - ne peut plus se contenter de débiter le compte de son client. Il faut en outre qu'elle transfère l'argent correspondant à la deuxième banque – « B » - celle qui gère le compte de celui qui a reçu le chèque en paiement. Heureusement pour elle, chaque jour des millions de chèques sont ainsi échangés entre clients de banques différentes : une chambre de compensation – placée sous la surveillance de la Banque de France – permet d'échanger quotidiennement les chèques que détient B sur A et réciproquement. Seuls les soldes de compensation font l'objet d'un règlement réel. [Ils sont réglés en monnaie centrale par virements entre les comptes des banques à la Banque centrale]. Normalement, en vertu de la loi dans grands nombres, les soldes sont d'un montant faible. [...]. Reste un dernier cas qu'il nous faut examiner : celui où le bénéficiaire du crédit accordé par la banque A retire tout ou partie de ce crédit de ce compte, sous forme de monnaie liquide ou, pour parler le langage bancaire, de monnaie fiduciaire [...]. En moyenne, on constate qu'une cinquième¹ des paiements s'effectue sous

cette forme : il faut donc s'attendre à ce qu'un crédit de 100 euros donne naissance, en moyenne, à des retraits en billets d'un montant de 20 euros. [Pour obtenir des billets, les banques effectuent des retraits sur leur compte à la Banque centrale.].

¹ Environ un dixième aujourd'hui.

Source : Clerc Denis, (2001), *Déchiffrer l'économie*, La Découverte, cité in Sciences économiques et sociales 1re, Hatier, 2007.

Questions :

1) Quelles sont les deux « fuites » auxquelles doivent faire face les banques quand elles créent de la monnaie ?

Les banques, quand elles créent de la monnaie, doivent faire face à deux fuites :

- tout d'abord, elles doivent faire face aux fuites vers les autres banques de second rang : lorsqu'un client d'une banque transfère de la monnaie à un autre agent qui est client d'une autre banque, la première banque se retrouve alors endettée envers la seconde ; elle doit transférer la monnaie de son client à la seconde banque.
- Ensuite, les banques doivent faire face aux fuites de monnaie fiduciaire (monnaie Banque centrale) : lorsqu'un client retire de la monnaie fiduciaire, la banque doit se procurer cette monnaie dans le compte qu'elle a auprès de la Banque centrale (car la monnaie fiduciaire n'est créée que par la Banque centrale). Elle doit donc limiter ces fuites.

2) De quelle monnaie doivent disposer les banques pour faire face à ces « fuites » ? Ont-elles le pouvoir de la créer ?

Pour faire face à ces fuites, les banques doivent disposer de monnaie centrale, or elles n'ont pas le pouvoir de la créer. Seule la Banque centrale a le pouvoir de créer cette monnaie.

3) Pourquoi les banques incitent-elles leurs clients à utiliser la monnaie scripturale plutôt que des billets ? Pourquoi se font-elles concurrence pour attirer les clients ?

Les banques incitent leurs clients à utiliser de la monnaie scripturale plutôt que des billets pour éviter les fuites de monnaie centrale qu'elle a sur son compte à la Banque centrale. Les banques se font concurrence pour attirer les clients pour éviter les fuites vers les autres banques, c'est-à-dire pour éviter de s'endetter auprès des autres banques. Pour faire face aux

D'alessandro Laura

risques de fuites, les banques ont donc tendance à s'autolimiter dans leur activité de crédit et donc de création monétaire.

CONCLUSION

Comme nous avons pu le voir au cours de ce mémoire, la prise en compte des représentations sociales sont des supports importants dans l'élaboration d'un projet d'enseignement. De nombreux travaux en didactique, des sciences économiques et sociales, utilisent en effet des résultats concernant les représentations des élèves sur des points précis des programmes de lycée, et cherchent à montrer comment s'appuyer sur ces représentations pour franchir un certain nombre d'obstacles à l'apprentissage. Le questionnaire est une méthode qui permet de repérer certains aspects quantitatifs fondamentaux de l'aspect social d'une représentation. Cette méthode présente l'avantage de la standardisation, qui réduit à la fois les risques subjectifs du recueil (comportement standardisé de l'enquêteur) et les variations interindividuelles de l'expression des sujets (mêmes questions pour tous, même modalité de passation des questionnaires).

Cependant, il serait erroné de croire que les représentations sociales des élèves soient uniquement celles sur lesquelles il faille travailler. L'enseignant, le premier, a des représentations sociales, « une manière d'interpréter et de penser notre réalité quotidienne, une forme de connaissance sociale », qu'inconsciemment il risque de transmettre à ses élèves. S'il apparaît clairement qu'un enseignant de SES ne puisse faire l'impasse sur les représentations sociales des élèves, il se doit d'envisager lui-même de rompre avec ses « prénotions¹² » qui seraient dommageables à son travail d'enseignant et aux savoirs-savants qu'il est censé transmettre. Dans une perspective durkheimienne, les auteurs du « Métier de sociologue », Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, et Jean-Claude Chamboredon invitent à la « vigilance épistémologique » par rapport « à l'illusion du savoir immédiat » et à toute forme de « sociologie spontanée ».

¹² Durkheim Emile, (1895), *Les règles de la méthode sociologique*, p. 31, Paris, Alcan.

BIBLIOGRAPHIE

Abric Jean-Claude, (1994), *Pratiques sociales et représentations* (2ème édition 1997), Brochet. Sous la direction de Jean-Claude Abric.

Aglietta Michel, (1998), *L'ambivalence de la monnaie*. Revue française, Volume 3 N°3, pp 99 – 100

Aglietta Michel, (2002), *Le renouveau de la monnaie*, In « L'économie mondiale 2003 » CEPII ; coll. Repères N°348, éd. La Découverte.

Albertini Jean-Marie, (1996), *L'argent*, Editions Milan, Coll. Les essentiels, pp. 30-31.

Audigier François, (1988), *Représentation des élèves et didactiques de l'histoire, de la géographie et des sciences économiques et sociales*, (Vol.85, p.11-19). PERSEE : Revue française de pédagogie.

Bachelard Gaston, (1938), *La formation de l'esprit scientifique*. Paris : Librairie Philosophique J. Vrin.

Bachelard Gaston, (1936), *La philosophie du non : Essai d'une philosophie du nouvel esprit scientifique*, (éd. 2005), Paris.

Beitone Alain, (fév. 2015), *La monnaie dans les théories économiques*. Problèmes économiques (Hors-série). La documentation française.

Beitone Alain, Dollo Christine, Hemdane Estelle, Lambert Jean-Renaud, (2013), *Les sciences économiques et sociales - Enseignement et apprentissages*, De Boeck.

Beitone Alain, Buisson-Fenet Emmanuel, Dollo Christine (2012). *Aide-mémoire, Economie* (5è éd.).

Beitone Alain (Décembre 2011), *La rumeur de 1973*. En ligne sur <http://www.eloge-des-ses.fr/pages/26alhome.html>

D'alessandro Laura

Beitone Alain, (2010), *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Armand Colin, Coll. U, 2010 (p. 250).

Capelle-Blancard G. et Couppey-Soubeyran J., (2013) *L'intermédiation bancaire et financière*, in De Boissieu Ch. et Couppey-Soubeyran J., (2013), *Les systèmes financiers. Mutations, crises et régulation*, Economica, 4^{ème} édition.

Chastel Elisabeth, Grosse Gérard, Richet Adeline (2002), *Représentations et apprentissages des élèves*, Hachette-éducation.

Chevallard Yves, (1997). *L'enseignement des SES est-il une anomalie didactique ?*, (p.25-37), dans la revue Skholé.

Clerc Denis, (2001), *Déchiffrer l'économie*, La Découverte, cité in Sciences économiques et sociales 1re, Hatier, 2007.

Colomb Jacques (13-14-15 février 1992), *Recherches en didactiques : contribution à la formation des maîtres*. Paris : INPR / Institut National de Recherche Pédagogie.

Couderc N. et Montel-Dumont O., (2009), *Des subprimes à la récession, comprendre la crise*, La Documentation française.

Couppey-Soubeyran Jézabelle, (2010), *Monnaie, banques, finance*, PUF.

Couppey-Soubeyran Jézabelle, (novembre 2010) *Alternatives Economiques* n° 296 – novembre.

Delaplace M., (2006), « Panorama du système financier », in *Cahiers français* « Le financement de l'économie ».

Dollo Christine, Joshua Samuel, 2002 ; « Conceptions d'élèves et diversité des paradigmes en sciences économiques et sociales : l'exemple du chômage ».

D'alessandro Laura

Duchausson Vincent, (2011), *L'état livré aux financiers ? La loi du 3 janvier 1973 sur la Banque de France*. En ligne sur <http://www.laviedesidees.fr/>

Durkheim Emile, (1912), *Les formes élémentaires de la vie religieuse: le système totémique en Australie*». En ligne sur : <http://classiques.uqac.ca>

Durkheim Emile, (1895), *Les règles de la méthode sociologique*, p. 31, Paris, Alcan.

Flament Claude, (1991), *Les représentations sociales*, sous la direction de Denise Jodelet.

Gatinois Claire et Michel Anne, (5 février 2008), « Subprimes, l'emballlement d'une crise de crédit », Le Monde.

Généreux Jacques, (1999), *Introduction à la politique économique*, Le Seuil.

Généreux Jacques, (1992), *Introduction à l'économie*, coll. « Points économie », Le Seuil.

Giraud Pierre-Noël, (2009), *Le commerce des promesses*, Seuil.

INSEE – comptes nationaux, (juillet 2012), *Rapport de la cour des comptes sur le financement de l'économie*, pp. 18-19.

Jacquillat Bertrand, (2009), *Les 100 mots de la Finance*, Que sais-je, PUF.

Jodelet Denise, (1997), *Représentation sociale : phénomènes, concept et théorie*, in *Psychologie sociale*, sous la direction de S. Moscovici, Paris, PUF, Le psychologue.

Krugman Paul, Robin Wells, (2009), *Macroéconomie*, De Boeck.

Legardez Alain, (2004), *L'utilisation de l'analyse des représentations sociales dans une perspective didactique : l'exemple des questions économiques*, (vol. 30, n°3, p. 647-665). *Revue des sciences de l'éducation*.

D'alessandro Laura

Legardez Alain, (2004), *Transposition didactique et rapports aux savoirs : l'exemple des enseignements de questions économiques et sociales, socialement vives*. Revue française de Pédagogie, n°149.

Manuel Magnard, Paris 2011. *Vers la dématérialisation des moyens de paiement* ; document 6, P 117.

Marteau Didier, (2012), *Les marchés des capitaux*, Armand Collin, coll. Cursus, p. 58.

Plihon Dominique, (2006), *La monnaie et ses mécanismes*, Coll. Repères, Ed. La Découverte.

Orléan André (version du 3 avril 2007), *L'approche institutionnaliste de la monnaie : une introduction*. PSE (Paris School of Economics / Paris-Jourdan Sciences Economiques. En ligne sur : <http://www.parisschoolofeconomics.com/orleanandre/depot/publi/Sudbury0704.pdf>

ANNEXES

**LE QUESTIONNAIRE QUI SERA PRESENTE AUX ELEVES, AVANT LE COURS
SUR LA MONNAIE, EST LE SUIAVNT :**

Question 1 : A quoi vous fait penser le mot « monnaie » ? Donnez au moins quatre à dix mots ou expressions.

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

Question 2 : Quelles sont les fonctions de la monnaie ? Donnez au moins quatre à dix mots ou expressions.

1	
2	
3	
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	

Question 3 : Lisez attentivement les propositions suivantes :

1	Les banques
2	La banque de France
3	Les sociétés d'assurances
4	Les mutuelles
5	Les entreprises
6	Les ménages
7	Les caisses d'épargne
8	Le trésor public

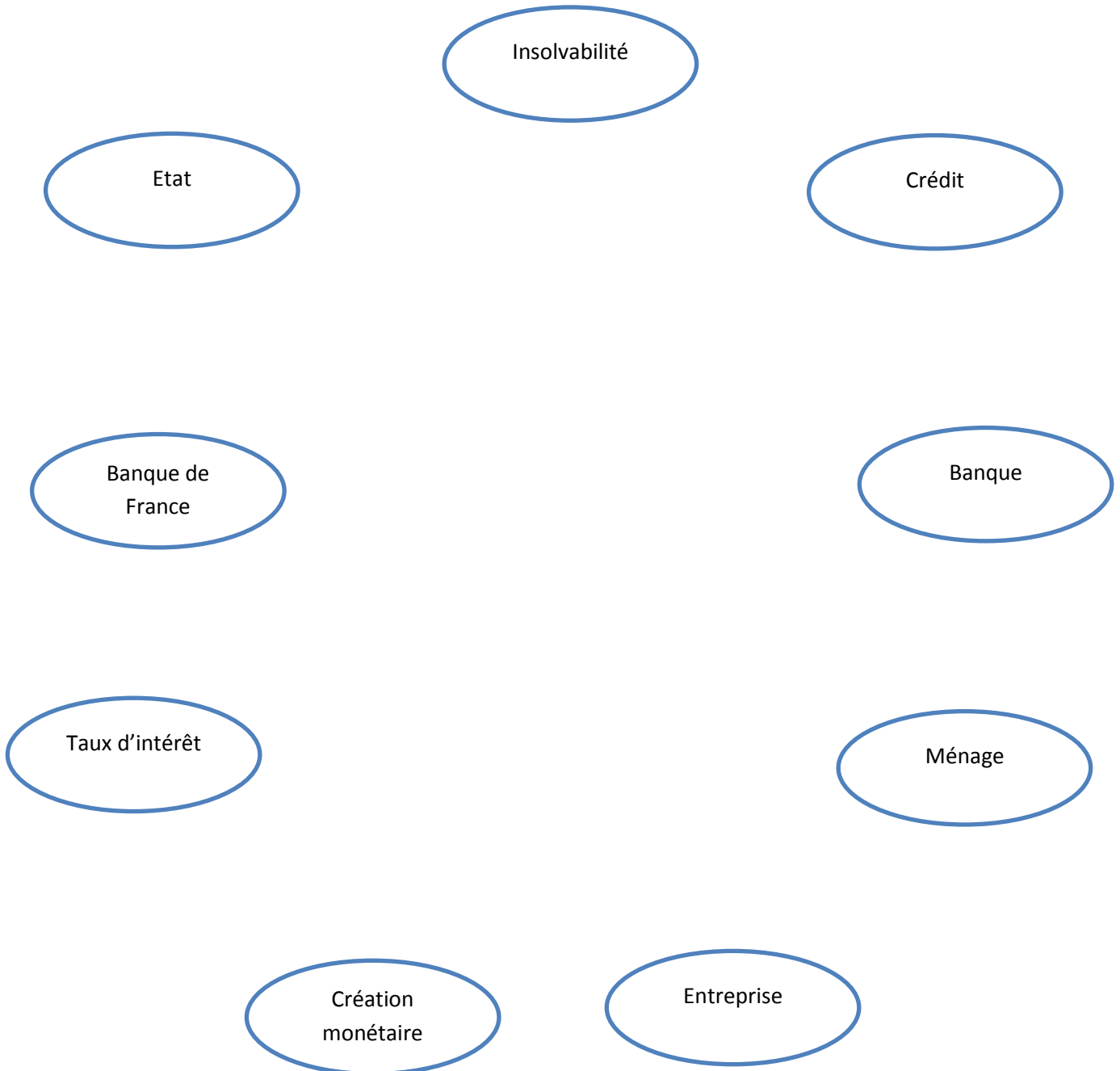
- a) Quelles sont, d'après l'état de vos connaissances, les instances qui créent de la monnaie ?
- b) Quelles sont, d'après l'état de vos connaissances, les instances qui ne créent pas de la monnaie ?

Question 4 : Dans la liste des propositions ci-dessous, cochez la case correspondant à votre avis :

1. Tout à fait d'accord ; 2 : D'accord ; 3 : Pas d'accord ; 4 : Pas du tout d'accord.

Propositions	1	2	3	4
La monnaie est uniquement un outil technique.				
L'utilisation d'une monnaie repose sur la confiance que lui confère les agents économiques.				
Les pièces, les billets sont des formes de monnaie.				
Les chèques et la carte bancaire sont des formes de monnaie.				
Les chèques et la carte bancaire sont des instruments de paiement.				
Les banques ne peuvent accorder des crédits qu'en fonction des dépôts réalisés par les agents économiques.				
Les institutions bancaires créent de la monnaie.				
L'augmentation durable et cumulative du niveau général des prix est due à la quantité de monnaie en circulation dans l'économie.				
Seule la Banque centrale est créatrice de monnaie.				

Question 5 : Reliez par un trait les mots qui selon vous sont en relation 2 à 2. Vous pouvez utiliser plusieurs fois le même mot. Vous n'êtes pas obligé d'utiliser tous les mots. Tracez au moins huit traits mais pas plus de douze traits.



Question 6 : Dans cette question, il vous est demandé de faire des groupes avec les mots ou expressions de la liste ci-dessous :

1. Monnaie scripturale
2. Monnaie fiduciaire
3. Financement monétaire
4. Création monétaire ex nihilo
5. Instrument d'échange
6. Monnaie métallique
7. Unité de compte
8. Réserve de valeur
9. Banque de second rang
10. Liquidité
11. Marché monétaire
12. Banque centrale européenne
13. Réserve fédérale des Etats-Unis
14. Prêteur en dernier ressort
15. Masse monétaire
16. Déficit public
17. La monétisation de créance
18. Inflation
19. Taux d'intérêt
20. Risque de solvabilité

Questions :

- a) Dans cette liste, barrez les mots que vous ne comprenez pas.
- b) Faites des groupes de mots ou expressions, qui d'après vos connaissances, vont ensemble. Faites au moins deux groupes et mettez entre 2 à 6 mots par groupe. Un même mot peut être utilisé dans plusieurs groupes.
- c) Donnez à chacun des groupes que vous avez constitués un titre (ou expliquez en une ligne la raison de votre regroupement).